



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13962 - 6 F  
DIMANCHE 17-LUNDI 18 DÉCEMBRE 1989  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## « Affreuses » Comores

**D'AUTRES** militaires français — des vrais, ceux-là, et non pas des soldats perdus — ont posé sac à terre aux Comores, vendredi matin 15 décembre, officiellement pour y assurer « la sécurité d'un certain nombre de citoyens français » et, en outre, pour prendre en charge le maintien de l'ordre et mettre sur pied une armée, à la demande des autorités comoriennes. M. Salid Djohar, président par intérim depuis le mystérieux assassinat d'Ahmed Abdallah, le 26 novembre, a précisé que ces soldats déployés par Paris pourraient demeurer sur place un ou deux ans.

« Ce n'est pas ce que j'espère », a confié Bob Denard au moment où avec ses hommes, à bord d'un avion militaire sud-africain, il quittait les Comores pour l'Afrique du Sud et, de là, pour une destination encore inconnue. Le mercenaire français qui s'était fait roi de cet archipel ne pouvait pourtant pas espérer libérer les lieux avec les honneurs de la guerre. Devenu gênant pour tout le monde, ce barbouilleur menait un combat d'une autre époque, un combat sans issue.

**COMME** si elles voulaient tourner la page d'un chapitre peu glorieux, l'Afrique du Sud et la France souhaitent enterrer, le plus vite possible, ce dossier. « J'ai des affaires plus importantes que cela à traiter », a répliqué vertement M. « Pika » Botha, le chef de la diplomatie sud-africaine, à un journaliste curieux d'en savoir davantage sur le « marché » qui avait été conduit pour obtenir le départ en douceur des mercenaires. Sur un même ton indigné, Paris et Pretoria affirment aujourd'hui que pas le moindre sou de « dommages et intérêts » n'a été versé à Bob Denard et aux siens, alors qu'hier on laissait entendre, ici et là, que les négociations en cours tournaient autour d'un « problème de fric ».

Quoi qu'il en soit, la France et l'Afrique du Sud, peu habituées à dialoguer, se sont retrouvées au coude-à-coude pour traiter avec l'affreux Bob Denard. Elles ne pouvaient pas ignorer, en effet, celui qui, à un moment ou à un autre, a servi en sous-main leurs desseins et dont elles ont à craindre les éventuels bavardages. « Ce petit archipel était mis en coupe réglée par un certain nombre de mercenaires européens, dont un Français, ce qui n'honore personne », a tout de même reconnu M. Michel Rocard.

**LA** France, a souligné le premier ministre, vient de « prêter la main à un processus de retour à une situation plus normale sur le plan de la démocratie » dans un pays où elle est, de loin, le premier bailleur de fonds. Il n'est donc pas sans importance que se dégagent de cette tragédie des hommes qui sauront gérer leur pays de manière moderne et responsable. Une table ronde vient d'être réunie à Moroni autour de M. Djohar pour tenter de débroussailler les chemins de l'avenir. Hélas ! la vacance du pouvoir aiguise les appétits de plus d'un politicien comorien.

Puisque, aujourd'hui, toutes les cartes sont mises à plat pour « repenser » les Comores, pourquoi la France, qui n'est pas à court d'idées, n'en profiterait-elle pas, de son côté, pour tenter de rattrapper à cet archipel l'île sœur de Mayotte, qui a choisi de faire bande à part et de demeurer française ? Le tout est, évidemment, de prouver aux Mayotais qu'ils ne perdraient pas au change.

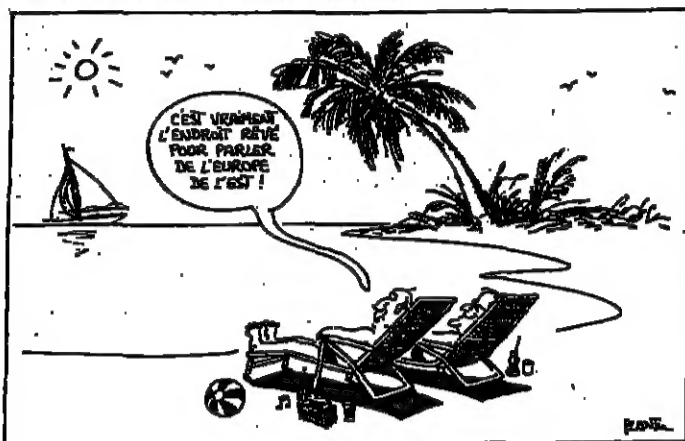


## Le sommet franco-américain de Saint-Martin

### M. Mitterrand interroge M. Bush sur ses intentions en Europe

L'avenir de l'Europe et la part qu'entendent y prendre les Etats-Unis sont au centre des conversations que M. François Mitterrand devait avoir samedi 16 décembre avec M. George Bush, dans l'île de Saint-Martin aux Antilles.

Le président de la République souhaitait obtenir du président américain des éclaircissements sur le « nouvel atlantisme » prôné par la Maison Blanche.



Lire nos informations page 3

## La réunion du comité central

### Le PCF ébauche une autocritique sur son analyse des pays de l'Est

Au cours de la réunion du comité central du PCF qui s'est achevée vendredi, M. Maxime Gremetz a présenté un rapport, adopté à l'unanimité, dans lequel la direction ébauche une autocritique sur son attitude vis-à-vis des pays de l'Est. « Nous ne savions pas tout et nous n'avions pas tout prévu », a déclaré M. Gremetz, qui reproche aux dirigeants communistes de l'Est leur inertie « pendant des décennies ».

La lecture des soixante-treize pages du rapport sur l'évolution de la situation internationale présentée par M. Gremetz, au nom du bureau politique, laisse perplexes. Ce document, adopté à l'unanimité des membres du comité central, est d'une indéniable qualité malgré sa longueur. Il est lisible.

La langue de bois n'y frappe pas à chaque coin de paragraphe, les affirmations définitives n'y foisonnent pas, la critique du capitalisme y est conduite certes sans concession, mais sans excès redondants, les socialistes-démocrates n'en prennent pas plus qu'à leur tour, les socialistes français y sont dénoncés dans les formes, et surtout — surtout — le PCF y amorce une révision timide mais parfaitement visible, de son analyse des pays de l'Est.

Le coup de théâtre est intervenu au troisième jour d'une réunion au cours de laquelle la contestation est restée limitée à quelques-uns seulement des cent quarante membres du comité central.

Il y a trois mois à peine, le mot en vogue dans l'humanité pour parler des événements dans les pays de l'Est était « bouleversement ».

OLIVIER BIFFAUD  
Lire la suite page 7

## Le maire de Toul écroulé

M. Gossot (RPR) est inculpé dans l'affaire des fausses factures liées à l'implantation des « grandes surfaces » page 8

## Election présidentielle au Brésil

Ultimes coups bas au terme d'une campagne électorale acharnée entre « Lula » et Fernando Collor page 18

## Mort de Silvana Mangano

L'actrice italienne, héroïne de « Rocco et ses frères » et de « Mort à Venise », est décédée à l'âge de cinquante-neuf ans page 10

## L'accord entre la SEC et la COB

Un entente avec M. Jean Saint-Gours, président de la Commission des opérations de Bourse page 13

## Saab sauvé par General Motors

Le groupe américain achète 50 % du constructeur suédois page 13

## Ecologie et pouvoir

Le colloque organisé à Paris, et auquel ont assisté douze ministres, débouchera au printemps sur un « plan vert » page 9

## Dates

Il y a vingt ans les vedettes de Cherbourg page 2

## Grand Jury RTL-le Monde

M. Bronislaw Gerasim, président des groupes parlementaires Solidarnosc à la Diète et au Sénat polonais, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

## Colombie : la mort du « Mexicain » sanguinaire

Importante victoire des autorités dans la lutte contre le cartel de la drogue : Rodriguez Gacha a été abattu par la police

### BOGOTA

de notre envoyé spécial

Coup de théâtre dans la guerre contre les parrains de la mafia de la drogue en Colombie. La police a annoncé, vendredi 15 décembre à Bogota la mort de Rodriguez Gacha dit « le Mexicain » de son fils « Freddy » et de quinze gardes du corps tués dans un affrontement avec les forces

de l'ordre dans le département de Sucre, à un millier de kilomètres au nord-ouest de la capitale.

« Le Mexicain », ainsi surnommé parce qu'il adorait les chevaux et les rodéos mexicains, était considéré avec Pablo Escobar, toujours en fuite, comme l'un des principaux « capos » du cartel de Medellín qui contrôle, avec le cartel de Cali, 80 % de la

production de cocaïne dans le monde. Sa tête était mise à prix par le gouvernement colombien et il était réclamé par la justice américaine.

La nouvelle a été confirmée en fin d'après-midi vendredi par le général Maza Marquez, chef du DAS, la police politique engagée à fond dans la lutte contre les parrains de la mafia. Le général, un maître de petite taille,

trappe, obstiné qui a survécu à deux attentats était l'homme à abattre en toute priorité par Rodriguez Gacha.

Jeudi, deux camions piégés, chargés de plusieurs centaines de kilos de dynamite, ont été désamorçés in extremis par la police dans la capitale.

MARCEL NIEDERGANG  
Lire la suite page 5

## Moscou découvre « Shoah »

L'URSS va comprendre, grâce au film de Claude Lanzmann ce que fut le génocide des juifs

### MOSCOU

de notre correspondant

L'URSS devait découvrir, au cours du week-end, un nouveau pan de l'histoire. Non pas toute l'URSS bien sûr, mais un public sélectionné, les quelque deux mille députés, intellectuels, ministres et journalistes qui étaient conviés à assister, samedi 16 et dimanche 17 décembre, à la première projection officielle des neuf heures trente de Shoah sont ceux-là mêmes qui font bouger le pays depuis cinq ans. Il faut toutefois s'attendre à une diffusion plus large qui va faire découvrir à de nombreux Soviétiques un aspect longtemps occulté de la Deuxième Guerre mondiale.

Des articles vont donc suivre, des émissions de télévision sont déjà programmées, et si l'on passe — ce n'est pas impossible — de cette « première » sur invitation à la diffusion en salle, c'est vraiment l'URSS qui apprendra que, en plus, le nazisme fut aussi l'extermination des juifs d'Europe. Car, vu d'ici, le nazisme, c'est essentiellement la guerre, une guerre d'agression qui a coûté aux peuples soviétiques près de vingt

millions de morts, dont la moitié de civils.

On sait que, dans ce déchaînement d'horreurs, certains, hommes, femmes et enfants, étaient systématiquement massacrés non pas comme Soviétiques, partisans, soldats ou otages, mais parce que juifs. On le sait — et pas tout le monde — mais seulement de bouche à oreille, vaguement, comme une rumeur, car — en dehors, sous Khrouchtchev, d'un bouleversant poème d'Evtouchenko — jamais il n'y

eut jusqu'à présent, en URSS, d'œuvre, de livre, de film, d'étude historique approfondie, pour rappeler ou enseigner le génocide.

Ce silence tient partiellement à l'antisémitisme, celui de Staline d'abord, que seule la mort empêcha de mener à terme un début de persécution contre les juifs soviétiques et celui du brejnevisme, ensuite, sous lequel l'« antisémitisme » connut ses grandes heures.

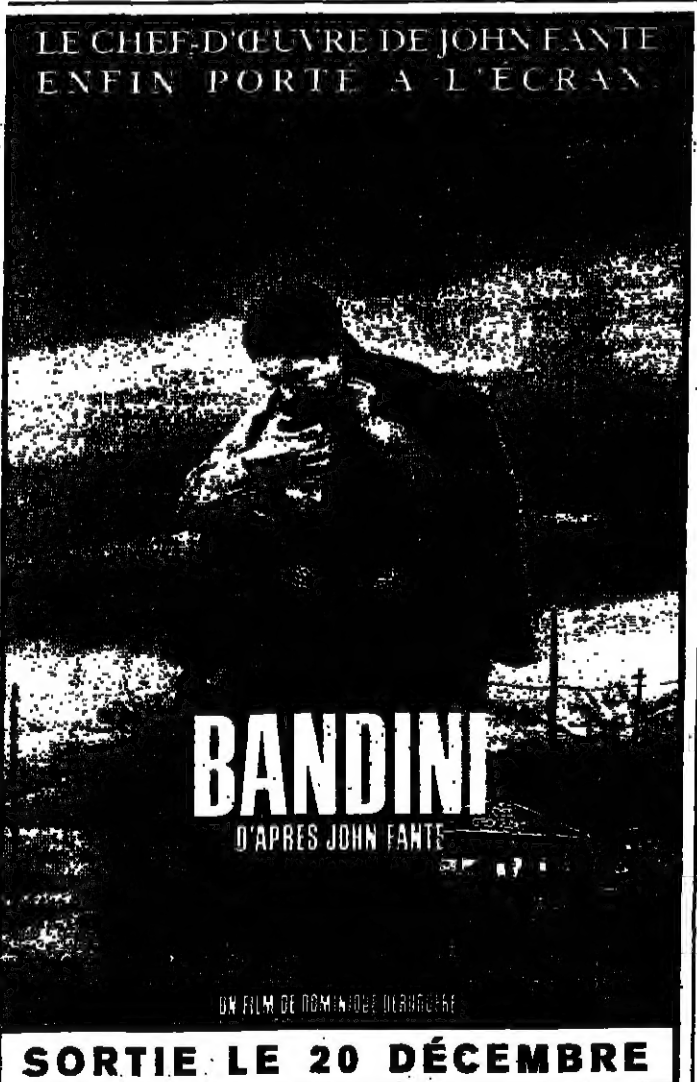
BERNARD GUETTA  
Lire la suite page 4

## Sakharov : le deuil et le remords

Une commission officielle a été chargée d'organiser les obsèques d'André Sakharov. Ses membres, après consultation avec la veuve de l'académicien, M<sup>me</sup> Elena Bonner, ont annoncé que ses funérailles auraient lieu lundi 18 décembre et non samedi comme il avait été initialement annoncé. Dès vendredi, Moscou avait progressivement pris le deuil de l'académicien, dans tous les journaux publiés, samedi, une nécrologie officielle, signée notamment de M. Gorbatchev et qui reconnaît, en particulier, « la grande injustice qui a été commise » contre lui lorsqu'il fut envoyé en exil à Gorki.

Le décès du Prix Nobel de la paix semble en fait être l'occasion pour toute une partie de l'opinion de prendre conscience — avec remords — du combat qu'il a longtemps mené en solitaire pour la démocratie et les droits de l'homme.

Lire nos informations page 4



SORTIE LE 20 DÉCEMBRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,55 \$ ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 235 F CFA ; Suisse, 14 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,50 S ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.Capital social :  
620 000 FPrincipaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

## Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 FReproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

## DATES

Il y a vingt ans.

## Les vedettes de Cherbourg

L'OPÉRATION avait été baptisée tout bonnement : « Arche de Noé ». A 2 h 30, dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 décembre 1969, cinq vedettes lance-missiles, bourrées de gazole, de vivres et d'eau, s'élevèrent à la queue les uns du port de Cherbourg, Cap sur Haifa, en Israël.

Cette nuit de Noël était pluvieuse et ventueuse. Le plafond était bas, la visibilité très réduite. Une rocambolesque aventure commençait : au nez et à la barbe des Français, qui avaient construit ces canonniers rapides et qui les avaient ensuite placés sous embargo, les services secrets israéliens venaient de réussir un nouveau « coup », comme à leur habitude. Ridiculisés, les autorités françaises décidaient de sévir, lançant deux hauts fonctionnaires.

Ancien de la Hagana, l'organisation juive d'autodéfense qui devait donner tant de fil à retordre au mandataire britannique jusqu'à l'indépendance d'Israël en 1948, Hadar Kimchi, quarante ans, avait pris le commandement de la flottille. Comme n'importe quel marin expérimenté, il n'ignorait pas les risques de l'odyssée dans laquelle

Le mercredi 31 décembre, vers 18 heures, les héros de « l'Arche de Noé » se présentent devant Haifa. On les acclame sur les quais. Tôt le matin, à Paris, le gouvernement français limoge le secrétaire général de la défense nationale, le général Bernard Cazelles, et le directeur des affaires internationales à la délégation ministérielle pour l'armement, l'ingénieur général Louis Bonte. Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, M. Michel Debré, les accuse d'avoir manqué à leurs responsabilités, alors que ces deux hauts fonctionnaires ont été, en réalité, dépassés par les événements.

## De main de maître

Car l'affaire a été montée de main de maître et de longue date par des Israéliens qui se sont joués des uns et des autres dès le printemps, puis à l'été 1968. L'évasion de Noël 1969 n'est que l'apothéose d'un complot habilement ourdi.

Du temps où les rapports entre les deux pays étaient au beau fixe, Israël demande à

En juin, la guerre israélo-arabe dite de six jours éclate comme un coup de tonnerre : en quelques heures, l'aviation israélienne cloue au sol son adversaire. Moins d'une quinzaine de jours après, le général de Gaulle avait fait savoir aux Israéliens qu'il n'approuverait — ni n'appuierait *a fortiori* — le pays qui, selon lui, aurait ouvert les hostilités. Le premier ministre, Georges Pompidou, et son ministre des affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, sont chargés d'appliquer un embargo contre « les pays du champ de bataille », qui en la circonstance frappe d'abord Israël pour la livraison d'une cinquantaine d'avions Mirage, d'hélicoptères Super-Frelon, de chars de combat et de munitions diverses.

Silence ambigu sur le sort des douze canonniers. Les marins israéliens continuent de s'entraîner à Cherbourg. L'intérêt de l'Etat d'Israël pour cet arsenal ne fera que grandir au fil des mois. La destruction, le 21 octobre 1967, de l'escorteur israélien *Ellath* par quatre missiles mer-mer Styx tirés depuis une vedette Komar de la marine égyptienne et la disparition, au large de

ramener le plus vite possible les bateaux en Israël.

Sur place, à Paris, le commandant de la flottille, Hadar Kimchi, recevra toute l'aide dont il a besoin de la mission israélienne d'achat, animée par l'amiral Mordechai Limon, dont le gouvernement français demandera le départ après Noël 1969, lorsque le pot aux roses sera découvert, en même temps qu'il limogera ses deux hauts fonctionnaires.

Entre-temps, la situation s'est à nouveau tendue entre la France et Israël. En représailles à un attentat, le 26 décembre 1968, contre un avion de la compagnie El Al à Athènes, les Israéliens s'en prennent tour à tour, deux jours après, à l'aéroport civil de Beyrouth. Le général de Gaulle se fâche. Il juge la réplique israélienne « inqualifiable » et « inacceptable » : à Beyrouth, le commando israélien a utilisé des hélicoptères Super-Frelon et Alouette de conception française. Au moment des fêtes de fin d'année, Hadar Kimchi décide de faire partir sans tambour ni trompette la sixième, puis la septième canonniers de Cherbourg. Sous le prétexte d'aller faire des essais en mer. C'est une répétition générale, avant l'heure, de ce qu'il entreprendra moins d'un an plus tard.

Le 6 janvier 1969, les douanes de Cherbourg reçoivent l'avis que l'embargo est désormais total à l'encontre d'Israël. Mais le préfet maritime ne considère pas que les vedettes en question sont placées sous sa juridiction : il ne s'agit pas de navires armés militairement. Les essais continuent de plus belle, avec des fantaisies dans le comportement des équipages qui les conduisent jusqu'à Dunkerque, Boulogne, voire face à l'Angleterre, comme s'ils cherchaient à habiller l'opinion à des départs inopinés. Mais les affaires maritimes jugent que ces mouvements-là sont sous la responsabilité des Constructions mécaniques de Normandie.

## Une administration bien peu curieuse

Ce vide juridique demeurera après le départ de l'Élysée du général de Gaulle, en avril, et avec l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République. Les Israéliens vont en tirer profit pour organiser l'évasion des vedettes. Tout ira dès lors très vite. Le 12 novembre, Félix Amiot assure qu'il a un nouveau « client » pour les cinq navires restants : un armateur norvégien, la Starboat SA Oil and Shipping Services, qui a son siège à Oslo, un directeur à sa tête et de quoi rembourser Israël pour acquérir ses navires et les transformer en bateaux de prospection pétrolière off shore. Six jours plus tard, la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) se réunit, avec le général Cazelles et l'ingénieur général Bonte, pour approuver le dossier sans barguigner outre mesure.

En vérité, on fut bien peu curieux — inattention, complaisance ou naïveté ? — en cette instance de la haute administration chargée de contrôler le commerce français des armes. Le gouvernement israélien n'avait pas adressé de lettre officielle de désistement. Les autorités norvégiennes n'étaient pas au courant. Le nouvel acquéreur (?) s'empressait de demander aux chantiers de Cherbourg qu'ils lui louent les équipages actuels pour assurer le convoyage. Enfin, mais on l'apprendra ultérieurement suite à une enquête en Norvège, la Starboat SA Oil and Shipping Services, fondée en novembre 1969 avec un capital de 10 000 dollars, était une société de droit panaméen créée par deux compagnies israéliennes.

Le temps de tout vérifier, les cinq vedettes, rebaptisées *Starboat-1*, *Starboat-2*, etc., avaient pris la tangente par une nuit de Noël, à une heure fixée par Moshe Dayan lui-même.

JACQUES ISNARD

Rectificatif. — Une erreur s'est glissée dans le premier paragraphe de l'article sur le soixante-dixième anniversaire du prix Goncourt de Marcel Proust (*Le Monde* daté 10/11 décembre) : le titre du roman de Roland Dorgelès cité n'est bien sûr pas *Les Croix de feu* mais *Les Croix de bois*.



il avait entraîné une soixantaine de ses camarades. Entre Cherbourg et Haifa — 5 600 kilomètres — il faudrait éviter les mauvaises rencontres, fuir en cas de danger et surtout être aux deux rendez-vous impératifs, en pleine mer, avec un ravitailleur. Sept jours de mer, à raison de six heures de veille alternant avec six heures de repos pour chaque équipage. A bord de ces coques de 220 tonnes ballottées par les vagues, on a embarqué beaucoup de chocolat contre le mal de mer...

## Limogement à Paris

Dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 décembre, le convoi croise au large de Lisbonne quand le monde entier, alerté par les médias, apprend que les Israéliens se sont moqués des Français pour récupérer leur bien dans un port de Cherbourg que la trêve des confiseurs a laissé sans grande surveillance. Peu après, c'est le premier ravitaillement dans les parages de Gibraltar. En Méditerranée, la France n'entend pas exercer un quelconque droit de poursuite, qui eût été controversé. Le lundi 29 décembre, c'est le second ravitaillement, près de la Sicile. Après quoi le convoi sera autorisé à se disperser. Au sud de Chypre, chaque équipage reçoit sa liberté de navigation, pour échapper à toute éventuelle interception. Le chacun pour soi s'achève devant le cap Gata, où la chasse israélienne est en patrouille de protection.

La France de lui construire des vedettes capables de filer comme des zèbres, avec des canons anti-aériens italiens et des missiles mer-mer Gabriel de conception nationale. On est en juillet 1965, puis en mars 1966. La marine israélienne signe deux contrats, pour douze canonniers au total, avec les Constructions mécaniques de Normandie. Le propriétaire du chantier de Cherbourg, Félix Amiot, soixante-quinze ans, escompte un chèque de 120 millions de francs.

En instruction à Toulon, où ils ont leurs habitudes, puis à Cherbourg, où ils fréquentent le cercle de la marine et s'installent avec leurs familles dans les hôtels de la ville, les marins israéliens sont soumis à une surveillance débonnaire des antennes locales de la DST et de la sécurité navale. On est entre amis. La préfecture maritime n'a qu'une seule obsession : la protection des bassins de l'arsenal de Cherbourg d'où seront mis à flot le premier sous-marin nucléaire lance-missiles, le *Redoutable*, en mars 1967, et son frère jumeau, le *Terrible*, en décembre 1969. A plusieurs reprises, l'entourage du général de Gaulle à l'Élysée trouvera gênante cette promiscuité franco-israélienne. Sans suite.

## La guerre de six jours

Le 11 avril 1967, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Walter Eytan, viendra présenter la mise à flot de la première canonniers de la série, qui a été baptisée *Mivtach*.

Port-Fonad, d'une partie de son équipage renforceront Israël dans sa conviction qu'il lui faut absolument de tels navires pour résister sur mer.

Donnant l'impression qu'il limite, de fait, son embargo aux seuls Mirage, le gouvernement français laisse dans un flou artistique la situation juridique des vedettes de Cherbourg. Leur construction continue, ainsi que les essais. Mais les douanes ne délivrent pas les certificats nécessaires.

## Une répétition générale

C'est alors que surviennent, en France, l'agitation étudiante de mai 1968, avec son cortège de grèves, puis, en Tchécoslovaquie, le « printemps de Prague », qui sera réprimé par les troupes du pacte de Varsovie. Le régime du général de Gaulle vacille. Ses services administratifs ont la tête ailleurs. Les marins israéliens vont profiter de ce désarroi pour planter le pavillon national sur leurs vedettes, dont le cinquième exemplaire, dénommé *Haifa*, sera aussi le dernier à s'éloigner de France sans antécédents spectaculaires.

Les sept autres canonniers vont partir dans des conditions extravagantes. Responsable de l'évasion : Hadar Kimchi, qui vient d'arriver à Cherbourg pour prendre les choses en main, avec une consigne bien ferme du ministre israélien de la défense, Moshe Dayan, et du véritable « corbeau » de l'opération « Arche de Noé », Yoram Neeman, quarante et un ans : tout faire pour

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)Rédacteur en chef :  
Daniel VermetCorrespondant en chef :  
Claude SilesAdministrateur général :  
Bernard Wourms7 RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct  
de VARSOVIE

BRONISLAW

GEMERERK

Président du Groupe Parlementaire de «Solidarité» Principal Conseiller de Lech WALESA

animé par  
Olivier MAZEROLLEavec André PASSERON  
et Jacques AMALRIC (*Le Monde*)  
Pierre-Marie CHRISTIN  
et Isabelle DATH (RTL)

RTL

JPM 160 1350



## La rencontre de Saint-Martin

## M. Mitterrand attend des éclaircissements sur le nouveau lien entre les Etats-Unis et la CEE prôné par la Maison-Blanche

SAINT-MARTIN

de nos envoyés spéciaux

Après Kennedypoint et les eaux froides du Maine, où MM. Bush et Mitterrand s'étaient fort bien entendus en mai dernier, les deux présidents se retrouvent samedi 16 décembre à Saint-Martin. Les Français avaient, un temps, souhaité que la rencontre puisse se tenir à Brétignolles juste avant ou juste après le sommet de Malte. Cela ne s'est pas fait, mais M. Mitterrand a, malgré tout, la satisfaction de rencontrer en tête à tête le président américain dix jours après avoir vu M. Gorbatchev à Kiev. La partie française met en avant la nécessité d'informer M. Bush du récent sommet des Douze à Strasbourg. De leur côté, les Améri-

cains se félicitent à haute voix de cette occasion de se concerter avec « un allié important ».

Un énorme déploiement logistique pour quelques heures de conversation, d'ailleurs compris, entre deux hommes qui se téléphonent souvent, mais qui ne manquent pas de sujets à débattre. Aucun ordre du jour n'avait été fixé mais il était évident qu'on parlerait avant tout de l'avenir de l'Europe.

A priori, Paris et Washington voient les choses d'une manière très proche. Dans les deux capitales, la hâte avec laquelle le chancelier Kohl s'est mis à pousser la réunification a suscité des frictions de sourcil. Les Américains comme les Français souhaitent aussi que le gouvernement de Bonn dise enfin clairement qu'une Allemagne réunifiée ne remettra pas en question la frontière Oder-Neisse.

En revanche, l'idée que cette Allemagne réunifiée doive appartenir à l'OTAN, comme MM. Bush et Baker l'ont suggéré, semble étrange à la France, qui se demande comment M. Gorbatchev pourrait avaler cette énorme pilule. Certains commentateurs américains, loin de voir là un « truc » destiné à repousser aux calendes la réunification, se mettent, cependant, à envisager sérieusement l'hypothèse d'un rattachement de la RDA au camp occidental.

Paris a d'autre part réagi sans aucun enthousiasme à l'idée avancée par le secrétaire d'Etat américain d'établir « un nouveau lien » entre les Etats-Unis et la CEE dans le cadre d'une organisation atlantique nouvelle manière, plus politique que militaire.

FRANCIS CORNU, JAN KRAUZE

## Du village de Cul-de-Sac à la pointe des Froussards, une île en état d'alerte

SAINT-MARTIN

de nos envoyés spéciaux

L'anse Marcel est un lieu de rêve dans le petit paradis tropical (et fiscal) de Saint-Martin. Sur la plage, l'habitation de Louis-Vincent, résidence de style néo-créole pour vacanciers aisés, est un endroit assez convenable pour des présidents recherchant une exotisme et relative intimité.

Le site a été préservé de la vague de constructions sauvages qui défigurent le reste de l'île. Mais surtout, du point de

vue des services de sécurité, l'anse Marcel, à l'extrémité nord, près du village bien nommé de Cul-de-Sac, ne pouvait être mieux choisie pour un sommet de ce genre.

La gendarmerie et des détachements de l'armée montent la garde sur chaque colline jusqu'à la pointe des Froussards, où mouille une vedette de la marine, tandis qu'au large veille une frégate lance-missiles.

Les habitants n'avaient jamais vu un tel débarquement : six cent cinquante militaires français, une centaine d'agents de

sécurité américains et, bien sûr, pour chaque pays, une importante délégation, et des journalistes.

A Kennedypoint, MM. Bush et Mitterrand étaient convenus de se retrouver pour leur prochain tête-à-tête en « terre française ». Certes, Saint-Martin l'est en partie, et en partie hollandaise, mais l'île est sous une très grande influence américaine. On y parle en dollars et en anglais beaucoup plus couramment qu'en français ou néerlandais. Chaque année, quatre cent cinquante mille touristes américains envahissent ce coquet

d'empire du Vieux Monde. Alors pourquoi ne pas y traiter de diplomatie transatlantique ?

Voici dix ans, c'était aux Antilles, à la Guadeloupe (dont dépend le secteur français de Saint-Martin), que M. Giscard d'Estaing avait rencontré M. Jimmy Carter, en présence des chefs de gouvernement de Grande-Bretagne et de RFA, MM. James Callaghan et Helmut Schmidt. Il s'agissait alors de renforcer la défense de l'Europe contre le « bloc soviétique ». Autres temps...

F. C. et J. K.

## AFRIQUE

## ALGÉRIE : le retour au pays de M. Ali-Ahmed

## « La démocratie, c'est votre affaire à vous »

L'Algérie vient de franchir un pas supplémentaire vers la démocratie. Elle a accueilli, vendredi matin 15 décembre, M. Hocine Ali-Ahmed, l'un des chefs historiques de la Révolution algérienne, de retour après vingt-trois ans d'exil. Les Algériens sont venus nombreux, du fin fond de la Kabylie, sa région natale, mais aussi du reste du pays, lui souhaiter bienvenue.

Des banderoles affirmaient la présence de délégations d'Annaba, de l'extrême sud du pays, et de Maghnia, sur la frontière marocaine. Les abords de l'aéroport étaient impraticables. Les bretelles d'accès aux autoroutes voisines étaient engorgées et l'aéroport pris d'assaut.

Dans une incroyable bousculade, M. Ali-Ahmed, le fondateur du Front des forces socialistes (FFS), un parti maintenant reconnu et officiellement agréé par le pouvoir, a réservé son émotion à la presse algérienne. « Mon sentiment est un sentiment de joie et de bonheur. J'ai quitté mon pays déchiré après m'être enfilé de prison au printemps 1966. C'était un réel déchirement. Mais celui que je ressens aujourd'hui est plus grand encore parce que je me demande, à l'âge de soixante-trois ans, qu'est-ce que je peux faire ? », a confié l'ancien responsable de l'Organisation secrète en 1947, l'OS, chargée d'entraîner les cadres de la Révolution algérienne et de se procurer des armes. M. Ali-Ahmed a répondu à la question qu'il posait : « Essayer d'apporter une contribution de sagesse, une certaine expérience, mais d'abord, et avant tout, renforcer la paix civile en posant les problèmes d'une manière claire et nette. »

Pressé par les responsables locaux du FFS, celui qui fut arrêté, dans l'avion intercepté en plein ciel par l'armée française, le 22 octobre 1966, en compagnie de Ben Bella, Bou-

diat, Khider et Lacheraf, gagnait une tribune improvisée et s'adressait, en arabe, à plus de quinze mille personnes. Une large banderole, « souhaitant la bienvenue au combattant de la liberté et de la démocratie », un burnous blanc posé sur les épaules, M. Ali-Ahmed remerciait avec émotion la foule en délire. Des grappes de jeunes tendaient le cou pour apercevoir celui qui vivait déjà en exil avant leur naissance. « Je ne m'attendais pas à cet accueil », nous confiait-il, estimant que cette manifestation de chaleur s'adressait surtout à la fidélité que j'ai toujours eu pour la démocratie et les droits de l'homme. »

## Les femmes sont nombreuses

Rendez-vous était ensuite pris pour 15 heures, salle Harha. Ce temple omnisports algérien est comble. Au moins quinze mille personnes sont serrées sur les gradins et le plancher. Au-dessus de la tribune, une banderole en trois langues (arabe, berbère et français) proclame : « FFS : fidélité, fraternité, solidarité. » De l'autre côté de la salle, sur une large bande de tissu blanc, tracée maladroitement à la peinture verte, ces quelques mots : « A tout seigneur, tout honneur. » De temps à autre, une esquisse d'intervention en arabe déchire l'air.

De la foule survoltée jaillit soudain un cri, rebondissant comme un écho : « Imazighen, imazighen » (homme libre, en berbère). Debout, frappant dans leurs mains, des milliers d'Algériens acclament M. Ali-Ahmed. Ils sont, pour la plupart, d'extrême gauche. Leur mise les trahit. Mais ils sont aussi des militants. Des militants d'un parti populaire. Les femmes sont nombreuses. Et ce n'est pas la coutume, en Algérie.

Balayant lentement l'assistance de ses yeux embués par l'émotion, M. Ali-Ahmed trouve d'emblée le ton juste et les mots simples. En arabe d'abord, en amazigh ensuite, en

français enfin, ce parfait polyglotte, dans un discours programmé, ponctué de « vous savez », reconnaît que « les crises ont commencé dès 1962. Je ne nie pas avoir une part de responsabilité. Je dis que je suis prêt à participer à tous les débats car nous n'avons pas le droit de mentir à nos jeunes. »

## « L'islam doit apporter un plus à la démocratie »

« Nous avons salué de tout cœur les réformes gouvernementales et le rôle à jouer des efforts déployés pour l'élaboration de nouveaux textes constitutionnels », dit-il encore, soutenu par une assistance inconditionnelle, avant d'ajouter : « Je suis pour tout ce qui tend vers la démocratie, mais la démocratie, c'est votre affaire à vous ! »

Tous les problèmes de l'heure sont abordés. L'islam ? « C'est la religion de tous les musulmans. Nous devons veiller à ce que la politique n'exploite pas la religion. Nous demandons à l'islam d'apporter un plus à la démocratie, pas un moins. » L'école et les langues ? « Je refuse que la langue arabe soit assimilée à l'obscurantisme. J'ai toujours engagé mes amis politiques à apprendre l'arabe. L'arabe mes compatriotes arabophones à apprendre l'amazigh (le berbère). » Quant au français, « c'est une langue que nous connaissons. C'est un acquis que nous devons défendre. »

« Je prends votre accueil comme un engagement de votre part à ne pas rester les bras croisés, à vous battre et à ne pas laisser la victoire les uns envers les autres », a-t-il conclu dans un tonnerre d'applaudissements. La radio et la télévision algériennes ont accordé une place importante au retour de « l'enfant prodige », même si la une des journaux a été ravie par le congrès du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui s'est, en effet, ouvert à l'heure où M. Ali-Ahmed remettait pied sur le sol algérien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## Une session extraordinaire sur l'apartheid

## L'ONU n'a pas recommandé de sanctions obligatoires contre Pretoria

NATIONS UNIES (New-York)

correspondance

Pour la première fois, l'Assemblée générale de l'ONU, réunie à New-York, a adopté un texte consacré à « l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique du Sud ». L'occasion d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est tenue à New-York du 12 au 14 décembre.

La déclaration s'inspire du texte adopté en 1973 par l'Assemblée générale de l'ONU et approuvé en septembre par le Mouvement des non-alignés. Elle marque le début d'un changement notable dans l'approche de l'ONU sur la question de l'apartheid. Les appels habituels à des sanctions et à la lutte armée sont désormais remplacés par une démarche plus réaliste.

Le document voté par l'Assemblée générale demande au gouvernement de Pretoria de prendre des mesures tangibles en vue de démanteler totalement l'apartheid et souligne que le régime sud-africain sera jugé par la communauté internationale sur ces progrès.

La déclaration appelle aussi à l'ouverture de négociations entre toutes les parties en question. Pour que de telles négociations puissent s'engager, il est nécessaire de réunir certaines conditions : tous les prisonniers politiques doivent être libérés, toutes les interdictions et restrictions doivent être levées, les militaires doivent être retirés des townships et l'état d'urgence levé. La déclaration demande en outre, à Pretoria, d'abroger tous les textes qui, aux termes de la loi sur la sécurité interne, ont pour but d'entraver l'activité politique, de mettre fin à tous les procès et à toutes les exécutions.

L'Afrique du Sud, expulsée de l'Assemblée générale en 1973 pour la « non-représentativité de son peuple », n'a pas participé aux débats. M. Shas, le représentant permanent de Pretoria à l'ONU, a expliqué que son gouvernement « ne tiendrait pas compte de cette déclaration » et qu'il continuerait ses réformes à « l'allure qui lui semblera bonne ».

En tout cas, ce n'est pas un hasard si pendant cette session extraordinaire le président sud-africain a reçu M. Nelson Mandela. Un signe, peut-être, que le dialogue a déjà commencé ?

AFSANE BASSIR POUR

## A Bruxelles

## Le secrétaire d'Etat américain précise les modalités d'une nouvelle coopération avec l'Europe

La réunion de l'OTAN, puis la rencontre avec M. Jacques Delors et la Commission européenne vendredi 15 décembre ont donné l'occasion au secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, de préciser la nature des nouveaux liens que les Etats-Unis souhaitent établir avec l'Europe.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Les Etats-Unis doivent participer activement aux affaires européennes durant cette phase de changement », a estimé M. James Baker lors de la conférence de presse qui a suivi, vendredi 15 décembre, la session ministérielle d'hiver du Conseil de l'Atlantique nord.

L'alliance atlantique, comme ravivée par les encouragements américains, n'a seulement l'intention, durant la période de mutation en cours, de s'en tenir à un rôle de garde-fou : celui d'assurer la défense de ses membres dans le cas où les bouleversements à l'Est susciteraient de dangereux dérapages. Cette tâche de sécurité est assurément rappelée, mais le secrétaire d'Etat américain a clairement incité ses partenaires à plus d'ambition.

La fonction « politique » de l'alliance, une fonction de direction, d'animation, est mise en exergue. Au moment de « façonner l'architecture de la nouvelle Europe », c'est à elle qu'il reviendra de donner le ton. Bref, le « nouvel atlantisme » se veut entreprenant : certains craignent qu'il ne se révèle covahissant.

## Une réunion

## Commission-Maison Blanche aux Etats-Unis

Comment pourra se manifester de manière concrète ce rapprochement de l'alliance, son rôle directeur ainsi que celui des Etats-Unis dans la conduite des affaires de l'Europe ? Les seize, qui sont invités à faire preuve d'imagination, seraient très présents, Etats-Unis en tête, dans une série de négociations (déarmement, conventionnel en Europe - Ciel ouvert -) ainsi que dans diverses réunions dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) (coo-

pération économique, droits de l'homme...). Pour compléter ce réseau de rencontres, les seize indiquent leur volonté d'intensifier [leur] processus de consultation et, au besoin, de coordination politiques.

La Communauté apparaît aux yeux des Américains comme le partenaire le plus présent et le plus actif sur le terrain européen. C'est avec elle qu'ils veulent immédiatement dialoguer. La collaboration transatlantique se développe déjà, il est vrai, d'une manière encore quelque peu tâtonnante au sein du « G 24 », où la Commission coordonne l'aide de vingt-quatre pays occidentaux à la Pologne, à la Hongrie, et demain à la RDA, à la Tchécoslovaquie et à la Bulgarie. Mais M. Baker entend aller plus loin. « Au moment où l'Europe change, les instruments de la coopération occidentale doivent s'adapter ; la stabilité mondiale sera renforcée par une coopération étroite CEE-Etats-Unis », lit-on dans la déclaration commune publiée à l'issue des entretiens.

Pour lancer l'entreprise, la Commission européenne et les dirigeants américains, qui se sont vus jusqu'à présent qu'à la sauvegarde, en marge de la session d'hiver de l'OTAN, ont décidé de tenir d'ici quelques jours deux vraies réunions de travail par an. La prochaine aura lieu aux Etats-Unis au cours du premier semestre 1990. D'ici là, les fonctionnaires des deux parties vont examiner ensemble comment rendre efficace la coopération qu'on cherche à promouvoir. M. Baker ne lui assigne pas de but précis : tous les thèmes d'intérêt commun pourront être examinés. Elle n'est rien d'autre que la prise en compte par Washington du succès et de l'échec de l'effort qu'exerce en Europe le processus d'intégration communautaire. Le secrétaire d'Etat a la bonne idée de proposer une coopération ouverte, dépourvue de toute connotation paternaliste. « Notre but n'est pas d'influencer la Communauté, de lui dicter ce qu'elle doit faire », a-t-il répété toute la journée de vendredi. M. Jacques Delors a apprécié cette perspective de « coopération intelligente », qui, souligne-t-il, contraste de manière heureuse avec les querelles commerciales, seule caractéristique jadis des relations Etats-Unis-CEE.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## Selon le vice-ministre des affaires étrangères

## L'URSS a l'intention de retirer à terme toutes ses troupes stationnées à l'étranger

La Maison Blanche a qualifié d'« encourageantes » les déclarations faites vendredi 15 décembre à New-York par le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky, sur le retrait à terme de toutes les troupes soviétiques stationnées à l'étranger. Washington souligne cependant que les négociations de Vienne doivent rester le cadre du désarmement conventionnel en Europe. A l'OTAN, où le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze est attendu lundi 18 décembre, on voit plutôt dans les déclarations de M. Petrovsky la recherche d'un effet médiatique.

Ce dernier, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, qu'il a rendu publique, indique que 627 000 hommes sont concernés par cette mesure. Il ne fixe aucun délai pour ce retrait général des troupes soviétiques à

l'étranger, mais précise lui aussi que les négociations de Vienne sont l'endroit approprié pour discuter de ces questions. Les propositions occidentales actuellement sur la table à Vienne et sur lesquelles on souhaite parvenir à un accord dans le courant de l'année prochaine, prévoient un plafonnement des troupes américaines et soviétiques stationnées en Europe à 275 000 hommes de part et d'autre, ce qui correspond à un retrait de 10 % des effectifs américains et de 54 % des effectifs soviétiques.

D'autre part, le budget militaire soviétique pour 1990 est en baisse de 8,2 % par rapport à celui de 1989 et atteint 70,97 milliards de roubles (113 milliards de dollars), a indiqué vendredi à Moscou le général Nikolai Tchernov, qui est à la tête du Directoire de l'état-major général soviétique.

## Des forces principalement déployées en Europe centrale et en Asie

Il est difficile d'établir un décompte précis et exact des forces soviétiques stationnées hors de leur sol national, dès lors que ce déploiement à l'étranger comprend des unités réglementaires et des détachements de conseillers militaires dont le partage des responsabilités est délicat à déterminer.

L'Europe centrale et l'Asie demeurent néanmoins le lieu de cantonnement permanent de la plupart des forces constituées. On compte ainsi environ 380 500 soldats soviétiques en Allemagne de l'Est ; 70 500 en Tchécoslovaquie ; 65 500 en Hongrie et 40 500 en Pologne ; 80 000 en République populaire de Mongolie et 3 000 au Vietnam. Soit un total de l'ordre de 820 000 hommes dans ces deux régions du monde, en excluant

les équipages de la 5<sup>e</sup> escadre soviétique en Méditerranée.

On trouve également beaucoup de personnels soviétiques qui servent comme conseillers militaires à l'étranger, auprès des états-majors ou comme techniciens d'armement. Par grandes régions dans le monde, le décompte fait apparaître environ 7 500 hommes en Amérique latine (y compris à Cuba) ; 7 000 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (notamment en Syrie, Irak, Libye et Algérie) ; 4 000 en Afrique subsaharienne ; 2 000 en Asie (principalement en Inde, au Laos et au Cambodge), et encore quelque 200 hommes en Afghanistan. Ces conseillers peuvent avoir revêtu l'uniforme de l'armée locale.

J. L.









## AMÉRIQUES

CHILI : affrontements à Santiago

### Le président élu, M. Patricio Aylwin se dit prêt à jouer la « concertation »

Tandis que les messages de félicitations, dont celui « très chaleureux » de M. Mitterrand, continuent à affluer à Santiago, la célébration de la victoire de M. Patricio Aylwin a été troublée par de violents affrontements avec la police dans le centre de la capitale qui ont fait plu-

sieurs blessés. Par ailleurs, le score éclatant du nouveau président n'étant pas conforté par un égal succès aux élections parlementaires, M. Aylwin sera appelé à jouer plutôt un rôle d'« arbitre » entre les forces politiques.

SANTIAGO-DU-CHILI

de nos envoyés spéciaux

Manifestants et forces de police se sont affrontés, vendredi 15 décembre dans la soirée, en plein centre de Santiago. La fête était trop imposante, et à la fin par débordement. Ils l'avaient voulue gigantesque et symbolique. Cette célébration fut tout de même l'une et l'autre. Un podium avait été dressé à l'entrée du stade national, utilisé, au lendemain du coup d'Etat de 1973, comme centre de détention. Des milliers de militants de gauche y furent emprisonnés, certains exécutés. De jeunes manifestants évoquèrent le sort de leurs aînés en peignant sur ces murs, « non à l'impunité ». Parmi les invités officiels, des parents de détenus disparus témoignèrent d'un même souvenir. Plusieurs centaines de milliers d'opposants d'hier s'étaient regroupés pour écouter le nouveau président élu.

Pourtant, non loin de cette fête populaire, où les groupes rock succèdent aux ensembles de salsa, d'autres jeunes célèbrent à leur manière la fin de la dictature. Sur l'Alameda, la grande avenue de la capitale, ils sont quelques centaines à s'affronter violemment avec les forces de l'ordre. Aux échouées de barricades et aux jets de pierres répondent les gaz lacrymogènes et les coups à eau des carabinières. Ces échauffourées, commencées en début de matinée se sont poursuivies tout au long de la journée. Dans la soirée, l'afflux de manifestants en provenance du stade national transforma le centre-ville en véritable poudrière. Les forces de l'ordre ont finalement violemment chargé pour disperser la foule massée aux environs du palais présidentiel de la Moneda.

Ce n'était qu'une première ombre au tableau. L'enthousiasme des vainqueurs fut aussi tempéré par les médiocres résultats des élections parlementaires. Après son

triomphe, Patricio Aylwin, se voit ainsi obligé de composer avec ses adversaires. La nouvelle majorité obtient certes cinquante et onze sièges de députés sur les cent vingt que compte l'Assemblée. Mais au Sénat, les partis du centre et de gauche sont devancés par la droite, qui remporte — compte tenu des neuf sénateurs désignés par le gouvernement militaire — vingt-sept sièges sur un total de quarante-sept. La représentation parlementaire issue de l'ancien régime, supérieure au nombre de voix obtenues, est bien sûr due à la loi électorale taillée à sa mesure.

#### Opposition constructive

Les grands perdants sont les partis de gauche. Pas un seul de leurs leaders ne parvient à s'imposer. La défaite de Ricardo Lagos, qui se présentait comme sénateur à Santiago, en est l'exemple le plus marquant. Le dirigeant socialiste du parti pour la démocratie (PPD), héritier putatif de Salvador Allende, est battu par l'idéologue du régime militaire, Jaime Guzmán.

Quant aux communistes, ils n'ont qu'un seul élu. Faut-il du quorum des deux tiers, nécessaire à une révision de la Constitution, les dix-sept partis de la Concertation devront, pour ce faire, passer un accord avec la principale formation conservatrice, Renovation nationale.

C'est donc sous le signe de la négociation, mais aussi d'une certaine tension, que s'ouvre la nouvelle étape de la transition démocratique. Patricio Aylwin, hier maître-d'œuvre du rapprochement des forces politiques, voit ainsi renforcer son rôle d'arbitre. Lors de sa première conférence de presse en tant que président élu, c'est dans ce sens qu'il a souhaité placer son action future : « La majorité du pays a exprimé une tendance à la modération. (...) Nous consolide-

rons la Concertation, mais nous chercherons aussi un appui bien plus large. » Le dirigeant de Renovation nationale, Sergio Onofre Jarpa, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que son parti pratiquera « une opposition constructive ». Cet esprit conciliateur prévaudra aussi à l'intérieur des forces armées. L'un des membres de la junte, le général commandant en chef des carabinières, Rodolfo Stange, a ainsi tenu à féliciter publiquement le président élu.

Mais c'est sans doute du général Pinochet lui-même qu'est venue la plus grande surprise. Dans un discours à la Moneda, entouré de l'ensemble du gouvernement, le général s'est félicité du « bon déroulement du scrutin ». Soulignant que l'idéal démocratique « hier projet, est aujourd'hui réalité », il a offert son « entière collaboration avec les futures autorités ». Autant de signes contradictoires pour un lendemain d'élection qui n'est plus seulement un jour de fête.

GILLES BAUDIN et DENIS HAUTIN-GURAUT.

### Colombie : la mort du « mexicain » sanguinaire

Suite de la première page

L'un des camions était près du domicile du général Maza Marquez, l'autre à proximité du palais présidentiel. C'est dire que les capos — à qui l'on attribue également l'attentat terroriste contre l'avion de la compagnie Avianca le 27 novembre dernier, qui a fait dix morts — n'hésitent plus à employer les très grands moyens dans leur lutte contre les autorités et la population s'attend maintenant au pire après la mort du « Mexicain ».

Dans ce duel singulier entre « le Mexicain », grand amateur de pistolets et de bottes de cuir, et le petit général au visage de pierre, c'est ce dernier qui l'a emporté pour le moment. Car il ne circule qu'une seule voiture blindée, comme sont blindés aussi les fenêtres de son bureau au neuvième étage de l'immeuble du DAS.

#### « Un dur, un macho »

Carlos Lemos, ministre de l'Intérieur et homme fort du gouvernement Barco, ne se déplace lui aussi qu'en voiture blindée et avec une impressionnante escorte de véhicules blindés de mitrailleuses. A l'instar de tous les notables du pays. « Je n'ai pratiquement pas mis les pieds par terre depuis des semaines dit Carlos Lemos. Ma famille vit dans la terreur... »

Une terreur partagée non seulement par tous ceux, juges, parlementaires, policiers, journalistes qui se savent visés par les « parrains » mais aussi par des millions de Colombiens anonymes, qui redoutent de faire partie demain des victimes civiles et innocentes.

« Le Mexicain » avait son quartier général à Pacho, une bourgade située à un peu plus d'une heure de Bogota en direction de la vallée du Magdalena. Il faisait la loi dans cette région jusqu'en août dernier. Un chauffeur de taxi originaire de Pacho dit : « Je l'ai bien connu. Une brute qui ne savait ni lire ni écrire. Mais un dur, un macho. » Un dur, en effet, le plus sanguinaire des « capos » du cartel de Medellin si l'on en juge par la liste de ses « exploits ». On lui impute, à lui et à ses hommes de main, la plupart des assassinats (environ huit cents) qui ont décimé les rangs de l'Union patriotique (lié au Parti communiste) et éliminé sa représentation au Parlement.

Un moment associé, semble-t-il, aux FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) liées au Parti communiste — qui contrôlaient et contrôlent encore largement la culture des champs de coca dans les llanos orientaux de la Colombie — « le Mexicain » avait, au côté des paramilitaires et des milices armées souvent légales au service des grands propriétaires terriens du moyen Magdalena, participé au « nettoyage » de cette région en éliminant armes à la main les groupes de la guérilla qui y étaient implantés. Au « Mexicain » et à ses hommes sont imputés aussi quelques-uns des massacres de paysans dans la région bananière de l'Uraba, non loin de la zone rurale mais facile d'accès où il est finalement tombé.

« Le Mexicain », c'était aussi dans le quartier le plus chic de Bogota un ensemble de bureaux fonctionnels d'où ses associés dirigeaient d'innombrables affaires. Des activités mises en sourdine depuis quatre mois, mais tout indique en revanche que le trafic de drogue lui-même — un moment ralenti — a

retrouvé à peu près son niveau d'avant. A preuve, les prises très importantes de cocaïne ces derniers jours à la frontière du Venezuela.

La mort du « Mexicain » est une revanche pour la police et l'armée dont l'opération combinée lancée fin novembre contre Pablo Escobar dans le moyen Magdalena avait échoué. Une cinquantaine de gardes du corps d'Escobar ont été capturés dans une fonce appartenant à ce dernier. Mais le capo du cartel de Medellin lui-même aurait, selon la police, réussi à s'échapper. En petite tenue et en abandonnant ses papiers d'identité dans la poche de sa chemise.

#### Un président isolé

La fin du « Mexicain » est aussi une bonne nouvelle pour le président Barco. La première bonne nouvelle, en fait, depuis l'assassinat par les « narco », le 18 août, de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence de la République. Un président Barco isolé, critiqué durement par presque tout, y compris par son propre parti. « Mais pour l'amour de Dieu, disait mercredi le directeur du journal *El Tiempo*, porte-parole du Parti libéral, exercez le pouvoir si vous ne voulez pas démissionner. »

Un président Barco timide, introverti, apparemment dépassé par l'ampleur de la crise politique déclenchée depuis une semaine au congrès par la bataille sur le thème de l'extradition. Le président, solide allié des Etats-Unis, est pour le respect du traité d'extradition. La majorité des parlementaires, libéraux, conservateurs et membres de l'UP, étaient pour un référendum populaire sur cette question. Un référendum souhaité et réclamé par les « narco ».

Le Sénat a provisoirement tranché, le vendredi 15. Il a décidé d'enterrer la réforme constitutionnelle, y compris le projet de référendum sur l'extradition. Y compris les accords de paix avec le M19 qui devait déposer les armes la semaine prochaine. Retour à la case départ. « C'est le chaos politique. La plus grave crise de la Colombie depuis trente ans », titraient les journaux de Bogota vendredi. C'était juste avant la mort du « Mexicain ».

MARCEL NIEDERGANG

### PÉROU

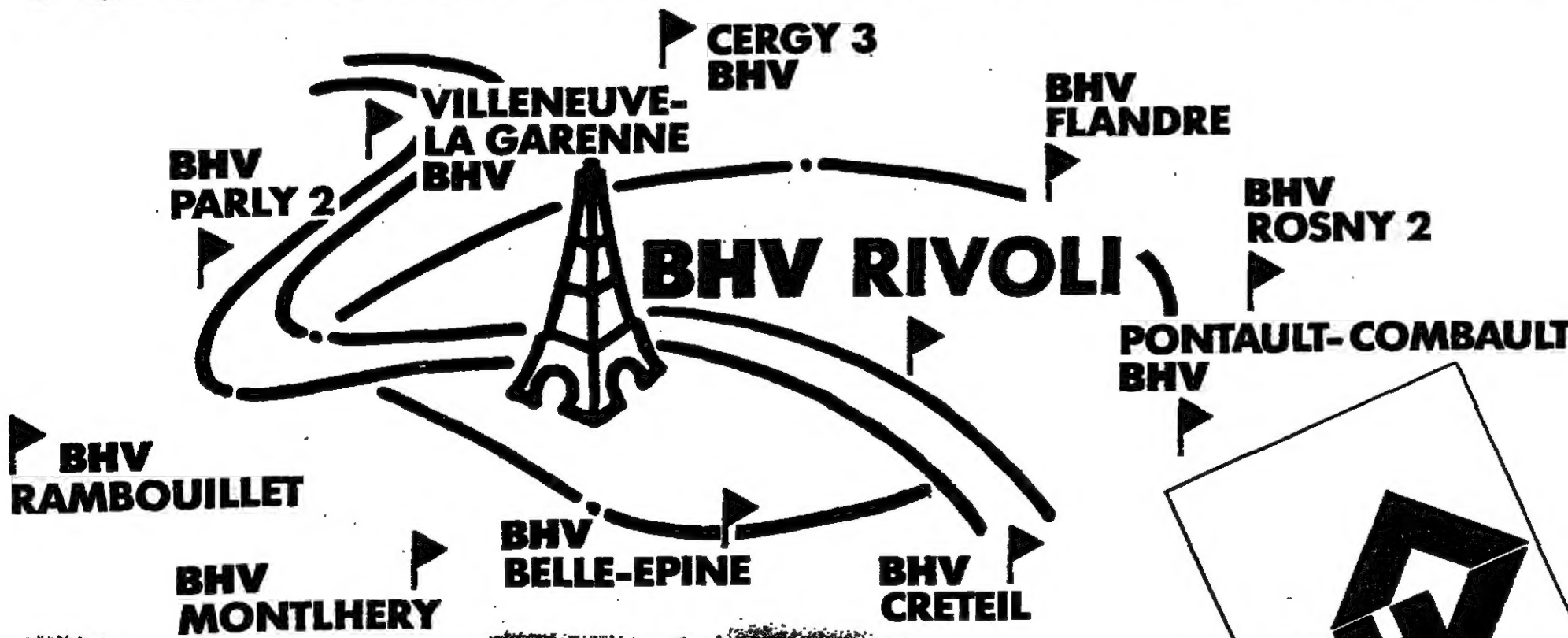
#### Trois morts dans un attentat à Lima

Trois employés de la marine péruvienne ont été tués, et quinze autres blessés, dans un attentat à la dynamite contre un autobus, vendredi 15 décembre, à Lima, a annoncé la police, dont les soupçons se portent sur le mouvement de guérilla d'extrême gauche le Sentier lumineux. En juin dernier, le Sentier lumineux avait dynamité, dans le centre de Lima, un bus transportant la garde présidentielle.

Par ailleurs, Mgr Augusto Vargas, président de la Commission épiscopale, a annoncé que plu-

sieurs attaques terroristes dirigées contre l'Eglise catholique avaient eu lieu. Il y a quarante-huit heures, une voiture piégée a explosé devant la cathédrale de Tarma, endommageant les vitraux et blessant deux paroissiens. Six catholiques campés dans des nombreuses ethnies des Indiens de l'Amazonie ont été assassinés dans la mission de Cutivireni, de la région de San-Ramon. Enfin, dans la région Andine de La Oroya, le Sentier lumineux a donné l'ordre à la population de ne pas célébrer la fête de Noël. (Corresp.)

# DIMANCHE 17 DECEMBRE TOUS LES BHV SONT OUVERTS



Comment ferait-on sans le BHV ?



# POLITIQUE

## Les travaux de l'Assemblée

### Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur l'ensemble de la loi de finances pour 1990

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui assure l'intérim du premier ministre en déplacement au Togo, a engagé, samedi 16 décembre, au petit matin, la responsabilité du gouvernement sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1990 examiné en nouvelle lecture par

l'Assemblée. C'était la quatrième fois en vingt-quatre heures que le premier ministre par intérim recourait à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter un projet de loi faute de majorité à l'Assemblée. Depuis le début de la session parlementaire, le gouvernement a dû engager sa

responsabilité à dix reprises. En l'absence du député d'une motion de censure sur la première partie de la loi de finances (recettes), examinée en nouvelle lecture dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre, ce texte a été considéré comme adopté.

En prenant la parole, à trois heures et demi du matin samedi 16 décembre, pour annoncer l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur l'ensemble de la loi de finances pour 1990, M. Lionel Jospin affectait le détachement de l'habitude. « C'est la quatrième fois que je me présente devant vous en vingt-quatre heures, et toujours pour le même motif, observait-il, dans un sourire. Cela constitue, paraît-il, un record. Mais il ne faudrait pas que cette utilisation répétée de l'article 49-3 puisse donner le sentiment d'une systématisme. Précisons que, depuis le début de la session, quatre textes avaient dû être adoptés selon cette procédure, M. Jospin a ajouté : « Quatre textes, c'est trop, mais c'est peu, sachant que l'Assemblée nationale en a examiné trente-six depuis le 2 octobre, c'est le tribut qu'il nous faut payer à la majorité relative et nous la faisons sans état d'âme, ainsi que l'a déjà indiqué M. Rocard ».

Le débat sur la deuxième partie de la loi de finances a été écourté, M. Michel Charasse, ministre du budget, ayant demandé comme la veille, la réserve des discussions et de votes sur tous les articles et les amendements tendant à rétablir le texte dans sa version issue de l'Assemblée en première lecture.

Le gouvernement et la commission des finances ont toutefois apporté, par amendements, quelques modifications.

● **Procédures fiscales** en matière de perceptions et de saisies : le gouvernement a déposé un amendement tendant à renforcer les pouvoirs de perception et de saisie de l'administration pour la recherche de la preuve de certaines infractions en matière fiscale. Cet amendement précise notamment les catégories d'agents pouvant participer à ces opérations de perceptions, le contenu de l'ordonnance du juge autorisant les visites

de lieux privés et les règles relatives à l'autorisation des visites urgentes de coffres situés dans un établissement de crédit (l'autorisation doit être donnée par le juge qui a pris l'ordonnance).

Enfin, l'amendement permet la validation rétroactive des impositions établies à partir des pièces de documents saisis ou des éléments recueillis lors des perceptions faites avant le 31 décembre 1989. A propos de cette dernière disposition, le ministre du budget a indiqué que 1 milliard de francs étaient en jeu pour moins de cinq cents affaires.

### Le statut des victimes du terrorisme

Le gouvernement a précisé, vendredi, lors de la discussion du projet sur la Sécurité sociale et la santé, que sera reconnu aux victimes d'actes de terrorisme, un statut identique à celui des victimes civiles de guerre.

« Cette disposition ouvrira notamment, pour ces victimes, un droit à pension, l'accès aux emplois réservés et aux centres d'appareillage. Elles auront droit à la gratuité des soins médicaux et d'appareillage. Elles seront affi-

liées automatiquement à la sécurité sociale et seront dispensées du ticket modérateur. Chacun reconnaîtra combien cette avancée répond à une mesure de justice et de solidarité », a affirmé M. Lionel Jospin, en précisant : « Le président de la République a souligné combien la situation de ces victimes d'actes de terrorisme nécessitait une résolution totale des problèmes sociaux et matériels auxquels elles pouvaient être encore confrontées ».

L'opposition, par la voix de M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) et Gilbert Gantier (UDF, Paris), a dénoncé l'introduction de ces nouvelles mesures par un « procédé cavalier et condamnable ». « C'est une mauvaise idée de donner des pouvoirs de police aux services fiscaux », a déclaré M. Auberger.

Prise en compte des éléments du train de vie dans l'évaluation forfaitaire du revenu imposable : dans le projet de loi, le gouvernement avait réintroduit la prise en compte des éléments du train de vie (chèque de course, participation aux sociétés de chasse et aux clubs de golf) pour l'évaluation du revenu imposable. Le Sénat, qui avait initialement souhaité exclure les participations aux clubs de golf, avait finalement accepté une proposition du gouvernement ne retenant que celles supérieures à 20 000 francs, tandis que pour les sociétés de chasse étaient prises en compte les participations supérieures à 30 000 francs. Estimant injustifiée cette différence de traitement, M. Alain Richard (PS, Val d'Oise), rapporteur général du budget, a déposé un amendement élevant de 20 000 francs à 30 000 francs le plafond pour les parts de golf.

PASCALE ROBERT-DIARD

### Textes divers

#### Garanties offertes aux personnes assurées

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 15 décembre, dans le texte de la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée, le projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques. Ce texte ne concerne que les opérations de prévoyance (risques maladie-maternité, invalidité et décès), et non les régimes de retraites complémentaires. Il s'applique aux compagnies d'assurances, aux mutuelles et aux institutions de prévoyance. Il impose un ensemble de règles minimales aux contrats de prévoyance, quel que soit l'organisme assureur.

Ce projet, qui a été adopté par tous les groupes, sauf le groupe communiste qui s'y est vivement opposé, institue une commission de contrôle des institutions de prévoyance et des mutuelles. « Les partenaires sociaux et les institutions représentatives du personnel verront leur rôle renforcé. Avec des règles plus claires et de meilleures garanties, je ne doute pas qu'ils veilleront avec le plus grand soin à améliorer encore les contrats », avait estimé M. Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, lors de la discussion en première lecture. Le groupe communiste avait récusé ce texte, en déposant une motion de procédure. Selon M. Georges Hage, député communiste du Nord, « il va contraindre la Mutualité à s'aligner toujours plus sur les pratiques des assurances, à renoncer à ses objectifs historiques fondamentaux (la prévention, la participation), pour devenir un simple secteur financier ».

#### Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM)

Le projet de loi relatif au CSFM a été définitivement adopté par les députés, vendredi 15 décembre. Le PS a voté pour ; le RPR et le PCF se sont abstenus, les autres groupes n'ont pas participé au vote. Ce projet modifie les modalités de désignation des membres du Conseil supérieur de la fonction militaire. Ceux-ci seront désormais tirés au sort parmi des volontaires. Au-delà de cette réforme, apparemment bénigne, se profile l'ensemble du dispositif de concertation et de communication interne mis sur pied par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

#### Loi de programmation militaire 1990-1993

Le gouvernement a engagé sa responsabilité (49-3), vendredi 15 décembre, sur la loi de programmation militaire 1990-1993. L'adoption - l'Assemblée statuant en dernier ressort - sera définitive samedi 16 décembre après-midi, après le constat du non-dépôt d'une motion de censure.

#### Code des assurances

Les députés ont adopté définitivement, vendredi 15 décembre, le projet de loi portant adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen. Le PS a voté pour, le PCF contre, tandis que les oppositions de droite et du centre s'abstenaient.

#### Police des chemins de fer

L'Assemblée nationale a adopté lundi 11 décembre, en première lecture, un projet de loi renforçant la lutte contre les ventes illicites sur les réseaux de la SNCF et de la RATP. Le groupe socialiste et le RPR ont voté pour, ainsi que M. Marie-France Stirbois (non inscrite). Les députés communistes ont voté contre, tandis que l'UDC et l'UDF ne participaient pas au vote. Ce projet prévoit également que les agents assermentés soient compétents pour constater les infractions aux textes réglementaires relatifs à la police, la sécurité et l'exploitation des chemins de fer.

Le groupe communiste s'est opposé à ce projet, estimant qu'il instituerait une procédure de saisie exorbitante du droit commun. Le RPR a jugé pour sa part que le texte, bien que « modeste », allait dans le bon sens.

Le groupe socialiste a proposé et fait adopter un amendement qui habilite les agents assermentés à recueillir l'identité des auteurs d'infractions et à requérir en cas de besoin l'assistance d'un officier ou d'un agent de police judiciaire. Deux autres amendements ont été adoptés. L'un permet la saisie des états en même temps que les marchandises. L'autre autorise la remise des denrées périssables à des organisations caritatives ou humanitaires et permet la destruction des denrées impropres à la consommation.

#### M. Le Pen : Je n'accepte pas la dictature d'un certain nombre d'extrémistes juifs de gauche

Paris (AFP). — M. Jean-Marie Le Pen a affirmé vendredi 15 décembre qu'il n'acceptait pas de « subir la dictature d'un certain nombre d'extrémistes juifs de gauche ». Le président du Front national intervenait dans l'émission « Objections », sur France-Inter, au cours de laquelle des responsables des médias écrits et audiovisuels ont débattu de l'attitude de la presse face au Front national.

« Il semble qu'il y ait des citoyens à double-part, et que la ligne de partage de ces citoyens, ce soit l'attitude que l'on a à l'égard des juifs. Je ne suis pas antisémite mais je n'accepte pas non plus de subir la dictature ni la persécution d'un certain nombre d'extrémistes juifs de gauche », a déclaré le président du FN.

A propos de l'attitude de la presse à son égard, il a jugé « assez extraordinaire que des responsables de médias (...) se permettent de lancer des ordres d'obstruction ou de censure contre un homme politique qui représente des millions d'électeurs ».

« Je suis l'objet d'une fantaisie ou d'une offensive », a affirmé M. Le Pen, en reprochant aux journalistes présents de constituer un « tribunal révolutionnaire ». « Vous vous croyez sous la Révolution française », a-t-il dit.

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Catherine et Hubert LEVY-LAMBERT, Catherine et Antoine, ont la joie d'annoncer la naissance de Anne,

le 14 décembre 1989, à Tel-Aviv, au foyer de Florence et Michèle Engel.

45, allée du Lac Inférieur, 78110 Le Vésinet.

### Fiançailles

— M. Yves LÉPINAY et M. Pierre Teyssandier, née Marie-Michèle Camat, ont l'honneur d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Sylviane et Michel.

### Mariages

— Bruno de ROBERT et Catherine SUCHET,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Fenechrolle, le 16 décembre 1989, dans l'intimité.

### Décès

— M. et M. Noël Camat, M. Jean Capy, née Hélène Camat, M. Gérard Monette et M. et M. Marie-Michèle Camat, M. Eugène Camat, M. et M. Pierre Camat, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, dans la tristesse et l'espérance, font part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père, frère, oncle et allié,

M. Henri CANNAT,

surné le 13 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

« Ora, fac et spera ».

6, place Quastel, 30000 Nîmes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Paul COIRRE,

ancien président du conseil municipal de Paris, ancien député, officier de la Légion d'honneur,

surné en son domicile, le 14 décembre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Association, Paris-16, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Né le 19 mars 1911 à Paris, Paul Coirre, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et pharmaciens, avait

pour épouse, Jacqueline Faivre, ses enfants, Amis et Jean-Jacques Leunhardt, Colin et Amélie Faivre, Christian Faivre et Bernadette Bonhomme, Lucile Faivre, Jean-Frédéric Faivre et Anne Jenot, Elise Lopez, ses enfants, Etienne, Edith, Claire, Collin, Marion, Candice, ses petits-enfants, Les familles Delord, Faivre, Garrot, Gras, Hoffer, Lepetit, Moura, Paris, Perret, Peyron et Ullery, ont le chagrin de faire part du décès de

Willfried FAIVRE,

docteur en mathématiques de l'université de Paris, maître-assistant agrégé honoraire à l'université de Limoges, ancien de la Division Leclerc (2<sup>e</sup> D.B.),

croix de guerre 1939-1945, Président Unit Citations,

surné le 9 décembre 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

5, rue Daillo, 87000 Limoges.

— M. Marcel Jais, son épouse, M. et M. Pierre Jais, ses enfants, Les familles Morali, Jais, Just, Blandin,

Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Marcel JAIS,

ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris,

surné le 14 décembre 1989.

L'inhumation aura lieu le lundi 18 décembre, à 15 h 15, au nouveau cimetière de Neuilly-sur-Seine (La Défense).

31, boulevard Sachet, 75016 Paris.

— M. André Missebard, son épouse, M. et M. Pierre Missebard, M. et M. Michel Missebard, M. et M. Bernard Missebard, M. et M. Claude Cosmezy, M. et M. Jean-Pierre Palagiot, ses enfants,

Gilles et Fabienne Missebard, Véronique et Jacques Leclercq, Anne, Nathalie, Pierre, David, Laure, Fanny, Nicolas, Lorraine, Tournant, Antoine, Vanessa et Marion, ses petits-enfants, Quentin, Antonin, Axel et Agathe, ses arrière-petits-enfants, Toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André MISSEBARD,

société civile de l'Ecole polytechnique, membre correspondant de l'Institut (Académie des sciences), colonel honoraire (CR), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

surné en son domicile de Saint-Quentin, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 16 décembre 1989, en la basilique de Saint-Quentin, à 10 h 30, dans l'intimité de la proche famille.

Une messe sera célébrée à Paris ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Et les directions Missebard-Quint, et le personnel des sociétés Missebard-Quint, font part du décès de

M. André MISSEBARD,

président-directeur général des établissements Missebard-Quint, ancien élève de l'Ecole polytechnique,

surné à Saint-Quentin, le 14 décembre 1989.

Une messe sera célébrée à Paris, à une date qui sera précisée ultérieurement.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges FOITOU,

directeur de l'Ecole normale supérieure,

surné à Paris, le 14 décembre 1989.

Selon sa volonté, ses obsèques se dérouleront dans la plus grande simplicité.

La levée du corps se fera le 19 décembre, à 9 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue

Méchain, Paris-14, réunion à partir de 8 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Méchain (Eloane), réunion à l'entrée du cimetière à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

De la part de Toute la famille Et de ses amis.

45, rue d'Ulm, 75005 Paris.

— Alain et Isabelle Crespelle, ses beaux-enfants, Sophie-Odile et François Sualot, Raphaël Crespelle, ses petits-enfants, Jacqueline Kasper-Jurgens, Bruno et Jean Jurgens, ses neveux et nièces, Et leur famille Hollandaise, La famille Souweine de Belgique, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile SOUWEINE,

compositeur, sociétaire démissionnaire de la SACEM, ancien chef national du réseau Coty (FPL-PTC),

chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre de la Couronne de Belgique, croix de guerre française avec palmes, croix de guerre belge avec palmes, médaille de la Résistance française, médaille de la Résistance belge,

surné le 13 décembre 1989, à Paris.

La levée du corps aura lieu mercredi 20 décembre, à 9 h 45, à l'hôpital international universitaire, 42, boulevard Jourdan, Paris-14<sup>e</sup>.

55, avenue Charles-de-Gaulle, 95160 Montmorency.

— M. Lucien Theurier, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien THEURIER,

chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur honoraire du lycée Benjamin Franklin, à Orléans, ancien professeur du lycée Arago, à Paris,

surné, le 26 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

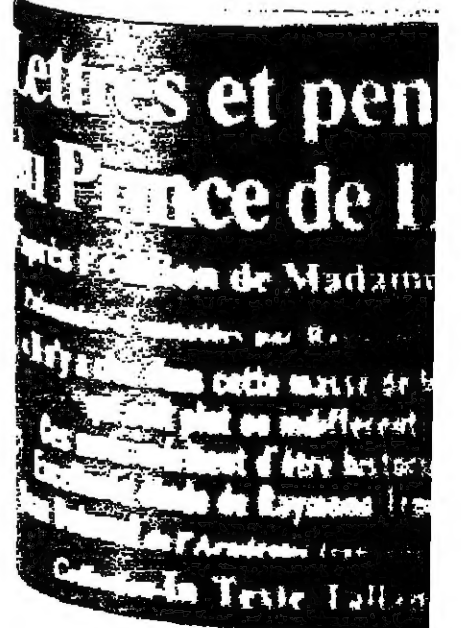
Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu à Quincy (Cher), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue François-Rabelais, 45000 Orléans.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03  
Tarif : 15 ligne H.T.  
Toutes rubriques : 57 F  
Abonnés et abonnés : 77 F  
Communications : 50 F





# POLITIQUE

nationale

## Polémique sur les conventions avec les médecins, généralistes ou spécialistes

Le gouvernement a engagé sa responsabilité, vendredi 15 décembre à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la santé. L'utilisation de l'article 49-3 a coupé court au débat sur un des points nouveaux de ce texte très contesté par les oppositions de droite et communistes : l'introduction d'un article additionnel ouvrant la possibilité aux caisses d'assurance-maladie et aux syndicats médicaux de mettre en place des conventions distinctes pour les médecins généralistes et les spécialistes.

C'est un acte scélérat, qui va casser le système médical. Nous en appelons à l'opinion publique. Debout à son banc, et bien que la discussion soit suspendue par l'effet coupé court de l'article 49-3, M. Jacques Blanc (UDF, Lozère) tempère comme un beau diable, soutenu du regard par le nouveau député UDF des Bouches-du-Rhône, M. Martel, et par une poignée d'élus RPR, parmi lesquels une forte délégation de députés médecins. « Vous resterez comme un ministre de sinistre mémoire », lance à son tour M. Elisabeth Hebert (RPR, Loire-Atlantique), en reprochant au gouvernement de faire passer cette convention dans la loi à la faveur d'une séance discrète du vendredi et par le biais de l'article 49-3. « Evin, ministre guillotine ! », crie M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis). M. Muguette Jacquemont (PCF, Seine-Saint-Denis) n'était pas en reste et protestait contre « le coup de force » du gouvernement, qui recourait, selon elle, abusivement au traitement de choc du 49-3 pour « tenter d'instaurer une santé à deux vitesses ».

En compagnie du chancelier allemand et du président suisse

## M. Mitterrand célèbre la coopération transfrontalière

BALE de notre envoyé spécial

Les deux trains à grande vitesse sont nez à nez : l'allemand TGV blanc cassé, massif, sans aucune fioriture, vierge de toute inscription ; le français TGV gris-bleu, à la locomotive discrètement barbotée d'une flamme tricolore, mais arborant fièrement au point de vitesse, 432,4 km/h. Sur le quai de la gare, comme pour arbitrer cette compétition ferroviaire, M. Jean-Pascal Delamuraz, président de la Confédération suisse, se penche vers M. François Mitterrand, président de la République française, de M. Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Discrètement noyé dans la foule des officiels, M. Jacques Fournier, président de la SNCF, s'avance son triomphe : ses ingénieurs ont réussi à ravir le record du monde à leurs rivaux, quelques jours avant ce face-à-face souhaité par les Allemands. Chacun voulait montrer sa capacité dans ce nœud ferroviaire où la Suisse, l'Allemagne et la France disposent chacune de sa gare à quelques mètres de distance l'une de l'autre.

Les frontières nationales serpentent en effet au milieu d'une région qui réunit la géographie, l'histoire et l'économie. C'est pour cela que

se sont retrouvés, l'espace de quelques heures, le vendredi 15 décembre, les trois hommes d'Etat.

Malgré la charge actuelle de leur calendrier diplomatique, ils ont voulu honorer de leur présence le vingt-cinquième anniversaire de la Région Basilenoise, une association suisse qui réunit, depuis 1963, à faire travailler ensemble les cantons de Bâle, le sud de l'Alsace et du Bade-Wurtemberg. A cette occasion, ils ont signé une déclaration soulignant « la signification exemplaire de la région du Rhin supérieur pour une coopération fructueuse et harmonieuse par-delà les frontières », car « la construction européenne doit véritablement commencer à la base » (le Monde publie, dans son numéro du samedi 20 décembre, dans le supplément « Champs économiques », un dossier sur la coopération régionale transfrontalière). M. Mitterrand en a profité pour assurer que les Etats, jugeant indispensable ce genre de rapprochement, « n'entraveront pas le dynamisme des responsables des régions ». Les chefs des Etats fédéraux qui l'accompagnaient n'ont pu qu'approuver cet engagement du président d'une République qui fut, si longtemps, jacobine.

Th. B.

## Lettres et pensées du Prince de Ligne

d'après l'édition de Madame de Staël

Présentées et annotées par Raymond Trousson

« Il n'y a rien dans cette masse de littérature qui soit plat ou indifférent... Ces mots méritent d'être historiques... Excellente étude de Raymond Trousson »

(Jean Dutourd de l'Académie française, Le Point). Collection-In Texte Tallandier

## Le PCF ébauche une autocritique

Suite de la première page

A la quatrième ligne de sa copie, M. Gremetz donne la mesure du chemin parcouru en évoquant « les véritables bouleversements qui se produisent actuellement en Union soviétique et dans les pays socialistes européens ». Il y a dans ces pays, écrit-il un peu plus loin, une accélération des changements, d'autant plus rapide que la situation y est restée bloquée durant plusieurs décennies.

Chargé de la politique extérieure du parti, un secrétaire du comité central, M. Gremetz sait parfaitement formuler deux fois le même mot ou le même concept pour montrer qu'il y a de l'importance. C'est sans doute pourquoi l'expression « bilan globalement positif » seule fois dans son rapport. Et encore est-ce pour en minimiser la portée : « Nous n'avons pas à considérer que cette formule était fautive, indique-t-il. En même temps, la réflexion que nous avons conduite durant toutes ces années sur les pays socialistes ne se réduit pas à cette seule formule ».

Popularisée au vingt-troisième congrès en 1979, ces trois mots avaient été péremptoirement résumés sur la tête des communistes par M. Marchais, en plein chambardement est-européen, le 12 novembre 1989 au Club de la presse d'Europe 1. A aucun moment, contrairement au secrétaire général, M. Gremetz n'oppose « la crise de développement » du socialisme à « la crise de système » du capitalisme. Il affirme que « la crise structurelle du monde capitaliste continue de s'approfondir » sans jamais utiliser le terme qui qualifie de « crise » le mouvement qui se développe à l'Est.

### «Austérité» à Varsovie

M. Gremetz dénonce ceux qui, en URSS, « ont refusé de mener à son terme la déstalinisation » et « ont bloqué le développement de la société » en maintenant la « censure ». Et les « déviances graves » tout en laissant se développer « l'inertie, la paresse, la corruption ». Le PCF, qui parlait ces dernières années de la période brejnevienne comme d'une « ère de stagnation », souligne cette fois-ci sous la plume de M. Gremetz : « Il est certain que la responsabilité historique que la direction du PC soviétique a prise sous la conduite de Leonid Brejnev est très lourde ». La responsabilité n'est pas moins lourde, pour lui, chez les dirigeants communistes de la RDA et de la Tchécoslovaquie, qui sont restés inertes « alors que la perestroïka avait commencé il y a près de cinq ans ».

De chacun des pays de l'Est, M. Gremetz dresse un tableau peu enviable. En RDA, l'obscurantisme a conduit à une « rupture du parti avec le peuple et à un très grand désaveu des communistes envers leur direction. Celle-ci s'est refusée à reconnaître la nécessité de corriger ses erreurs, y compris après que des faits tels que les départs massifs de l'Est ont fait éclater la gravité des problèmes ».

M. Gremetz n'est pas enthousiaste pour autant envers ce qui se passe en Pologne, en Hongrie et en Yougoslavie. A Varsovie, « le programme d'austérité et de privatisations défini par les conseillers économiques de Solidarité n'est pas mis en application du fait des résistances des syndicats, des branches ouvrières de Solidarité ». A Budapest, le nouveau Parti socialiste a régressé, selon M. Gremetz, moins de 5 % de ses anciens adhérents communistes, et le gouvernement propose « l'austérité, privatisation, dévaluation, réduction des subventions publiques, fermetures d'entreprises », etc. Comme à Belgrade, où la situation économique est « très grave », le FMI (Fonds monétaire international) fait la loi.

### «Une responsabilité collective»

« Bien sûr, prétendre que nous avions tout prévu, que nous ne sommes étonnés en rien par ces bouleversements et que nous savons avec précision à quoi ils vont aboutir, pays par pays, ne serait pas raisonnable », écrit modestement M. Gremetz, en laissant entendre que la direction du PCF a sous-estimé la profondeur du fossé entre les PC au pouvoir et la population, ou bien entre les

communistes et leurs directions. « De même, ajoute-t-il, au risque de ne pas convaincre, il y a des choses dont nous n'avons pas connaissance, tout simplement. Quand on assure aujourd'hui qu'aucune discussion n'avait lieu au sein de tel ou tel bureau politique et que les décisions étaient prises par le pouvoir discrétionnaire d'un ou plusieurs hommes ; quand on parle de détournement de fonds et qu'on voit tel dirigeant d'hier se réfugier à l'Ouest pour échapper à la justice de son pays, ce sont des faits que nous ignorions et qui engagent la responsabilité collective des partis concernés. Nous ne savons donc pas tout et n'avons pas tout prévu. Et c'est le cas de tout le monde ».

Il n'empêche, à les en croire, les dirigeants français sont « loin d'être obscurcis » et « encore moins effrayés ou consternés » car depuis vingt ans, depuis l'intervention militaire à Prague en 1968, les communistes ont réfléchi sur « la réalité des pays socialistes ». M. Gremetz passe rapidement, cela va de soi, sur le fait que la direction a longtemps nié l'existence du rapport Khrouchchev dénoçant, en 1956, les crimes de Staline — alors qu'elle avait parfaitement connaissance de ce rapport — mais, en revanche, il aligne des citations de tous les derniers congrès. Pour sa démonstration a une sérieuse faiblesse : autant les références aux 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> congrès (1976, 1979 et 1982) sont longues et abondantes, autant

celles des 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> congrès (1985 et 1987) sont courtes et rares. Et pour cause : le PCF a changé de stratégie après 1984. Ce paradoxe n'empêche pas le « ministre des affaires étrangères du parti » d'avancer « avec fierté » que « les événements en cours confirment la valeur des appréciations que nous avions portées ». M. Gremetz avoue à la limite de l'auto-critique fixée par le groupe dirigeant.

### «L'avenir appartient au socialisme»

Il va sans dire qu'aucune des « critiques » que les communistes de l'Est s'adressent à eux-mêmes, notamment la confiscation du pouvoir par un ou plusieurs dirigeants, « ne s'applique au PCF ». Au moins pour les vingt-cinq dernières années sous la direction de Waldeck Rochet, puis de M. Marchais, car pour la période précédente sous l'autorité de Maurice Thorez, le rapporteur explique que les dirigeants français n'avaient qu'un modèle : Moscou. De même, alors que des PC à l'Est se transforment en PS, que d'autres abandonnent la référence au rôle dirigeant du parti et que l'attirance pour l'économie de marché se fait sentir, M. Gremetz annonce : « Ce n'est pas au moment où le capitalisme fait ouvertement la preuve de sa nocivité qu'il faut chercher des solutions de son côté ! Il n'y a pas non plus à attendre de la social-démocratie, dont la caractéristique historique essentielle est de n'avoir nulle part construit le socialisme. Nous en avons la certitude : oui, l'avenir appartient au socialisme ».

La seule concession interne que fait M. Gremetz à M. Fierman se trouve au détour d'une citation de M. Mikhaïl Gorbatchev concer-

nant « l'affirmation à notre époque de la priorité des valeurs universelles ». « Il montre, concède M. Gremetz, qu'elles ne peuvent être dissociées des enjeux de classe qui sont au cœur des réalités actuelles ».

Que voilà un cinquant d'années ! M. Philippe Herzog, pourfendeur en chef de ces fameuses « valeurs universelles » fitermanistes, dans lesquelles il se voyait que « fleur » et « amiti-guiller ». L'ancienne tête de liste du PCF aux européennes n'aura, du reste, pas été à la fête pendant ce comité central. Il a été implicitement réprimandé par ses « camarades » pour avoir joué le procureur sur la Cinq, jeudi, contre M. Anicet Le Pors au moment où celui-ci défendait, devant ses « camarades », son projet constitutionnel qui était, en fait, celui adopté par le bureau politique.

L'histoire retiendra-t-elle l'absence de M. Georges Marchais à cette session du comité pour cause de repos après un incident cardiaque ? Ou bien sa présence, vendredi 8 décembre, à la réunion préparatoire du bureau politique où fut adopté le rapport Gremetz ? Le secrétaire général a-t-il été contraint, bien malgré lui, à faire des concessions, ou bien est-il à l'origine de ce qui pourrait être un nouveau virage du PCF ? Encore faudrait-il, pour que cette évolution soit crédible, qu'elle trouve un prolongement dans la vie interne du parti. Quelques comportements sociaux de ces dernières semaines se posent en travers de cette thèse d'auto-critique. D'autant que beaucoup se demanderont si les hommes qui président aux destinées de ce parti depuis vingt ans sont les mieux placés pour conduire une perestroïka à la française.

OLIVIER BIFFAUD

ANDRÉ LAURENS

## LIVRES POLITIQUES

### «Le PCF fait ce qu'il dit, dit ce qu'il fait»

Cela n'est pas l'honnêteté en politique, écrit Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique, député, dit-on, de Georges Marchais, dans un livre où il nous présente ce parti, tel qu'il est, sa politique, ses milieux. Le PCF tel qu'il est et tel qu'il reste : de ce point de vue, le livre tient ses promesses, en ce sens que le lecteur obtient tout ce qu'il était en droit d'attendre d'un dirigeant dans la ligne, comme ce parti sait en produire depuis ses généralistes.

Tout ce qu'il était prévisible, mais pas ce qu'il n'est pas : la surprise : la perestroïka ? Le PCF la soutient depuis le début, on ne va quand même pas l'utiliser contre lui ? « Pendant des années, on nous objectait l'Union soviétique, lorsque nous parlions de démocratie en France. Et voilà qu'aujourd'hui, c'est au nom de l'URSS qu'on nous fait le leçon en matière de démocratie ! », s'étonne Jean-Claude Gayssot : mais est-ce si paradoxal ?

L'auteur explique que dans une société démocratique et plurielle, il est essentiel que le PCF conserve son identité de parti révolutionnaire ; au demeurant, personne n'est obligé d'y adhérer. Quoiqu'en prétende « le pilonnage anticommuniste », assure Jean-Claude Gayssot, « au Parti communiste, les choses sont simples : les dirigeants restent à leur poste de responsabilité aussi longtemps que leur parti estime que c'est une bonne chose. Un point c'est tout ! Imparable ! La règle peut justifier l'immobilité que l'on découvre là. A quel moment s'interroge-t-on sur la fiabilité des méthodes par lesquelles le parti apprécie ce qui est bon pour lui ?

Pour compléter cette auto-présentation du PCF, on se reportera à d'autres études récentes qui ne relèvent ni de la critique interne, ni de la dissidence, ni de l'anticommunisme. Au passage, il faudrait s'interroger aussi sur ce qu'il reste de cet anticommunisme qui a permis, si longtemps, de rationaliser, non sans fondements, le vieux fond de peur sur lequel s'appuie l'extrême droite. Celle-ci tire aujourd'hui plus de profits de cette autre rente de situation qu'est la xénophobie.

Trois chercheurs en psychologie sociale, en poste à Toulouse, Janine Larue, Jean-Michel Cassagne et Michel Domene-Delval, ont étudié les commu-

### Le Parti communiste tel qu'il reste

natives de l'entreprise, de l'université et du quartier.

Cette longue et minutieuse enquête éclaire les motivations qui conduisent à l'adhésion, l'expression de l'identité communiste en parole et en acte, l'information reçue par les militants, leur participation à la discussion et leurs réactions aux décisions prises par la direction.

Les auteurs constatent que la cellule est un monde clos, « lieu de partage des certitudes comme des doutes. Elle renforce les uns dans leurs convictions et les autres dans leurs interrogations, s'ils n'y trouvent pas la réponse cherchée. Elle assure au jour le jour le cheminement sur la voie de l'orthodoxie. Au jour le jour aussi, elle laisse se creuser des distances qui risquent de se révéler tôt ou tard incompatibles avec l'appartenance au Parti ».

La limite de cette enquête est dans le mode de fonctionnement du PCF. Les auteurs reconnaissent « leur incapacité à déterminer ce que deviennent les germes de changement éclos ici et là à la base : sont-ils portés, demandent-ils, à de plus hauts niveaux par les soins des secrétaires, ou bien noyés stériles qu'apparus dans l'enceinte de la cellule ? » On sort, à partir de là, de la psychologie sociale et politique.

Un autre universitaire, Bernard Pudal, a travaillé sur la sociologie historique du PCF, de sa création en 1920 à la guerre et de 1956 à nos jours. Il voit, à juste titre, dans ce parti une assez remarquable entreprise de promotion sociale qui permet à des militants d'origine populaire d'accéder à des postes de responsabilité de haut niveau, auxquels la société ordinaire ne les destinait pas. L'originalité de l'hypothèse de Bernard Pudal est de voir comment cette spécificité volontairement entretenue dans le choix et la formation de ses cadres a pesé sur l'histoire du PCF.

L'auteur va donc étudier, d'un point de vue sociologique, les acteurs de « la réussite communiste », notamment ceux qui ont constitué « le groupe dirigeant fondamental », ainsi que leurs successeurs, et aussi, les députés et les notables de la ceinture rouge de Paris avant la guerre. Selon lui, une étape

essentielle de cette histoire est l'invention du cadre « thorezien », à l'exemple de Maurice Thorez, devenu « le modèle du dirigeant communiste français ». Bernard Pudal écrit, en se référant à l'ouvrage souvent réédité de l'ancien leader du PCF : « Fils du peuple n'est à maints égards que la mise en autobiographie (conscience élaborée à cet effet) du portrait-type du cadre communiste dont Maurice Thorez a progressivement défini les attributs, organisés l'avancement et la formation à partir de 1930 ».

Cette étape est au cœur de l'évolution qui est partie d'un « doctrinarisme ouvriériste » pour parvenir à « la bureaucratie du corps des cadres » et qui apparaît comme une « stratégie d'auto-conservation » dans laquelle la fidélité stalinienne sert de principe unificateur et de facteur de cohérence.

L'auteur estime que la crise du PCF peut s'analyser comme « une crise de recrutement des intellectuels d'inspiration » qui n'est pas sans analogie avec les crises de reproduction du corps des prêtres ruraux et des corps des enseignants du primaire ». Crises qui résultent d'une série de transformations (généralisation de l'enseignement secondaire, dévalorisation des titres scolaires) qui ont tari la veine de recrutement des élites scolaires d'origine populaire. Si le PCF est resté relativement fidèle au vivier du monde ouvrier, la succession des dirigeants du groupe fondateur s'est opérée au sein d'une organisation close, selon des rapports de forces internes plus que sur la base de compétences politiques acquises dans les luttes externes, qui avaient contribué à la sélection des premiers leaders du parti.

Le travail de Bernard Pudal permet de comprendre pourquoi, et comment le PCF s'est constitué en contre-société avant de tenter de perdurer en société fermée. On peut déplore : cette dérive mais, aussi, s'interroger avec l'auteur sur les cloisonnements sociaux qui avaient obligé — si tant est que ce ne soit plus nécessaire ! — à imposer, contre l'environnement dominant, des filières de promotion réservées aux exclus de la sélection institutionnelle. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'exclusion est le contraire de l'intégration.

► Le Parti communiste français, par Jean-Claude Gayssot-Messidor, Editions sociales, 204 p., 92 F.

► Socialisation et socialisation, aussi de psychologie politique, par Janine Larue, Jean-Michel Cassagne et Michel Domene-Delval, 254 p., 130 F.

► Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF, par Bernard Pudal. Presses de la Fondation des sciences politiques, 329 p., 190 F.



## JUSTICE

L'affaire des fausses factures dans l'Est

## Le maire (RPR) de Toul a été inculpé et écroué

Après quarante-huit heures de garde à vue dans les locaux de la section économique et financière de la police judiciaire de Nancy, M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul et vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle a été inculpé vendredi 15 décembre par M. Gilbert Thiel, magistrat instructeur chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy. Sur décision du juge, le maire de Toul a été placé sous mandat de dépôt et écroué à la maison d'arrêt de Nancy.

## NANCY

de notre envoyée spéciale

Les inculpations signifiées à Jacques Gossot par deux ordres. D'une part le recel d'abus de biens sociaux, la complicité d'abus de biens sociaux, la complicité de faux et usages de faux en écritures de commerce, qualification presque classique, si l'on ose dire, en matière de fausses factures et de financement de partis politiques. D'autre part, chef d'accusation beaucoup plus grave, M. Gossot est inculpé de corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, inculpation ne relevant en aucun cas de l'amendement portant amnistie en matière de financement de partis politiques qu'a adopté la semaine dernière l'Assemblée nationale.

An-delà, l'inculpation de l'homme politique lorrain et surtout son placement sous mandat de dépôt, constitue un fait nouveau

dans toutes les récentes affaires de fausses facturations. M. Gossot est le premier élu écroué dans un dossier qui a abouti à l'inculpation de vingt-quatre autres personnes et qui débouche sur une affaire de corruption. Le juge Thiel qui s'était publiquement déclaré adversaire de l'amnistie, ou de ce qu'il appelait « un auto-blanchiment inavouable de la classe politique » a pris, en ce sens, une décision qui traduit bien son souci de préserver le principe de la séparation des pouvoirs.

Le mécanisme de corruption mis en lumière par l'instruction fonctionnait, semble-t-il, grâce aux commissions départementales d'urbanisme et de commerce (CDUC). Cotype de commissions, présidé par le commissaire de la République du département regroupant 9 élus locaux, 9 représentants du commerce et de l'artisanat choisis par la chambre de commerce et d'industrie et 2 représentants des associations de consommateurs. Ce sont ces commissions qui autorisent notamment l'implantation des hypermarchés.

En substance, le maire de Toul serait accusé d'avoir influencé à son profit ou au profit d'autres les fonctionnaires des CDUC.

Sans aucun doute, l'enquête en cours va connaître des développements rapides. La chambre criminelle de la cour de cassation doit, auparavant, statuer sous huitaine sur la requête de M. Georges Garrique, procureur de la République de Nancy, qui a demandé à celle-ci de désigner la juridiction compétente. En effet, M. Gossot, en tant que maire, dispose du statut d'officier de police judiciaire. Son incul-

pation entraîne automatiquement le dessaisissement du tribunal de Nancy, et la chambre criminelle doit donc désigner une nouvelle juridiction avec la possibilité de laisser la responsabilité du dossier au juge Thiel qui l'instruit depuis deux ans.

## Surprise totale

La décision du juge en tout cas a provoqué une intense émotion à Nancy. « En plein débat sur l'amnistie, nous pensions que l'affaire ici se calmait. C'est la surprise totale », admettait vendredi M. Philippe Souchal, avocat de M. Jacques Gossot, jusqu'à l'inculpation de celui-ci. En effet, M. Souchal défend dans la même affaire André Gussal, le plus ancien inculpé du dossier. Alors que, l'annonce de l'inculpation de M. Gossot était imminente, vendredi 15 décembre, M. Souchal apprit par l'intermédiaire du bâtonnier, qu'il ne pouvait plus assurer la défense de M. Gossot. Car semble-t-il, les charges qui ont conduit M. Gossot en prison furent établies à partir des déclarations faites au magistrat instructeur par M. Gussal.

Emigré sardes devenu entrepreneur de bâtiment assis à Toul André Gussal fut jusqu'à ces dernières semaines très lié à M. Jacques Gossot. Les deux hommes militaient d'ailleurs au RPR, jusqu'au moment où le premier en fut exclu après son inculpation. Ecroué depuis six mois l'entrepreneur toulousain, resta silencieux, réticent à « donner » un sens de ses amis politiques. Son isolement n'en devint pas moins de plus en plus total, au

point qu'il faut se demander si cet homme qui en savait long n'a pas fini par consentir des révélations, contre sa libération, intervenu récemment.

A ce jour, il semblerait que M. Jacques Gossot ait des difficultés à s'expliquer sur des reconnaissances de dettes, signées de sa main, en faveur d'André Gussal. Certes, les enquêteurs avaient déjà relevé des prêts modestes et fréquents faits par l'entrepreneur toulousain à M. Jacques Gossot et à son épouse — le couple est actuellement en instance de divorce. La semaine dernière, les mêmes enquêteurs auraient appris l'existence d'un prêt particulièrement important, au moment où une chaîne de grandes surfaces aurait obtenu, par l'intermédiaire de l'entreprise Gussal, l'apport de la CDUC pour une nouvelle implantation commerciale. Une facture fictive d'un montant de 2,7 millions de francs aurait été établie par cette chaîne en faveur de l'entreprise Gussal.

Que sont devenus ces fonds? Ont-ils transité, tout ou partie, vers des bureaux d'études ou une société écran comme cela se murmure vendredi à Nancy?

Ce sera au magistrat instructeur, M. Gilbert Thiel, ou à un autre de le déterminer lors des auditions futures de M. Jacques Gossot. Lui aussi avait très probablement beaucoup de choses sur le mode de financement des partis politiques. Et la chute d'un homme puissant et redouté dans sa région pourrait inquiéter bien au-delà de la seule Meurthe-et-Moselle.

DANIELLE ROUARD

## A la cour d'assises de Paris

## Habib Maamar condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats, a condamné, vendredi 15 décembre, Habib Maamar, vingt-sept ans, Tunisien, à la réclusion criminelle à perpétuité en le déclarant coupable de deux attentats à l'explosif commis dans la capitale en 1984 et 1985. Par décision spéciale, la cour a ordonné que l'exécution de la peine comporte une période de dix-huit ans pendant laquelle le condamné ne pourra bénéficier des mesures prévues pour la libération conditionnelle ou la semi-liberté. Poursuivi pour le délit de détention d'explosif, Souad Assaoui, vingt-sept ans, Algérienne, la dénonciatrice de celui qui était à la fois son amant et son beau-frère, a été acquittée.

L'attentat commis le 23 février 1985 contre le magasin Marks et Spencer, boulevard Haussmann à Paris, avait provoqué la mort d'un employé. Dix-huit autres personnes avaient été blessées plus ou moins gravement, mais une seule de ces dernières est venue déposer à l'audience.

D'une voix calme, sans hausser le ton à aucun moment, M. Pierre Lafonta, soixante-trois ans, expert-comptable, raconte : « C'était un samedi matin, j'allais chez un client. J'avais besoin d'un bloc de papier et je croyais qu'on en vendait chez Marks et Spencer. J'arrive à la porte de la rue des Mathurins. Je vois ce paquet et quelque chose qui ramasse. C'est là que ça a sauté et que mes souvenirs s'arrêtent ». Après un silence, M. Lafonta ajoute : « Ça a été un anéantissement ». Puis, il explique les soins multiples qu'il a dû subir : « quatre mois d'immobilisation, dix-huit mois d'arrêt de travail, douze opérations », énumère le comptable, qui trouve le courage d'exprimer avec humour ce qu'il appelle son « bilan » : « J'ai une oreille détruite, l'autre droit qui ne veut pas mieux, l'œil gauche très diminué et l'oreille droite qui marche avec un peu d'électronique ». M. Lafonta ne se plaint pas. Il pense au contremaître du magasin, M. Leonardo Rochas, qui a été tué par l'explosion, et il ajoute : « Je pense aussi à ceux qui ne se sont pas présentés aujourd'hui, peut-être par peur, c'est possible, et à ceux qui n'ont pas le même moral que moi. C'est pour eux que je suis là aujourd'hui ». Puis, M. Lafonta quitte la barre. Il n'a pas eu un mot concernant l'accusé et ne lui a même pas jeté un regard.

## « Un voleur d'autoradios »

Habib Maamar, décrit par son beau-frère comme « un voleur d'autoradios », est devenu terro-

riste « pour quelques poignées de dollars », selon la formule de l'avocat de Marks et Spencer. Pourtant, il affirme sans conviction que l'argent versé par le « groupe du 15 mai » « n'était pas une prime », mais seulement pour « bouger en Europe », et qu'il lutait pour la Palestine. Mais il ne donne que peu d'explications, et sa seule défense se résume à une phrase qu'il répète à tout moment : « J'ai fait de mon mieux pour qu'il n'y ait pas de victimes ». Mais sur les faits il ne donne aucun détail. Soit il ne s'en souvient pas, soit il tente maladroitement d'apparaître comme un militant enrobé en libérant avec morgue : « Je ne m'abaisserais pas à vous répondre ».

M. Jean-Jacques Letz, conseil de M. Lafonta, a dénoncé « la pauvreté de l'argumentation idéologique » de Maamar tout en plaçant sa plaidoirie à un niveau plus général. « Il faut se donner les moyens de vaincre le cancer du terrorisme », a soutenu M. Letz et, à l'instant où M. Richard Thornburg, avocat général, ministre de la Justice américaine en visite à Paris, s'essayait dans le public, il a demandé que les États qui soutiennent le terrorisme soient mis « au ban de la société » par les autres États. Il a aussitôt ajouté : « Il faut que le terrorisme soit assimilé aux crimes contre l'humanité afin d'être imprescriptible et pour éviter qu'un beau jour les mêmes terroristes nous reviennent comme accompagnateurs de chefs d'État qui auraient pris le pouvoir ».

L'avocat général, M. Gilbert d'Angue, a demandé la réclusion criminelle à perpétuité contre Habib Maamar, « terroriste par profession ». Et c'est en vain que M. Patrick Arapias a plaidé l'octroi de circonstances atténuantes pour son client « pauvre imbecille de la raison d'État ».

MAURICE PEYROT

## L'instruction de l'affaire de Caluire

Le procureur de Lyon dément les accusations de M<sup>e</sup> Vergès

Les déclarations de M<sup>e</sup> Jacques Vergès concernant les « révélations très importantes » qu'aurait faites son client Klaus Barbie à un juge, le 13 décembre, à Lyon, ont été démenties. Selon les autorités judiciaires, Klaus Barbie, ancien chef du service des renseignements de la Gestapo à Lyon, n'a pas apporté au cours de son audition par M. Jacques Hamy d'éléments susceptibles de mieux éclaircir les circonstances de l'arrestation de plusieurs chefs de la Résistance, dont Jean Moulin, à Caluire, le 21 juin 1943 (le Monde du 16 décembre).

« Contrairement à ce qui a pu être affirmé par certains médias, indique le procureur de la République de Lyon, M. Christian Gallut, dans un communiqué publié vendredi 15 décembre après-midi, Klaus Barbie, dans son interrogatoire devant le juge d'instruction de Lyon, le 13 décembre 1989, n'a à aucun moment démenti que la réclusion de Caluire lui aurait été « donnée » par Raymond Aubrac. M. Aubrac n'a donc pas été mis en cause par Klaus Barbie. En revanche, il l'avait été des dernières années par M<sup>e</sup> Vergès (notamment dans un film de Claude Bar. Que la vérité est autre) qui a été condamné en première instance et en appel pour diffamation.

M. Aubrac nous a indiqué que le pourvoi en cassation de l'avocat de Barbie a été rejeté, le 4 octobre

dernier. « Je ressens ces dernières déclarations comme la réponse du berger à la bergère, nous a déclaré l'ancien dirigeant du mouvement Libération. « Ni Vergès ni Barbie n'ont jamais exprimé la moindre compassion pour les victimes tout au long du procès de 1987. Ils se sont toujours référés à « Nous ne renions rien ». Chez Barbie, il y a peut-être de la vengeance. Je me suis évadé le 21 octobre 1943. C'est un échec pour lui. En plus, il ne s'est jamais aperçu que j'étais juif ! Ma femme et un commando franc de la Résistance m'ont libéré. Barbie a perdu trois hommes dans cette opération ».

Maurice Kriegel-Valrimont, prisonnier avec Raymond Aubrac en 1943, avait répété dans le Monde daté 31 mars-1<sup>er</sup> avril 1974, le courage de Raymond Aubrac : « Quand on a vu l'arrogance avec laquelle [il] toisait le SS qui l'interrogeait sans aménité dans une pièce de l'hôtel Terminus, siège de la Gestapo à Lyon, on sait comment est faite la dignité d'un homme ».

Une regrettable erreur nous a fait écrire, sur la foi des dépêches, dans nos éditions datées du 16 décembre, que M<sup>me</sup> Lucie Aubrac était « veuve ». A M. Raymond Aubrac et à son épouse, nous présentons toutes nos excuses.

## Le laboratoire de Montpellier avait fait une erreur d'analyse

## Une rente à vie pour une fillette mongolienne

Le tribunal de grande instance de Montpellier (Hérault) a condamné, vendredi 15 décembre, l'Institut d'émétiologie du centre de transfusion sanguine de Montpellier à verser une rente à vie d'un montant mensuel de 7 500 F à une fillette mongolienne âgée de cinq ans, Gaëlle Perxès. La mère de Gaëlle, qui était âgée de quarante-deux ans au moment de la grossesse, avait subi une amniocentèse qui n'avait rien révélé d'anormal (le Monde daté 17-18 septembre). Elle avait pourtant accouché d'une enfant mongolienne quelques mois plus tard.

Les juges ont reproché au centre de transfusion sanguine de ne pas avoir renouvelé l'analyse alors que la première « n'avait pas permis d'examiner toutes les cellules nécessaires à un bon diagnostic ». Ils ont ordonné le versement d'une somme de 90 000 F aux parents de Gaëlle au titre du préjudice moral.

Lors du procès, le 15 septembre, M<sup>re</sup> Roux et Ottan, les avocats de la famille Perxès, avaient demandé 6,5 millions de francs de dommages et intérêts pour le préjudice physique et moral subi par Gaëlle et 250 000 F pour le préjudice moral subi par les parents et les trois autres enfants.

## La lutte contre l'immigration « clandestine »

## M. Pandraud : « La seule solution est celle du charter »

« La seule solution est celle du charter », déclare dans une interview au Quotidien de Paris du 16 décembre M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis et ancien ministre délégué à la sécurité du gouvernement Chirac. « Les socialistes jouent aujourd'hui l'armeuse arrosée, explique-t-il. Je suis surpris, mais content, que le président aborde enfin une question sur laquelle on ne l'avait pas beaucoup entendu jusqu'ici. Seulement, les mots ne valent pas l'action. Sur la question des clandestins, M. Mitterrand a raison de demander des sanctions contre ceux qui les emploient — qui les logent — et ceux qui les logent — qui les entassent —. Mais [...] cela veut dire qu'il faudra poursuivre les logeurs privés, qui sont souvent des complicités ou des corollaires des immigrés en situation irrégulière, et

même certains foyers de la SONACOTRA ».

Estimant insuffisant le contrôle aux frontières, M. Pandraud affirme que le dispositif doit être complété « par une action diplomatique à l'égard des États d'origine et par une action policière ». « Cela signifie, poursuit-il, la multiplication des contrôles d'identité dans les foyers et dans les transports en commun, et l'expulsion des contrevenants vers leur pays d'origine. Si les paroles de M. Mitterrand ont un sens, cela veut dire que le gouvernement sera obligé, pour des raisons techniques, d'arrêter de nouveaux charters. [...] Quand il faut en renvoyer plus de cent à la fois vers un pays qui ne fait l'objet que de deux vols hebdomadaires, la seule solution est celle du charter ».

## MÉDECINE

En contradiction avec MM. Carieu et Evin

## M. Arpaillange se prononce en faveur d'une législation sur la bioéthique

M. Pierre Arpaillange, ministre de la Justice, a pris clairement position, vendredi 15 décembre, en faveur d'une discussion devant le Parlement de l'avant-projet de loi Brabant sur les sciences de la vie et les droits de l'homme. Après celles, différentes, exprimées par d'autres ministres, la prise de position du garde des sceaux vient compliquer un peu plus la situation dans un domaine où l'arbitrage du président de la République apparaît à la fois inévitable et urgent.

Ouvrant, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, les journées annuelles du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (le Monde du 16 décembre), M. Arpaillange a notamment déclaré, à propos de l'avant-projet de loi Brabant : « Il ne se contente pas de résoudre certains problèmes ponctuels ou de combler quelques lacunes juridiques. Il a le mérite incontestable d'aborder ouvertement et clairement les problèmes fondamentaux de la bioéthique contemporaine, en apportant des solutions raisonnables et en fermant la porte à toute sorte d'écarts, actuels ou potentiels. Qu'il s'agisse du statut civil du corps humain, du diagnostic prénatal, de la procréation médicalement assistée ou encore de l'élèvement d'organe, le projet réalise un compromis entre un individualisme égoïste et une volonté d'appropriation collective du corps humain, même sous-tendus par les meilleurs mobiles ».

Soulignant les dangers qu'il y aurait à adopter une législation sur la bioéthique imposée par l'urgence ou par les circonstances, M. Arpaillange a, d'autre part, ajouté : « Cet avant-projet garantit le respect de certaines valeurs auxquelles nous sommes profondément attachés, des valeurs sans lesquelles les avancées scientifiques ne peuvent être qualifiées de progrès. Il rappelle, et traduit en termes juridiques, des notions fondamentales comme l'intangibilité du corps humain, la distinction des personnes et des choses, le respect des structures familiales existantes et la liberté de la recherche. Toutes ces idées y trouvent place, une place qu'elles méritent et sans laquelle la dignité de la personne humaine n'est plus qu'un mot vide de sens. Il va de soi qu'il est hors de question d'imposer brutalement de telles dispositions. Celles-ci ne peuvent être adoptées qu'à l'issue d'un vaste débat national (...). Il est permis de se demander si le moment ne serait pas venu de porter la discussion devant le Parlement afin que les élus nationaux puissent en débattre librement et autant qu'il est souhaitable. Ce

## Cacophonie gouvernementale

Il y a quelque jours, dans un entretien accordé au Monde (le Monde du 13 décembre), M. Claude Evin, ministre de la Santé, avait adopté une position très différente en déclarant que tous les sujets abordés par l'avant-projet ne devaient pas être traités dans le même temps. Évoquant les procréations médicalement assistées, M. Claude Evin avait notamment déclaré : « Il faudra du temps pour que notre société trouve ici un équilibre dans les différentes réponses à apporter (...). Nous en sommes au temps des débats, qui doivent aussi être éclairés par ceux qui se déroulent dans les autres pays ».

Pour sa part, en octobre dernier, M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, avait clairement pris position contre l'avant-projet de loi. Il avait dit notamment : « Les concepts de base sur lesquels reposerait une législation ne sont peut-être pas encore suffisamment et clairement dégagés, de sorte que le législateur risquerait de « figer » artificiellement le débat, voire de susciter plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Les problèmes de fond et les interrogations philosophiques sous-jacentes à l'avant-projet Brabant nécessitent manifestement une discussion préalable et approfondie, tant dans les milieux judiciaires et scientifiques que, plus largement, au sein de la population » (le Monde du 27 octobre).

Toutes ces divergences d'opinion donnent l'impression d'une certaine cacophonie gouvernementale sur ce thème qui, compte tenu de l'évolution des techniques et des pratiques médicales, est aujourd'hui devenu essentiel.

JEAN-YVES NAU

□ Le réveil du volcan Redoubt en Alaska. — Le volcan Redoubt, situé près de la baie de Cook, en Alaska, est entré en éruption jeudi 14 décembre, après vingt-trois ans de sommeil, projetant des cendres à plus de 10 000 mètres d'altitude. Le nuage est nettement visible depuis Anchorage, à 160 kilomètres de distance, où les autorités ont conseillé aux habitants de rester chez eux et de fermer portes et fenêtres. Ces cendres ont causé l'arrêt des quatre réacteurs d'un Boeing-747 de la compagnie KLM qui assurait vendredi la liaison Amsterdam-Tokyo avec 231 passagers à bord. Après avoir subi une perte d'altitude de 4 000 mètres, le pilote a pu faire redémarrer trois des moteurs, et effectuer un atterrissage d'urgence à Anchorage. — (AFP, Reuters.)

## Au Brésil, huit du diocèse

## SPORT

## Ren



# SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

Tensions entre le Vatican et les catholiques « progressistes » d'Amérique latine

### Au Brésil, huit prêtres expulsés du diocèse de Recife

Au Brésil, huit prêtres du diocèse de Recife (Nordeste) — dont deux Français, les Pères Bruno Bibollet et Philippe Malet — ont reçu, jeudi 14 décembre, de Mgr José Cardoso, archevêque, une lettre leur intimant l'ordre de quitter le diocèse dans les trois jours. Les relations ne cessent de se dégrader entre la Curie romaine et les secteurs les plus progressistes de l'Eglise catholique d'Amérique du Sud, comme le prouve aussi la polémique entre la puissante Confédération latino-américaine des religieux et le Vatican.

La demande d'expulsion de huit prêtres du diocèse de Recife est la conséquence de la tension entre les milieux progressistes de l'Eglise locale, attachés aux mouvements d'action catholique et à la pastorale populaire, et l'archevêque de cette grande ville du Nordeste, Mgr José Cardoso, réputé très conservateur, qui avait succédé, il y a trois ans, à Mgr Helder Camara, l'« évêque des pauvres ».

Le 7 décembre dernier déjà, Mgr Cardoso avait destitué la commission Justice et Paix, engagée dans l'action auprès des milieux les plus démunis et des paysans sans terre de cette région, qui est l'une des plus pauvres du Brésil. Peu avant, il avait également décidé la fermeture de deux établissements de formation fondés dans les années 60 par son prédécesseur, Dom Helder : le séminaire régional de Nordeste 2, qui compte actuellement 103 séminaristes, et l'Institut de théologie de Recife, qui compte 423 étudiants.

Rome a autorisé la fermeture, qui devra être effective dès la fin de cette année, de ces deux établissements, qui au total, en vingt ans, ont formé plus de 3 700 prêtres et laïcs. L'argument avancé est que ces centres n'offrent pas toutes les garanties de compétences requises.

Au Brésil encore, le Père Leonardo Boff, théologien de la libération, déjà condamné en 1985 par le Vatican à un silence de près d'un an, a reçu en octobre du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, une lettre de mise en garde annonçant une nouvelle sanction : à partir du 1<sup>er</sup> janvier, le théologien brésilien ne pourra plus prêcher, ni donner des conférences, ni poursuivre son enseignement à la chaire de théologie franciscaine de Petropolis.

#### Des religieux sous surveillance

Une crise aux dimensions plus larges a éclaté, ces dernières semaines, entre la puissante Confédération latino-américaine des religieux (CLAR), qui regroupe 310 000 religieux et 45 000 laïcs, et la Congrégation romaine des instituts de vie consacrée et sociétés de vie apostolique, dirigée par le cardinal Jean-Jérôme Hamer, préfet. Rome a imposé directement à la tête de cet organisme un secrétaire général de son choix, le Père Jorge Jimenez, enduite, en remplacement d'une religieuse dominicaine, Mameletta Charria, reléguée à un poste d'adjointe. Cette intervention, en infraction aux statuts de la CLAR, a soulevé de nombreuses protestations dans les congrégations religieuses d'Amérique latine. Toutes les pièces de cette crise viennent d'être traduites en France (1).

Le détonateur a été la publication, au début de cette année, d'un projet de document de formation biblique intitulé *Parole et vie*, contesté par une partie de l'épiscopat latino-américain et par le Vatican. Les premières réactions ont été adressées à Rome, où la congrégation compétente pour les religieux a condamné ce projet, ses « manquements aux plus élémentaires normes de lecture de la Sainte Ecriture, tels que le respect de la tradition et du magistère de l'Eglise », sa « présentation unilatérale et réductrice de la parole de Dieu, dans la perspective d'un changement social, économique et politique ».

Exégètes réputés, spécialistes de catéchèse, les auteurs de ce projet *Parole et vie* se sont émus de telles observations. Le président de la CLAR a critiqué la méthode qui consiste, selon lui, à « sortir des expressions de leur contexte, jetant ainsi le discrédit sur des

personnes de haute qualification morale et intellectuelle ». Toutefois, malgré ces « accusations offensantes », à la suite d'un accord avec le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), les responsables du document avaient accepté, au mois d'avril, de revoir leur copie.

La trêve a été de courte durée. La crise a rebondi en plein été avec le « parachutage », depuis Rome, d'un nouveau secrétaire général, alors qu'une religieuse dominicaine avait été présentée par la CLAR pour occuper ce poste. La congrégation de la Curie romaine chargée de la vie religieuse a justifié son choix par la nécessité d'une « meilleure qualification doctrinale et théologique », interdisant de fait à la religieuse d'assumer une telle responsabilité. Il s'agit ensuite, ajoute Rome, d'« améliorer les relations mutuelles de la CLAR avec la hiérarchie épiscopale en Amérique latine et de mieux répondre à la nécessité d'affronter

plus adéquatement la préparation du projet biblique *Parole et vie* et la célébration, prévue en 1992, du cinquantième anniversaire de l'évangélisation de l'Amérique latine ».

Convoquée à Rome, la présidence de la CLAR s'est réunie, au mois d'octobre, à cette occasion, mais elle continue d'en contester le bien-fondé. La confiance a été bel et bien rompue, comme vient de le montrer la démission collective des auteurs du projet catéchétique *Parole et vie*. La CLAR a déposé toute sa responsabilité dans cette affaire, renonçant même à préparer un nouveau texte. « Toute notre Eglise, écrit son président, est en train de traverser une nuit obscure de contradictions internes et de tribulations ».

HENRI TINGCO.

(1) Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (DIAL). Editions du 16 et du 30 novembre 1989, 47, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

## ENVIRONNEMENT

Un colloque « Ecologie et pouvoir »

### Douze ministres « très nature »

Ouvert le 13 décembre par le président de la République au Parc océanographique Couteau à Paris, le colloque « Ecologie et pouvoir » a été conclu le 15 décembre par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui assurait l'interim du premier ministre en déplacement à Lomé (Togo).

Le colloque « Ecologie et pouvoir », conçu comme un audit écologique du gouvernement français, doit déboucher, au printemps prochain sur un programme baptisé « plan vert ». Ravi d'accueillir tant de « beau monde » dans son parc océanographique, le commandant Couteau a trouvé « l'idée du colloque géniale ». De fait, c'était une riche idée pour M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat, dont le budget n'atteint pas 1 % de l'enveloppe nationale, de mettre à contribution ses collègues du gouvernement en les faisant plancher sur un sujet qui ne leur est pas forcément familier, à savoir l'environnement.

Outre le président de la République qui a dû lui aussi se plier à cet exercice, M. Lalonde a réussi à faire venir douze ministres et secrétaires d'Etat comme MM. Pierre Arpaillange, Pierre Bérégovoy, Michel Delebarre ou Jack Lang. Tous soumettent de rendre compte de leur action en faveur de l'environnement... ou d'annoncer leurs intentions. Jamais autant de membres d'un même gouvernement en France n'avaient été mobilisés autour de ce thème, jusqu'à considérer comme mineur.

Pour que le gouvernement tienne ses rangs autour du secrétaire d'Etat qui n'est même pas socialiste — mais proche du premier ministre — il a fallu l'électrochoc vert des élections de mars et juin 1989. Bien qu'ils s'en défendent — en effet la plupart des ministres qui ont accepté l'invitation de M. Brice Lalonde chez le commandant Couteau ne découvrent l'écologie sans récemment, en dehors de Mme Véronique Nicot qui a tout de suite défendu le consommateur et sa qualité de vie et de M. Robert

Chapuis, ancien délégué à l'environnement du PS, — tous pouvaient être considérés comme des « bleus » de l'écologie. A commencer par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales qui a rencontré son chemin de Damas avec la centrale nucléaire de Golfech implantée dans sa circonscription du Tarn-et-Garonne. Sous la pression des contestataires locaux, il a convaincu son conseil général de financer un deuxième réseau de contrôle de la radioactivité afin de rassurer les populations. « Si les informations ne concordent pas, a-t-il prévenu, il y aura débat avec EDF et le CEA ».

Même novices en la matière, les ministres se sont exercés de très bonne grâce. Le garde des sceaux a reconnu que le bilan en ce qui concerne les droits de l'environnement était « somme toute assez négatif », mais il a annoncé la formation d'un comité à la fin de l'année d'une commission « écologie et actions publiques » qui s'efforcera, en liaison avec les ministères de l'intérieur et de l'environnement de « dresser un bilan des actions préventives et répressives en faveur de la protection de l'environnement ». Cette commission présentera ses conclusions avant la fin de l'année 1990.

Le ministre de l'équipement M. Michel Delebarre a reconnu que « les procédures de révision abusive des plans d'occupation des sols sont une illustration de ce qu'il ne faut plus accepter ». Et il s'est prononcé pour une relance de la planification urbaine. Quant à son secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre, il a plaidé pour la complémentarité rail-rouair et répété que le transport fluvial est, à son avis, le plus écologique, même s'il faut pour cela sailler dans la montagne et relier le Rhône au Rhin.

#### Des « témoins » internationaux

Le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Olivier Surn s'est prononcé de son côté « pour une culture paysanne et il a reconnu que « la commune était souvent « trop petite et vulnérable » pour résister aux avances des aménageurs et des promoteurs ». Beaucoup « se sont fait avoir » par des projets qui défigurent leur environnement, a-t-il admis. « Si l'environnement n'est pas préservé, il n'y a plus de tourisme à long terme ».

Le directeur de cabinet du ministre de l'agriculture a reconnu que son administration « admet depuis trois ans que l'activité agricole peut être polluante » et il a jugé que la France « a été timide et a pris un retard pour utiliser l'article 19 ». Ce texte communautaire qui permet de financer des agriculteurs acceptant de mettre des terres en jachère et d'entretenir le paysage, — il a aussi souligné que son ministre « pousse à Bruxelles » pour une limitation des élevages hors-sol, responsables d'une pollution par les lisiers.

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est montré très paternel envers M. Lalonde à qui il aurait recommandé de « mettre en actes aujourd'hui ses propos d'hier ». Il a admis pour sa part que « la protection de l'environnement est l'ouverture de nouvelles possibilités de croissance » mais une « croissance propre ». Quant à M. Jack Lang, très en vogue, il a ironisé sur les deux courants qui traversent l'écologie le « courant pisse-froid » — a-t-il dit qui décourage les meilleurs volontés et le « courant sensuel » — le sien — qui sait compenser la répression des pilleurs de patrimoine par « une version joyeuse » : le partage pour que tout le monde jouisse de la beauté. Il s'en est suivi la politique des espaces verts le « degré zéro de l'aménagement urbain », et il a annoncé que se tiendraient à Blois en janvier prochain les Etats généraux de la Loire destinés à réexaminer l'aménagement du fleuve.

M. Lalonde, pour conclure, avait tenu à donner une note internationale à ce colloque en invitant pour la dernière table ronde des témoins de l'environnement mondial : M. Tolba, secrétaire général du programme des Nations unies pour l'environnement, et M<sup>re</sup> Brandt, ancien premier ministre de Norvège et auteur du rapport « Notre avenir commun », sans oublier le ministre polonais de l'environnement M. Kaminski, symbolisant à lui seul la grande ouverture de l'Europe de l'Est aux soucis écologiques.

ROGER CANS

## SPORTS

TENNIS : finale de la Coupe Davis

### Wilander se remet au point

Premier responsable de la perte par la Suède de la Coupe Davis en 1988, Mats Wilander a encore peiné cette année face à Carl-Uwe Steeb mais il a réussi à gagner, vendredi 15 décembre, le point qui préservait les chances de son équipe face à l'Allemagne de l'Ouest avant la démonstration de force de Boris Becker contre son récent vainqueur des Masters, Stefan Edberg.

#### STUTTGART

de notre envoyé spécial

« Cette année je suis sûr de battre Steeb », avait affirmé Mats Wilander à des journalistes intraductibles après sa défaite face à l'Argentin Alberto Mancini, lors du récent tournoi de Paris-Bercy. Alors que tout allait de mal en pis pour le Suédois, cet obscur désir de revanche était le dernier espoir auquel il semblait se raccrocher dans sa chute. Premier au classement mondial fin 1988, après avoir gagné trois tournois du grand che-

lem dans la saison, il n'est plus dans les dix meilleurs douze mois plus tard à la suite d'une accumulation de contre-performances restées sans véritable explication.

Or Mats Wilander était en droit de penser que sa décadence a été provoquée par Carl-Uwe Steeb. L'Allemand de l'Ouest avait été sélectionné par Nicolas Pietrangeli pour la finale de la Coupe Davis 1988 à la surprise générale : soixante-quatorzième mondial il n'était pas le joueur d'outre-Rhin le mieux classé pour épauler Boris Becker. D'ailleurs Mats Wilander avait sans trop de peine mené deux sets à rien contre lui dans la première partie du match disputé à Göteborg. Pourtant l'Allemand avait réussi à renverser la vapeur et, après avoir sauvé une balle de match dans le cinquième set, il avait fini par l'emporter au bout de quatre heures et quarante-sept minutes de lutte. Cette défaite, qui devait précéder la perte du trophée par la Suède, eut-elle pour Mats Wilander les mêmes conséquences psychologiques et physiologiques qu'un K-O chez un boxeur ? En tout cas, du fond de sa déprime, il manifestait l'ambition d'une revanche.

Le sort, qui sait être facétieux, a voulu que l'occasion lui en soit offerte à Stuttgart dans les mêmes conditions qu'à Göteborg l'an passé : Carl-Uwe Steeb, qui, ayant obtenu la qualification par la voie du tournoi de qualification, a été désigné à la dernière minute comme deuxième de la finale 1989, Mats Wilander, qui a cédé le premier rôle dans son équipe à Stefan Edberg.

#### Baisse de régime

Et quatre heures et vingt-quatre minutes après le coup d'envoi, le Suédois pouvait tomber dans les bras du capitaine John Anders Sjogren, trahi par une émotion qui était sans commune mesure avec la qualité de sa victoire. Contre le gaucher de Aalen, dont un coup droit foudroyé à la hauteur des épaules est, sinon la seule, du moins la meilleure arme, l'ancien champion du monde de la régularité a mené 5-3 dans les trois premières manches pour ne finalement remporter que la deuxième, et

encore au tie-break. Après le repos, une baisse de régime de son rival lui a permis de s'imposer sans qu'il ait vraiment amélioré la qualité de sa production.

« Bien sûr ce n'est pas une partie formidable mais le résultat est réconfortant pour moi car c'est le genre de match que j'ai perdu toute l'année », a commenté Mats Wilander. Manifestement il avait le sentiment d'avoir concilié le plaisir le plus noir de sa carrière tennisistique. Reste à savoir si dans un premier temps cela permettra à la Suède de reconquérir le saladier d'argent de Dwight Davis et si, dans un deuxième temps, cela remèdiera bien Mats Wilander à l'orbite du succès. Bien que vainqueur, vendredi, il n'a pas encore le jeu de jambes, l'équilibre dans la frappe et la précision des coups qui lui ont permis de surpasser Ivan Lendl l'an dernier.

ALAIN GIRAUD

#### Résultats

M. Wilander (Sue.) b. C.-U. Steeb (RFA) 6-7, 6-6, 6-2, 6-3 ; B. Becker (RFA) b. S. Edberg (Sue.) 6-2, 6-2, 6-4.

## AUTOMOBILISME : la préparation de la saison de formule 1

### Renault : deux ans pour devenir champion du monde

Renault a réussi son retour en formule 1 en obtenant en 1989 deux victoires en grand prix avec Thierry Boutsen ; la deuxième place au championnat du monde des constructeurs avec Williams et la troisième place au classement des pilotes avec Riccardo Patrese. Pour tenter de remporter le titre mondial au cours des deux prochaines saisons, la Régie restera fidèle en 1990 à son moteur V 10, auquel d'importantes modifications ont été apportées.

A l'occasion de sa visite de l'usine Renault Sport de Viry-Châtillon (Essonne), le 2 mars (la première d'un président de la Régie), M. Raymond Lévy avait rappelé à Bernard Castin et à Bernard Dudot, respectivement directeur général et directeur technique de cette filiale, quelle devait être leur priorité : « La recherche de la fiabilité ». Même au niveau de la formule 1, où le développement des moteurs est poussé à l'extrême pour la recherche de la performance, le département compétition de la Régie se devait de participer à l'effort général entrepris pour améliorer l'image de Renault.

Avec cinq abandons imputables aux moteurs pour trente-deux participations en grand prix, les techniciens de Renault Sport ont largement atteint cet objectif en faisant aussi bien, dans ce domaine, que

leurs rivaux de Honda. Mais ils ont fait mieux en permettant au Belge Thierry Boutsen de gagner, sous la pluie, les Grands Prix du Canada et d'Australie et à l'Italien Riccardo Patrese de terminer à la troisième place du championnat du monde des pilotes derrière Alain Prost et Ayrton Senna.

La deuxième place obtenue en extrême avec Williams au championnat du monde des constructeurs, derrière McLaren-Honda, mais devant Ferrari, est même inscrite après les problèmes rencontrés l'été dernier par l'écurie britannique pour terminer, puis pour rendre compétitif son nouveau châssis. Si ce problème a défavorablement influencé Alain Prost au moment du choix de sa nouvelle équipe, sa résolution sans heurts a au moins démontré la solidité des liens qui unissent les deux partenaires.

#### Gain de 1000 tours

« Le titre de vice-champion du monde nous procure un grand plaisir », affirme Patrick Faure, président de Renault Sport. Mais notre but n'a pas changé : être champion du monde dans les deux ans à venir. C'est loin d'être acquis. Nous sommes simplement sur la bonne voie. Tirant les leçons de cette première saison de collaboration, les responsables de Williams et de Renault Sport ont décidé d'augmenter leurs efforts respectifs (cette semaine dix personnes à Didcot, Grande-Bretagne, et cent dix à Viry-Châtillon), d'une quin-

zaine d'unités. Des plans d'investissement de trois ans ont même été étudiés alors que le contrat actuel expire fin 1991.

Pour 1990, les motoristes de Renault se contenteraient d'une progression comparable à celle qu'ils ont enregistrée en 1989. Le moteur V 10, qui développait 600 chevaux pour son premier grand prix à Rio de Janeiro, approchait les 680 chevaux en fin de saison en Australie. Au terme de cinq phases principales d'évolution, le gain en régime a été de plus de 1 000 tours/minute entre le premier et le quarantième moteur sorti des ateliers de Viry-Châtillon.

La décision de Honda de reconstruire complètement à un moteur V 12 en cours de saison prochaine ne remet pas en cause le choix de Renault. « Un 12 cylindres a un plus grand potentiel de puissance grâce à un régime plus élevé », reconnaît Bernard Dudot. Mais ce moteur doit être intégré à une formule 1 où son poids, son volume et sa consommation, qui sont plus importants, peuvent constituer des handicaps. Le potentiel de développement de notre V 10 nous paraît encore suffisant pour que nous y consacrons tous nos efforts ».

Pour illustrer ces propos, les ingénieurs de Renault Sport ont préparé pour 1990 une deuxième version de leur V 10 profondément modifiée. La commande de la distribution et des pompes ne s'effectuera plus par courroies crantées mais par une cascade de pignons. « Aux très hauts régimes que nous atteignons, nous pensons que cet

entraînement assure un guidage plus rigoureux de la distribution », explique le directeur technique de Renault Sport.

Ce choix, technique, permet aussi de raccourcir de 48 millimètres la longueur du moteur, qui devient plus compact en gagnant 15 millimètres de hauteur et plus rigide par sa fixation inférieure au châssis. L'aérodynamisme de la nouvelle Williams-Renault devrait s'en trouver amélioré.

Même si le poids (500 kg minimum pour une formule 1 avec son moteur) ne posait pas de problème, les ingénieurs de Renault Sport ont aussi travaillé dans cette direction pour faciliter une éventuelle implantation, à plus ou moins long terme, d'un système de suspension active : « Nous avons développé, mais toujours en petites quantités, la céramique et les matières plastiques et utilisé de nouvelles techniques de fonderie qui, avec l'intégration des circuits fluides dans le dessin du moteur, nous ont permis de gagner 2 kg, révèle Bernard Dudot. Notre nouveau moteur pèse 139 kg avec sa nouvelle centrale de gestion électronique et l'embrayage ».

Le « père » du V 10 Renault espère bien être enfin de la fête pour la prochaine victoire d'un monoplace jaune et bleu. Les deux succès de Thierry Boutsen en 1989 coïncident en effet avec les deux grands prix pour lesquels il n'avait pu se déplacer.

GÉRARD ALBOUY





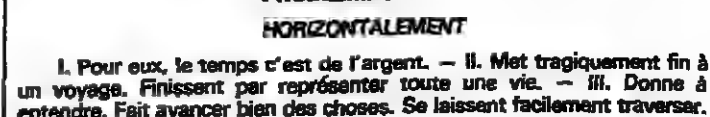
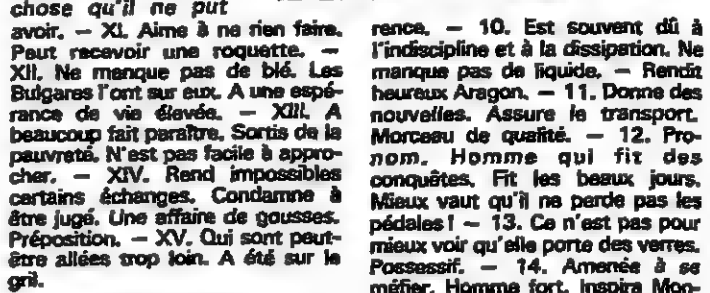




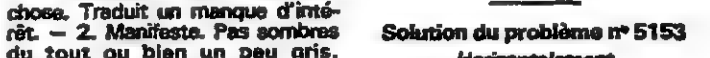


## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5154

[illegible]

**VERTICALEMENT**  
1. Travaille la terre. Pas autre



Démontre. — 3. Nombres sont ceux qui n'hésitent pas à lui faire porter le chapeau. C'est du

V. Titans. Ri. — VI. Evasion. —  
VII. Ment. Cère. — VIII. Nemrod.  
— IX. Nio. Anar. — X. Tomet. —

source d'ambrosiane. Susciter  
de la méfiance. S'avance dans  
l'eau. La fin des haricots. —  
— J. R. A. — R. T. —  
XI. Risette.

6. Provoquée par le poison. Qui n'ont donc pas alimenté la conservation. — 7. Témoinant d'une vie

antérieure. Passe sa vie dans l'eau.  
— 8. Connut le meilleur et le pire.  
Entraînait des pertes de contrôle.

Qui aura beaucoup à donner. —  
9. Fit une marque. Eloigne l'indiffé-

EUROPE 02 

EUROPE 93

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*



## Un entretien avec le président de la COB

### L'objectif de l'accord avec la SEC « n'est pas seulement de réprimer mais de réguler le marché », nous déclare M. Jean Saint-Geours

MM. Jean-Saint-Geours, président de la Commission des opérations de Bourse (COB) et Richard Breeden, président de la Securities and Exchange Commission (SEC) ont ratifié jeudi 14 décembre un accord d'assistance mutuelle afin d'accroître la sécurité et la transparence des marchés de valeurs mobilières français et américains. Nommés tous deux à la tête de ces organismes durant l'été, ils viennent ainsi de concrétiser un projet en discussion depuis plus de deux ans.

Cet accord prévoit que les deux instances unissent leurs efforts pour agir contre les manipulations, les opérations

d'initié, la non-respect des règles relatives à l'information des actionnaires, les manquements des professionnels à leurs obligations et, plus généralement, contre tout abus ou activité frauduleuse susceptible de porter préjudice aux épargnants ou de porter atteinte à la sécurité du marché.

Il n'entrera toutefois en vigueur que lorsque le Congrès américain aura voté un amendement sur la confidentialité dans le cadre de la loi sur la liberté de l'information. Ce vote devrait intervenir au début de 1990.

« La Commission des opérations de Bourse vient de signer un accord avec son homologue américain. Quel en est le point le plus important ?

— Le point fondamental est que deux des plus importants organismes régulateurs vont accroître leur coopération au sein d'un système financier globalisé et interdépendant. Il ne s'agit pas seulement de réprimer mais aussi de « réguler » le marché, de se donner des recettes sur les innovations, d'échanger des données sur les établissements, les filières et les principaux opérateurs. Cela implique également la prise en compte des évolutions en matière de déontologie ou d'appréhension des délits. Même si les législations sont différentes entre nos deux pays, il n'est pas impossible à terme de chercher à rapprocher les réglementations.

— Sur une enquête donnée, quelle forme prendra cette coopération ?

— Nous pouvons recueillir un témoignage pour le compte de la SEC, ou bien la SEC demande à ce que l'un de ses enquêteurs participe à nos démarches.

« Un enquêteur américain peut-il participer à un interrogatoire ?

— Il peut assister à l'interrogatoire et faire poser par nous les questions qu'il souhaite. Il ne peut pas interroger directement.

L'esprit du droit

— Pourquoi toutes ces précautions formelles ?

— L'esprit du droit américain et celui du droit français diffèrent profondément. Les relations entre le juge, l'accusé et le défendeur sont très différentes d'un pays à l'autre. Le serment ou le témoignage ont également des valeurs différentes. Ainsi, les Américains souhaitent que nous recueillions des dépositions sous serment. On leur a expliqué qu'en France cela ne se faisait pas. Nous avons accepté de coopérer mais selon des procédures juridiques françaises et inverses. Ainsi chaque système juridique conserve son identité.

— Qui a le plus de pouvoir, la COB ou la SEC ?

— Tout dépend des domaines. La SEC n'a pas la possibilité d'interférer avec nos enquêtes. Elle nous envoie des données que nous analysons. Elle nous envoie

L'accord s'accompagne également d'une déclaration d'intention visant à procéder à des consultations mutuelles sur les sujets d'intérêt commun, à mieux coordonner leur surveillance des marchés et à résoudre les problèmes liés aux différences existant entre chacune des deux réglementations.

Jusqu'à présent la coopération était limitée à des échanges d'informations. Désormais, ils pourront organiser des enquêtes en commun, et coopérer sur une affaire délicate si elle a des ramifications en France ou aux États-Unis. M. Jean Saint-Geours a répondu à nos questions.

« Nous sommes un peu courts en moyens humains ; il nous faut former une équipe.

— Combien de personnes vous faudrait-il ?

— Nous allons doucement vers deux cents personnes. Quand tout sera en place pour 1992, il nous faudra tendre vers trois cents.

— Cet accord a-t-il votre première manifestation médiatique de président de la COB ? Est-ce aussi votre première action ?

— Ce fut la seconde car nous avons envoyé Darty au parquet. On a ensuite adressé quelques remontrances à Bernard Tapie. De plus, une cinquantaine d'enquêtes sont en cours.

— Comment considérez-vous votre rôle de président de la COB ?

— Pour moi, la COB est une autorité de régulation indépendante dans un domaine qui relève de plus en plus de l'analyse des systèmes. Autrement dit, je ne suis ni un cow-boy, ni un administrateur mais un régulateur de systèmes et un médiateur. C'est cet aspect du champ sur lequel nous travaillons qui est le plus important. Les sanctions ne sont que des détails.

Propos recueillis par YVES MAMOU et DOMINIQUE GALLOIS

(1). Marché à terme sur les produits financiers.

## INDUSTRIE

Le mariage de la division automobile du groupe suédois avec le géant américain

### Saab sauvé par General Motors

STOCKHOLM

de notre correspondant

Chez Wallenberg, on sait garder un secret. Négocié dans la plus grande discrétion depuis le 20 novembre, alors que circulaient toujours des rumeurs d'alliance avec Fiat, l'annonce du mariage de la division automobile de Saab avec General Motors a donc été la surprise, vendredi 15 décembre à Stockholm. Certes, la mariée suédoise commençait à devenir quelque peu antipathique après une année d'hémorragie chronique, mais elle ne s'est pas soldée pour autant à 600 millions de dollars, (3,6 milliards de francs). C'est le prix payé par le géant américain pour l'achat de 50 % des actions de Saab dans le cadre du joint-venture conclu vendredi.

Identité préservée

Chacun des partenaires injectera aussitôt 100 millions de dollars (600 millions de francs) de capital frais dans la nouvelle société, qui s'appellera Saab-Automobile AB, dont le siège sera installé à Trollhättan, dans le sud-ouest de la Suède. Son conseil d'administration comportera dix membres : cinq Américains de GM (dont le président) et cinq Suédois, trois de Saab (dont le PDG) et deux représentants syndicaux. Début des opérations conjointes : le 1<sup>er</sup> janvier 1990... Saab est ainsi sauvé de la catastrophe et General Motors accroche sur sa calendrier un emblème de prestige, à défaut d'avoir pu se parer de celui de Jaguar passé entre les mains du concurrent Ford.

Aux termes de cet accord, Saab « dont l'identité sera préservée », affirme-t-on de part et d'autre, doit développer, construire et vendre ses voitures sous son propre nom et au moyen de son propre réseau de distribution. Mais le constructeur suédois produira en outre, dans ses installations en Suède et en Finlande, les voitures européennes

(par exemple Opel) de son partenaire, qui a grandement besoin d'accroître sa capacité et qui les vendra lui-même.

Saab a désormais les moyens de se consacrer à un « nouveau modèle très haut de gamme », indiquait M. Georg Karasund, le patron du groupe, qui a également annoncé un « élargissement de la gamme des moteurs avec des six-cylindres ». L'accord prévoit également la création d'une nouvelle société, Saab-Scania Electronics AB, « pour la recherche, le développement et la fabrication d'équipements électroniques avancés destinés aux voitures » dans laquelle Saab sera majoritaire.

Mais Saab et GM envisagent par ailleurs de coopérer dans la fabrication de missiles. Des négociations sont en cours entre Saab-Missiles et GM Hughes Aircraft Company qui a déjà une participation avec Ericsson dans le système radar du JAS-39 Gripen, l'appareil de chasse et d'attaque de Saab, dont va se doter l'armée de l'air suédoise à un coût particulièrement astronomique. Après de longues discussions, d'orangeuses remises en question et des calculs, le feu vert a en effet été donné définitivement ce matin vendredi par le gouvernement suédois.

Tout le monde se dit satisfait de ce mariage suédo-américain, en particulier le groupe Wallenberg, qui détient 27,9 % des voix et 24,5 % des actions de Saab-Scania, mais aussi le redoutable outsider Sven-Olof Johansson (le Monde du 25 octobre) qui a acheté des titres ces derniers mois, faisant ainsi monter son cours, et qui se retrouve avec 18,6 % des voix et 16,2 % du capital de Saab-Scania. Un qui est peut-être moins content est le concurrent suédois de Saab-Scania, Volvo, dont le PDG indiquait y a encore deux semaines qu'il était prêt à racheter la division voitures de Saab. Volvo est lui aussi toujours à la recherche d'un partenaire pour assurer son avenir.

FRANÇOISE NIÉTO

## ETRANGER

Nouveau changement de ministres de l'économie

### L'Argentine est secouée par le retour de l'hyperinflation

Le président argentin Carlos Menem a remanié son gouvernement, vendredi 15 décembre, après la démission des ministres détenant des portefeuilles économiques.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

La gestion de l'économie argentine est un exercice décidément périlleux. Le nouveau ministre sera en effet le sixième homme en charge de ce portefeuille en moins d'un an. Antonio Erman Gonzalez succède à Néstor Rapanelli, qui lui-même tenait le portefeuille pendant un mois. Une flambée du dollar et le retour de l'hyperinflation ont eu raison de ce dernier.

M. Rapanelli avait voulu, cinq jours plus tôt, réactiver le plan d'austérité lancé par le président Carlos Menem, début juillet, en s'engageant sur un réajustement qui passait par une dévaluation de 50 % de l'austral et une augmentation de 60 % des tarifs publics. Il annonçait aussi un report de deux ans du paiement des échéances de la dette intérieure de l'Etat. Cette dernière mesure avait fait souffler un vent de panique sur la place financière et provoqué une ruée sur le dollar contre lequel l'austral perdait 50 % de sa valeur en quatre jours. Alors que les taux d'intérêt s'envolaient pour atteindre 40 % par mois, l'inflation qui avait reculé à 6,5 % en novembre s'accroissait de nouveau, atteignant 35 % en décembre.

M. Erman Gonzalez, un expert comptable de cinquante-quatre ans, appartenant à la démochratie chrétienne, était passé depuis le 8 juillet dernier, date d'entrée en fonctions, du péroniste Carlos Menem, du poste de vice-président de la banque centrale à celui de ministre de l'action sociale. Proche du président Menem pour avoir été le ministre de l'économie de la province de la Rioja à l'époque où celui-ci en était gouverneur, sa gestion n'avait alors guère convaincu.

Il devra réussir là où a échoué M. Rapanelli, un homme issu du sérail de la plus importante multinationale argentine Bunge y Born. La présence de celui-ci au sein du gouvernement péroniste soulignait le pacte conclu entre le président

Menem et les secteurs de l'agro-exportation. Leur plan prévoyait, en substance, une réduction du rôle de l'Etat dans un système fédéral et une vague de privatisations, afin de réduire le déficit budgétaire. Malgré la récente crise, les grands axes de ce plan ne semblent pas devoir être remis en question.

Certains observateurs estiment que les difficultés rencontrées par le plan viennent aussi du manque de cohésion de l'équipe gouvernementale. Carlos Menem semble tenté d'y remédier en procédant à un remaniement ministériel partiel dans la foulée du changement au ministère de l'économie. Eduardo Banzo, contesté à l'intérieur, sera désormais en charge de l'action sociale. Julio Mera Figueroa, qui fut pendant un temps chef de la campagne électorale, lui succède à l'intérieur.

### Le pacte social mis à mal

Le pacte social, qui a doublé le coût du plan, doublé d'une indéniable maladresse politique, a déjà abouti à une scission du mouvement ouvrier argentin pour tant contrôlé par le péronisme à travers la toute-puissante CGT. La centrale est désormais divisée, et les deux factions se sont engagées dans une surenchère dangereuse pour l'exécutif. Le président Menem a vainement tenté de recoller les morceaux : le « pacte social » auquel il attachait tellement d'importance ne trouve guère d'écho parmi les syndiqués.

Il en va de même dans le secteur privé où certains groupes se seraient déclarés ennemis du plan actuellement en vigueur. Des responsables du gouvernement font porter la responsabilité de la débâcle financière des dernières semaines sur la « patrie contrastée », ces entrepreneurs argentins qui ont pendant longtemps bénéficié de contrats juteux souscrits avec les entreprises publiques et qui s'inquiètent de la réduction soudaine du rôle de l'Etat dans l'économie.

En six mois l'image de M. Menem s'est beaucoup ternie. Il lui reste pourtant six ans à gouverner.

EDITH CORON

La signature de Lomé IV

### M. Rocard réaffirme les engagements de la CEE à l'égard des pays ACP

LOMÉ

de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard a procédé, vendredi 15 décembre, en qualité de président en exercice de la CEE, à la signature de la quatrième Convention qui associe les Douze à soixante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le premier ministre a tenu à rassurer les partenaires du tiers-monde face à la réalisation du marché unique et à l'intérêt de l'Europe communautaire pour l'évolution à l'Est.

Depuis des mois, les ACP manifestent leurs craintes à l'égard d'un grand marché, qui risquerait de les marginaliser encore plus. Ils ne le sont aujourd'hui. L'accord des Douze pour l'Europe centrale et orientale n'a fait qu'accroître leurs inquiétudes, exprimées notamment par M. Eyadéma, président du Togo.

MARCEL SCOTTO

Pour favoriser les exportations

### La Chine dévalue le yuan de 21,2 %

PEKIN

de notre correspondant

Le gouvernement chinois s'est résolu à opérer une dévaluation de sa monnaie, le yuan Renminbi, dévaluation attendue de longue date et opérée dans le but de décongestion les importations et d'améliorer partiellement la situation sur un marché intérieur pesamment chaotique.

La dévaluation de 21,2 % fait progresser le dollar, la principale devise du « panier » servant à fixer la valeur de la monnaie chinoise, de presque 27 % : le billet vert passe de 3,71 yuan à 4,71 yuan à l'achat. La Chine avait dévalué de près de 16 % en 1986. Mais ces dernières temps, même les autorités chinoises avaient dû reconnaître que le yuan était manifestement artificiellement fort : sur le marché parallèle, le dollar valait 5,38 yuan.

L'effet de la dévaluation, effective samedi 16 décembre, sera de favoriser les exportations des produits chinois.

A l'inverse, elle va gonfler le volume de la dette extérieure de Pékin. La but de la manœuvre est naturellement pour la Chine d'épargner, en freinant les importations, ses réserves en devises, qui ont fondu à une dizaine de milliards de dollars contre 18 milliards au début de l'année.

Le premier ministre a donné des assurances très claires : « La Communauté restera fidèle à ses engagements auprès de ses partenaires ACP, malgré la transformation en cours dans les pays de l'Est. L'amélioration d'une relation Est-Ouest peut permettre de consacrer une attention et des forces nouvelles à ce qui demeurera la plus grande inquiétude : l'écart croissant entre pays industrialisés et pays en développement. »

Venant des motifs d'une CEE « plus forte », M. Rocard a souligné que « le marché unique est porteur de croissance, donc de développement, pour les pays ACP ». Face aux appréhensions du tiers-monde vis-à-vis des négociations commerciales multilatérales au sein du GATT, il a pris l'engagement de défendre les intérêts des pays en développement dans les accords qui devraient être conclus dans un an.

Sur le plan intérieur, la dévaluation pourrait permettre à la Chine de réduire l'ampleur du système assez irrégulier de fixation des taux de changes à vitesses multiples qui rend inapplicable le taux officiel sur les marchés, à l'exception de l'argent de poche dépensé par les touristes. Depuis plusieurs semaines, la parité de l'argent dans les caisses des entreprises a conduit ces dernières à vendre leurs devises sur des marchés non officiels.

Bien que le FMI ait fermé les yeux, le caractère peu orthodoxe de la parité élastique du yuan est un des obstacles à l'entrée de la Chine au sein du GATT. Les démentis apportés par les autorités aux rumeurs de dévaluation s'expliquent non seulement par la volonté de ne pas provoquer de mouvements incontrôlables sur le marché des changes mais aussi par la dimension politique de cette mesure : les conservateurs, qui tentent d'apporter des solutions de type stalinien aux déboires de l'économie chinoise, ont toujours été partisans d'un yuan fort symbolisant l'Etat centralisé tout-puissant.

Une dévaluation est pour eux un aven de faiblesse.

FRANCIS DERON

Nouveau rapprochement dans le transport aérien

### Swissair et Singapore Airlines s'associent

Les compagnies aériennes Swissair et Singapore Airlines ont signé, le jeudi 14 décembre, à Zurich, un accord de coopération aux termes duquel les deux transporteurs harmoniseront leurs horaires, leurs tarifs et leurs systèmes de réservation pour se faire mutuellement profiter de leur clientèle et de leurs installations aéroportuaires. Elles se donnent un an pour mettre au point un échange de capital qui pourra atteindre 5 %.

De taille moyenne, Swissair (54 avions et 110 destinations) et Singapore Airlines (39 avions et 57 destinations) unissent leurs forces pour faire face au renforcement de la concurrence et détourner au profit de leur pays d'origine la demande croissante de voyage aérien. Toutes deux figurent parmi les compagnies les plus réputées pour la qualité de leur service à bord et pour la bonne santé de leur flotte (6,3 ans d'âge moyen pour les avions de Swissair et 4,5 ans pour ceux de Singapore Airlines).

Par ailleurs, elles ont signé un accord identique avec l'américain Delta Airlines, lui aussi de taille moyenne, de qualité et très rentable. Elles peuvent désormais prétendre à l'honneur de M. Choong Choong Kong, directeur général de Singapore Airlines, qu'elles ont créé « le premier système de transport aérien véritablement mondial, comprenant trois des meilleures compagnies avec un réseau combiné s'étendant sur tous les continents et qui compte 237 destinations dans 64 pays ».

L'alliance antérieure de Swissair avec le scandinave SAS ne rentre pas dans un tel schéma, mais elle complète parfaitement le réseau du transporteur suisse, qui se trouve désormais épaulé au nord, à l'ouest et à l'est de sa base européenne.

FRANÇOISE NIÉTO

CONJONCTURE

Commerce extérieur

### Déficit américain de plus de 10 milliards de dollars en octobre

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis a atteint 10,2 milliards de dollars en octobre contre 8,5 milliards de dollars en septembre.

Malgré ce résultat médiocre, le secrétaire américain au commerce, M. Robert Mosbacher, a déclaré que le déficit reviendrait en 1989 autour de 110 milliards de dollars après 118,5 milliards de dollars en 1988.

Par ailleurs, M. Mosbacher a confirmé le rééquilibrage des échanges commerciaux CEE-USA, échanges qui avaient été déficitaires pour les Etats-Unis de 12,8 milliards de dollars en 1988 et de 24 milliards en 1987.

D'autre part, les prix de gros ont baissé de 0,1 % en novembre après des hausses de 0,4 % en octobre et de 0,9 % en septembre.

EN BREF

□ Travail précaire : M. Rocard tranche en faveur de la négociation. — Le législateur « aura à se prononcer sur les résultats des discussions entre syndicats et organisations patronales sur la précarité de l'emploi et à les traduire dans le droit », a indiqué M. Michel Rocard dans une lettre adressée à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, publiée vendredi 15 décembre. En d'autres termes, le Parlement ne pourra pas légiférer directement, comme le souhaitent certains socialistes, notamment M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Le projet de loi du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, ne verra donc pas en discussion au Parlement tel qu'il a été adopté par le conseil des ministres le 6 décembre.

□ ERREUR. — Dans l'article consacré aux SICAV de capitalisation en actions (le Monde du 16 décembre), la taxe sur les plus-values de cession de titres est de 17 % au-dessus (et non au-dessous) comme nous l'avions écrit d'un plafond de 288 400 francs de cessions par an.



## REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Le mouvement de hausse aura duré quatre semaines avant d'être interrompu lundi. Le revirement à la baisse observé a toutefois été modéré puisque l'indice CAC-40 s'est déprécié au terme de ces cinq séances de 1,5 % pour s'établir à 1949,42 vendredi soir.

Ce tassement, après une progression mensuelle quasi ininterrompue d'environ 10 %, et l'inscription d'un nouveau record vendredi 8 décembre, est dû, certes, aux prises de bénéfices normales après une telle reprise, mais surtout aux turbulences monétaires et à la publication d'une série de statistiques américaines. Dès le premier jour, le ton était donné. L'indice CAC-40 perdait 0,41 % dans un marché calme réagissant peu à la décision de la Banque de France de ne pas relever ses taux d'intérêt lors de son adjudication.

Mardi, les investisseurs ne savaient pas sur quel pied danser et suivaient avec inquiétude les premiers remous monétaires. La journée se terminait sur une note quasi stable (+0,05 %). La flambée du deutschemark, entraînant une chute du dollar et des tensions sur le franc, provoquait un recul des valeurs. Elles se dépréciaient alors de 0,59 %. L'heure était venue de la prudence, car aux rumeurs de réajustement au sein du système monétaire européen s'ajoutait, jeudi, la perspective de la publication vingt-quatre heures plus tard d'une batterie d'indicateurs économiques américains. Dans ce contexte, ni la faible hausse (0,2 %) des prix en France pour novembre ni la décision de la Bundesbank de ne pas modifier sa politique en matière de taux d'intérêt n'indiquaient sur le marché. L'indice CAC-40 perdait 0,19 %, la même tendance était observée le lendemain, et les chiffres tant attendus n'entraînaient aucune réaction.

Les intervenants ne savaient comment réagir à l'accroissement de 20 % du déficit commercial outre-atlantique en octobre (10,28 milliards de dollars), représentant le plus mauvais résultat depuis décembre 1988. Ils étaient également hésitants face à la hausse de 0,1 % de la production industrielle de novembre et à la quasi-stabilité du taux d'utilisation des capacités industrielles (82,7 % contre 82,8 % en octobre). La réaction de leurs homologues à Wall Street était également mitigée en début de séance, la journée de vendredi se terminant sur un recul de 0,27 %. Chacun s'interrogeait alors sur l'attitude de la réserve fédérale américaine (Fed) et sur sa politique d'assouplissement du crédit.

La semaine aura une fois encore été dominée par l'OPA de Paribas sur la Navigation mixte et ses conséquences indirectes. Mardi, s'est confirmé officiellement ce que tout le monde pressentait, à savoir l'échec de la rade lancée par la Compagnie financière de la rue d'Antin sur le conglomerat de M. Marc Fournier.

## Première baisse

Paribas, sans attendre les résultats définitifs du dépeçage, recomposait à l'aveugle 40 % des titres au lieu des 51 % nécessaires pour prendre le contrôle de l'affaire convoitée. Les responsables de la Navigation mixte soulignaient immédiatement, non sans malice, que leur agresseur devait désormais décider s'il acquiesçait ou non les actions amassées à l'offre.

L'arroseur serait-il en train d'être arrosé ? En fin de semaine, la question se posait à nouveau au vu du gonflement subit des transactions sur Paribas. Après 448 000 titres négociés jeudi, 448 000 actions changeaient encore de mains vendredi, représentant pour ces deux jours plus de 1 % du capital. L'action atteignait son plus haut niveau de l'année, à 708 F en séance, et revenait à 699 F vendredi à la clôture après avoir à nouveau franchi la barre des 700 F durant la journée.

Les derniers jours de l'année se sont encore enrichis d'une OPA latente mais amicale : celle de l'américain Emerson Electric sur le fabricant de moteurs électriques Leroy-Somer. L'opération, soumise encore à l'agrément du Trésor, se fera sur la base d'une valeur de 2 125 F par action, correspondant à 28,7 fois les bénéfices 1988, pour un dernier cours de 1972 F, et de 1 505 F par bon de souscription pour un dernier cours de 1 305 F. Le groupe américain consacrera ainsi 2,5 milliards de francs pour réaliser cette acquisition.

## Les vertus pédagogiques du chocolat

À la fin de l'année, la figure la plus saillante de la semaine a été par Axa de Gersony à Thomson-CSF. Cette cession par la firme d'assurances de M. Claude Béhier à une filiale du Crédit lyonnais de sa participation de 76,4 % dans le numéro un européen de l'entreposage et du stockage s'est réalisée à un prix de 865 F par action, ce qui représente plus d'un milliard de francs. Un million de cours à ce niveau a été décidé. Après une reprise hésitante mercredi, l'action est revenue de 662 F à 830 F vendredi, restant toutefois en dessous du niveau retenu pour la transaction.

Une certaine effervescence, inexpliquée, a saisi deux titres cette semaine, les Charpentiers et Michelin. Si le groupe de M. Jérôme Seydoux figure parmi les valeurs appréciées, comme une vingtaine d'autres à Paris dont Accor, Paribas et Ancillière d'entreprises, en revanche,

## Semaine du 11 au 15 décembre

de par ses structures, le numéro un mondial du pneumatique échappe à cette catégorie. La recrudescence des transactions était alors attribuée à la direction de la firme de Clermont-Ferrand, supposée soutenir ainsi son titre dans la perspective d'une augmentation de capital.

À l'inverse, la raison de la glissade subite de Salomon jeudi (-13,11 %) a trouvé en partie une explication rationnelle. Réaménagé à l'Amecy les analystes financiers et la presse, M. Georges Salomon s'apprêtait son auditoire en annonçant une hausse probable des résultats de l'exercice 1989-90 de 7 à 15 % par rapport au précédent. Les coûts de lancement d'un premier modèle de skis, associés à un ralentissement des ventes de l'activité sports d'hiver, justifiaient ce recul prévu des bénéfices. Le titre se repristait vendredi, revenant à 3 825 francs.

Les détenteurs d'Eurotunnel ont encore eu des émotions fortes vendredi, avec une dégringolade de 11,9 % suite aux rumeurs les plus alarmistes concernant les conclusions de l'audit sur le coût des travaux du tunnel sous la Manche. La baisse débuta avant même que ce rapport « confidentiel » ne soit remis aux dirigeants du consortium. La valeur revenait sous la barre des 50 francs, terminant à 48 francs.

Le second marché, après la radio NRJ, a accueilli avec enthousiasme, mardi, les magnifiques nouvelles Dural. Plus de 39 millions de titres ont été demandés pour 350 000 titres mis sur le marché. Dans le même temps, les cotations de la Sodiflor, l'un des leaders français de la monétique, ont été suspendues. Les autorités boursières souhaitent en effet avoir des précisions sur la situation des comptes de la société et sur ses prévisions de résultats pour 1989. Aucune raison, en revanche, n'a été avancée pour justifier l'arrêt des négociations autour de la Financière Robet, un holding industriel dirigé par M. Cyrille de Rove.

D'autres, aucune valeur étrangère traitée à la cote n'a pu être échangée cette semaine sur le marché à règlement mensuel, en raison de l'arrêt de travail observé quotidiennement entre 12 heures et 16 heures par la douzaine de cotations, pour cause de réunions. Ils entendent ainsi protester contre la politique salariale de la Société des Bourses françaises à leur égard. Personne ne savait si un accord pourrait aboutir avant Noël.

Enfin, la trêve des confiseurs a visiblement inspiré le groupe Lafarge Coppée. Pour annoncer la division en quatre de son titre le 4 janvier prochain, le clientier a adressé à de nombreux intermédiaires bancaires et boursiers une plaque de chocolat fractionnable en quatre carreaux. Comme quoi le chocolat a aussi des vertus pédagogiques.

DOMINIQUE GALLOIS

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Incertitude

La tendance a évolué erratiquement à Wall Street, des éléments d'ordre technique et fondamentaux contribuant à la nervosité des milieux boursiers, sur un marché très actif. L'indice Dow Jones a terminé la semaine en hausse de 8,11 points par rapport à la clôture du vendredi 8 décembre. Le ton indicé qui avait caractérisé déjà la semaine précédente s'est maintenu. Les investisseurs attendaient la publication d'importantes statistiques économiques vendredi et redoutaient cette journée dite « des trois sorcières » en raison de l'échéance trimestrielle de trois contrats d'options.

Durant la dernière séance de la semaine, le marché a été nerveux, et l'indice Dow Jones, en retrait de 42 points en début d'après-midi, parvenait à ramener ses pertes à 14,08 points en fin de journée. Les intervenants ont eu du mal à interpréter les différentes statistiques apparemment contradictoires publiées, que ce soit celles de l'aggravation du déficit commercial américain ou de la baisse des prix de gros.

Indice Dow Jones du 15 décembre : 2 739,55 (contre 2 731,44).

	Cours 8 déc.	Cours 15 déc.
Alcoa	75 1/4	74 3/8
ATI	43 3/4	46 3/4
Borg	50	50
Chase Manhattan	35 1/4	35
De Post de New York	120 7/8	124 1/2
Eastman Kodak	42 5/8	48 1/8
Exxon	59	59 1/8
Ford	44 3/4	44 3/4
General Electric	63 1/4	64 1/8
General Motors	44 3/4	42 3/4
Goodyear	42 1/8	42 1/8
IBM	97	94 7/8
ITT	68 3/4	61
Mobil Oil	61	61 3/8
Pfizer	69 1/8	67 1/8
Schlumberger	47 5/8	48 1/2
Texas	55 3/8	56 1/8
Union Carbide	176 1/4	160
USX	23 1/4	23 5/8
Westinghouse	73 1/4	72
Xerox Corp	59 3/4	56 7/8

## LONDRES

## Baisse

Après neuf semaines de gains, les cours des valeurs se sont dépréciés à la suite d'une correction technique après neuf semaines de hausse régulière. L'indice Tootsie a terminé en recul de 18,8 points par rapport au vendredi précédent sur un marché très calme et qui devrait le rester comme traditionnellement avant les fêtes de Noël. L'introduction en Bourse des dix compagnies régionales d'eau récemment privatisées a animé la City mardi et mercredi.

Indice FT du 15 décembre : 100 valeurs, 2 344,7 (contre 2 363,5) ; 30 valeurs, 1 851,7 (contre 1 862,5) ; fonds d'Etat, 83,99 (contre 83,14) et mines d'or, 308,4 (contre 300,5).

	Cours 8 déc.	Cours 15 déc.
Bovater	435	432
BP	333	329
Charter	467	453
Courtauld	385	376
De Beers (*)	16,87	16,75
Glass	788	13,50
GUS	15,13	14,88
ICI	11,30	11,17
Reynolds	47,19	46,37
Shell	478	475
Unilever	705	703
Vickers	205	—

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Consolidation

Après les performances des semaines précédentes, la Bourse de Francfort est entrée dans une phase de consolidation. La plupart des valeurs ont ainsi cédé du terrain, excepté celles du secteur bancaire, qui ont annoncé d'excellents résultats.

Indice du 15 décembre : Commerzbank 2 019,1 (contre 2 045,3) ; DAX : 1 627,43 (contre 1 650,79).

	Cours 8 déc.	Cours 15 déc.
AEG	274,50	—
BASF	281	280,50
Bayer	281,20	284,30
Commerzbank	267	270
Deutschebank	753,50	—
Hoechst	270,50	270,50
Karstadt	646	—
Mannesmann	330,80	318
Siemens	256	—
Volkswagen	519	496

TOKYO

An-dessus des 38 000 yens, l'indice Nikkei a créé tous ses records, dépassant pour la première fois la barre des 38 000 yens vendredi (+1,5 %). L'indice général Topix a augmenté de 2,63 points pour terminer à 2 874,56.

	Cours 8 déc.	Cours 15 déc.
Akai	874	875
Bridgestone	1 960	1 960
Canon	1 820	1 850
Fuji Bank	3 540	3 600
Hosoda Motors	1 830	1 820
Mitsubishi Electric	2 300	2 350
Mitsubishi Heavy	1 190	1 160
Sony Corp.	8 640	8 600
Toyota Motors	2 630	2 610

Banques, assurances

	15-12-89	Diff.
Ball Equipment	364	+ 16
Banque (Cie)	640	+ 30
Catelin	620	+ 1
CCF	227	+ 13,9
CFI	1 287	+ 79
CFI	530	+ 14
Paribas SA	1 340	+ 10,7
Buralan	2 630	+ 65
Hénin (La)	690	+ 10
Local France	520	+ 4
Local France	520	+ 4
Midl	1 345	+ 49
Midland Bank	180	+ 4
OPF	1 645	+ 15
Paribas	687	+ 11
Paris de réce.	467	+ 25
Prétabili	1 170	+ 10
Schneider	945	+ 27
Société générale	330	+ 19
Suez (Cie Fin.)	436	+ 8,10
UCB	240	+ 20

Mines, caoutchouc

	15-12-89	Diff.
Géophysique	914	+ 15
Imetal	330	+ 5
Michelin	170,50	+ 1,20
Métallurgie	266,50	+ 3,70
RTZ	NC	NC
ZCI	NC	NC

Progression de 62,1 % des bénéfices de la FNAC. — Le résultat net de la FNAC a augmenté de 62,1 % au cours de l'exercice 1988-1989, atteignant 81,7 millions de francs, contre 50,4 lors de l'exercice précédent, a indiqué jeudi 14 décembre le PDG, M. Jean-Louis Périat. Il représente 1,5 % du chiffre d'affaires, qui s'élève à 5,62 milliards de francs, en progression de 16,9 %. Selon le PDG, la FNAC gagne un an dans son plan de redressement. Le résultat courant atteint 156,4 millions de francs contre 95,6 précédemment, soit 2,8 % du chiffre d'affaires, malgré une baisse en Belgique. Ces résultats vont permettre en 1990 des investissements de 400 millions de francs, en grande partie autofinancés.

Matériel électrique

services publics

	15-12-89	Diff.
CGE	512	+ 7
EDF	370	+ 1
Générale des Eaux	2 272	+ 10
Interthèque	1 848	+ 2
Legrand	3 685	+ 164
Leroy-Somer	2 116	+ 161
Lyonnaise des Eaux	521	+ 9
Matra	410	+ 10
Merle-Gérin	4912	+ 137
Moncler	1460	+ 3,60
PM Labinal	1 222	+ 57
Radio-Technique	575	+ 54
SEB	1 852	+ 12
Sextant-Avion	400	+ 2
Thomson-CSF	153	+ 4

Alimentation

	15-12-89	Diff.
Béghin-Sey	675	+ 6
Bougrain	3 200	+ 61
BSN	740	+ 25
Carrefour	3 525	+ 115
Castro	213,50	+ 2,30
Euroarabie	4 380	+ 65
Guyenne et Gasc.	1 206	+ 5
Molt-Hennsey	5 150	+ 2
Nestlé	NC	NC
Océid. (Gle)	819	+ 34
Olivé-Cabry	406	+ 5
Peroud-Ricard	1 497	+ 2
Promodis	4 530	+ 118
St-Louis-Bouchon	1 555	+ 20
Source Perrier	1 878	+ 24

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	15-12-89	Diff.
FMB 10,6 % 1976	NC	NC
10,80 % 1977	NC	NC
10 % 1978	NC	NC
9,80 % 1978	NC	NC
9 % 1979	NC	NC
10,80 % 1980	NC	NC
16,20 % 1982	NC	NC
18 % 1982	NC	NC
CNE 3 %	3 770	+ 38
CNEB 5 000 F	NC	NC
CNEB 5 000 F	NC	NC
CNEB 5 000 F	NC	NC
CNEB 5 000 F	NC	NC

Filatures, textiles

magasins

	15-12-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 500	+ 6
BHV	826	+ 3
CFAO	651	+ 3
Danart	4 110	+ 295
DMC	390	+ 13
Galerie Lafayette	2 820	+ 10
La Redoute	3 550	+ 30
Nouvelles Galeries	801	+ 43
Printemps	716	+ 19
SCDA	51,50	+ 1,55

Valeurs diverses

	15-12-89	Diff.
Accor	905	+ 3
Air liquide	673	+ 6
Argemont	3 080	+ 30
Bic	770	+ 44
Bis	642	+ 21
CGIP	1 577	+ 4
Club Méditerranée	645	+ 23
Esso	3 051	+ 28
Euro-Diary	90,40	+ 1,35
Eurotel	1 082	+ 59
Groupe Citi	735	+ 10
Hachette	296	+ 4
HAVAS	1 371	+ 76
L'Oréal	4 785	+ 43
Navigation Miro	1 906	+ 6
Nord-Est	200	+ 3
Saint-Gobain	630	+ 14
Sasofi	1 065	+ 10
Skis Rossignol	1 054	+ 31

Bâtiment, travaux publics

	15-12-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1 073	+ 102
Bouygues	681	+ 10
Caisse Française	1 620	+ 73
Dunelm	944	+ 3
GTM	1 152	+ 15
J. Lafont	1 275	+ 18
Laforge	1 518	+ 15
Maisons Périel	79,80	+ 3,60
Poliet et Chausson	632	+ 2
SCHLEG	1 105	+ 45
SGE-SB	245,50	+ 2

Produits chimiques

	15-12-89	Diff.
Int. Mérieux	6 110	+ 160
Labo. Bell.	2 550	+ 30
Roussel Ucl.	2 130	+ 65

Pétroles

	15-12-89	Diff.
BP - France	152	+ 1
Elf-Aquitaine	510	+ 5
Esso	630	+ 6
Exxon (I)	NC	NC
Pétrofin	NC	NC
Primagaz	921	+ 5
Raffinings	175	+ 9
Royal Dutch	NC	NC
Soprop	460	+ 4
Total	556	+ 9

(1) Coupon de 3,10 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 déc. 1989  
Nombre de contrats : 76 500.

	15-12-89	Diff.
Prémier	—	—
+ last	105,66	105,78
+ last	105,48	105,54
Dernier	105,56	105,64
Compensation	105,54	105,64

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	11 déc.	12 déc.	13 déc.	14 déc.	15 déc.
RM	3 803 226	4 776 156	3 922 359	3 036 127	—
Comptant	9 757 007	8 687 453	10 046 971	11 540 837	—
R. et obl.	370 051	344 682	296 370	589 599	—
Total	13 930 284	13 808 291	14 265 700	15 166 563	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	130,8	131,1	130,4	130	—
Francaises	130,8	131,1	130,4	130	—
Etrangères	—	—	—	—	—

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Activité record en yens

Les grands débiteurs ont été nombreux ces derniers jours à tirer parti de l'abaissement des émissions euro-obligataires. C'est ainsi que l'animation actuelle du marché international des capitaux. On le voit aisément pour ce qui est des emprunts en yens, car les banques et les maisons de titres japonaises qui dominent ce compartiment ne se soucient guère de dissimuler leur rivalité.

Vingt-cinq émissions internationales libellées dans la monnaie japonaise ont été rendues publiques durant la semaine du 11 au 15 décembre, pour un total d'environ 178 milliards de yens. C'est vraisemblablement un record hebdomadaire. On soupçonne fortement que la concurrence entre banques ait provoqué un surcroît d'activité dans d'autres devises que le yen. On ne saurait toutefois l'affirmer.

En eurosfrancs français, deux opérations ont vu le jour la semaine passée. Leur lancement a modifié, puis rétabli le classement des banques les plus actives en tant que chef de file. Emis lundi pour le compte d'Interfinance

Credit national, un emprunt de 600 millions, réajustement porté à 800 millions de francs, a permis au Crédit lyonnais de dépasser le Crédit commercial de France, lequel n'a pas tardé à retrouver sa première place. Dès mercredi, la banque des Champs-Élysées dirigeait une euro-emission de 700 millions de francs pour Barclays Bank, une des rares banques internationales dont la dette est partie des prestigieux trois A, la plus haute notation des agences spécialisées américaines.

Les deux emprunts ont le même profil. Leur durée n'est que d'un an. Emis à 100,80 %, les titres sont munis de coupons d'intérêt de 10,25 %, ce qui correspond, au pied des commissions, à un rendement de 10,33 %. Après swap, le débiteur français disposera de ressources en dollars qu'il aura à rembourser à un taux variable, à quelque 23 centimes au-dessous du Libor. La banque anglaise disposera du produit de son emprunt en francs français, mais sous une forme différente, car l'intérêt à servir sera fonction d'une référence monétaire variable, le TAM, dont sera déduite une marge importante.

Comme ces emprunts en francs ont été plutôt bien accueillis par les investisseurs, il faut se garder d'y voir uniquement une manifesta-

tion de l'émulation entre chefs de file. La même réserve s'impose pour la grande transaction de la semaine qui, pourtant, n'a guère échappé à la suspicion générale. Il s'agit d'un euro-emprunt de 400 millions de dollars de dix ans de durée émis par la République d'Autriche. Les titres rapportent 8,58 % sur la base du prix de 99,50 % auxquels ils étaient officiellement offerts, le taux d'intérêt facial se montant à 8,50 %. Et par sa taille, et par le crédit de

son débiteur, cet emprunt est destiné à faire date et à servir de référence. Ses conditions apparaissent tout à fait conformes au marché.

Mais si certains n'hésitent pas à parler de subvention à son sujet, c'est en raison du swap sous-jacent qui procure un Trésor viennois des fonds en yens à taux fixe à un coût défiant toute concurrence. Le mandat a été confié à l'eurobanque londonienne de Daiwa, la maison de titres japonaise.

#### Arrivée de l'euro emprunt

Il convient également de signaler, parmi les événements de la semaine passée, l'ouverture d'un nouveau compartiment du marché international, celui de l'euro-livre irlandaise. La première émission en « euro-yens » a été lancée mardi 12 décembre pour le compte de Kredietbank International Finance, un établissement financier de la grande banque belge, qui apporte d'ailleurs sa garantie à l'opération. D'une durée de trois ans, l'emprunt se monte à 50 millions de livres.

Les titres rapporteront 10,45 % aux souscripteurs qui les auront acquis au prix d'émission, le taux d'intérêt facial étant de 11 %. La transaction a été bien accueillie. Son placement s'est effectué à raison de trois quarts en Belgique et au Luxembourg, ce qui s'explique aisément par la popularité dont y jouit l'emprunteur. Mais la demande a rapidement débordé sur les pays voisins, aux Pays-Bas et en RFA.

Si ce petit emprunt retient l'attention, ce n'est pas seulement du fait de sa nouveauté. C'est également et surtout parce qu'il représente une confirmation de plus de la libéralisation des marchés financiers en Europe. Les autorités de Dublin ne permettent pas auparavant à des entreprises étrangères de lever des fonds dans leur monnaie. Elles réservent l'accès à leur marché des capitaux aux débiteurs de leur propre pays ainsi qu'à de rares organisations supranationales.

Dans environ deux semaines, la présidence du Conseil des Communautés européennes reviendra pour un semestre à l'Irlande. Ce n'est certes pas un hasard si ce pays accepte maintenant que se développe un marché euro-obligataire. D'autres formes de déréglementation auraient pu être retenues, comme celle d'un compartiment spécial, réservé aux

emprunteurs étrangers, mais faisant partie du marché obligataire national.

De telles solutions ont été adoptées dans des pays comme la Suisse ou l'Autriche, qui ne font pas partie de l'Europe des Douze. On peut donc voir dans la décision de Dublin une marque de soutien à l'euro-marché dans son ensemble et une reconnaissance de son rôle et des privilèges qui lui reviennent, notamment dans le domaine de la fiscalité. L'euro-marché, par définition, échappe au contrôle des autorités nationales.

Quant aux chances de l'euro-livre irlandaise de prendre une place significative sur l'euro-marché, elles apparaissent pour l'instant plutôt minces. Les possibilités d'arbitrage y sont des plus réduites et s'autorisent dans la conclusion de swaps intéressants.

La Banque mondiale qui pratique avec virtuosité tous les marchés des capitaux, n'y a, par exemple, pas trouvé de source de financement à son gré. On s'attendait à la voir inaugurer ce nouveau marché. On parlait déjà d'un euro-emprunt de 100 millions de livres. Mais la devise irlandaise n'aurait représenté qu'une étape. Cet organisme supranational souhaitait en fait des fonds en une autre monnaie, en dollars des États-Unis vraisemblablement, lui pensait obtenir par le biais d'un contrat d'échange. Il a dû se résigner à remettre son projet à plus tard, dans l'espoir que la situation se retournera en sa faveur.

La question ne se posait pas pour la Kredietbank, qui ne demandait qu'à se procurer des ressources en « yens ». Elle les destine à un établissement irlandais, l'Irish Intercontinental Bank, qui fait partie de son réseau international.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### Un mark triomphant

Au cours d'une semaine qui aurait dû, normalement, être calme à l'approche des fêtes, et surtout de la clôture des bilans, opération peu favorable aux initiatives, les marchés se sont animés très brutalement, mardi et mercredi, avec l'accélération de la hausse du mark aux dépens du dollar et, aussi, du yen japonais. Après un vif décrochement initial et un redressement partiel, ces deux dernières devises avaient, en fin de semaine, fléchi de 3 % par rapport à la monnaie allemande.

Tout commença mardi matin en Europe, le dollar tombant à Paris au-dessous de 6 F pour la première fois depuis un an. Mardi soir, à New-York, la glissade du billet vert s'accroissait, son cours tombant à 1,73 DM contre 1,76 DM et à 5,92 F. Mais c'est d'Asie que devait venir le coup de grâce, dans la nuit de mardi à mercredi, heure européenne. Une véritable avalanche d'ordres de vente de yens, passés par des opérateurs inquiets et soucieux de se reporter sur des placements en marks, faisant, par sympathie, plonger le dollar jusqu'à 1,70 DM et à 5,81 F, plus bas cours depuis juin 1988. Un redressement partiel le hissait à 1,7360 DM et 5,93 F jeudi.

#### Nouvelle dévaluation du yen en Europe

Vendredi, l'annonce d'une augmentation de 20 % du déficit commercial des États-Unis pour le mois d'octobre, à 10,2 milliards de dollars, contre 8,5 milliards en septembre, lui porta un nouveau coup, faisant redescendre le billet vert à 1,7230 DM et 5,89 F.

Sans doute les marchés des changes sont-ils étreints en cette fin d'année, mais cette mini-tempête monétaire révèle le changement de mentalité des milieux financiers internationaux, qui quittent le dollar et même le yen pour se ruier sur un deutschemark triomphant. Cette nouvelle ascension de la devise allemande a fait deux autres victimes : le franc suisse et le livre. A Zurich, le cours du mark a dépassé 90 centimes, pour la première fois depuis juillet 1981. La Banque nationale suisse a porté de 1 point à 2 points l'écart entre le taux Lombard et celui du marché, ce qui équivaut à relever l'ensemble des taux à court terme. Le franc suisse se redressait alors un peu,

mais, à Paris, il est tombé un moment à 5,78 F.

Quant à la livre sterling, au plus fort de la tempête, mercredi, elle a glissé jusqu'à 2,74 DM et 9,40 F avant, elle aussi, de se redresser un peu, mais les dégâts ont été évités.

Comme le yen reste, pratiquement accroché au dollar, il accompagne ce dernier dans sa baisse vis-à-vis des monnaies européennes. La devise japonaise s'étant, ensuite, en outre dépréciée par rapport au dollar en 1989, il en ressort que sa dévaluation de fait, par rapport à ces monnaies européennes, frôle les 20 % depuis le début de 1989. Ainsi à Paris, 100 yens valaient 4,90 F en janvier dernier, et un peu plus de 4,09 F, à la veille du week-end, contre 4,20 F huit jours auparavant, plus de 2 % en une semaine. A Tokyo, un mark valait le 14 décembre 83,5 yens contre 70 yens il y a un an, soit 4 % de moins. Les industriels européens estiment que cette baisse du yen équivaut à une « dévaluation compétitive » de nature à favoriser indéniablement les exportations japonaises.

En Allemagne, les protestations commencent à s'élever contre l'« habileté japonaise », les exportations de capitaux à partir de Tokyo déprimant le yen, dont le glissement par rapport au dollar reste, toutefois, limité pour ne pas irriter les Américains. Vis-à-vis de l'Europe, l'empire du Soleil-Levant ne semble pas avoir les mêmes scrupules. Il se pourrait bien que l'an prochain, si la baisse du dollar et du yen se poursuit, le problème des parités entre les devises du Japon et de la CEE fasse l'objet d'aigres discussions.

Dans cette mini-tempête monétaire, le franc s'est beaucoup mieux comporté que ne pouvait le faire craindre le regain de vigueur du mark. Le cours de la devise allemande, après s'être manifesté un peu au-dessous de 3,42 F, a fini par atteindre et légèrement dépasser ce chiffre à la veille du week-end, battant un nouveau record historique. Cette performance n'a pas ému outre mesure la Banque de France, qui défend activement la barre des 3,42 F, à un centime du cours-plafond, de mark, soit 31 430 francs.

Cette semaine, elle n'a consacré à cette défense qu'un demi-

milliard de marks, l'équivalent de 1,7 milliard de francs, ce qui est peu. Toutefois, la progression du mark ne le met pas très à son aise. Dans les services de la Banque de France, certains auraient préféré que la levée totale du contrôle des changes, au bénéfice des particuliers, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1990, en avance de six mois sur l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet, fût décalée plus tard. Ils redoutent toujours un orage sur les marchés des changes vers le printemps qui obligerait la Banque à défendre le franc, soit en vendant du mark, soit en relevant à nouveau ses taux directeurs.

#### Au plus haut à Paris

A ce sujet, M. Pierre Bérégovoy a déclaré qu'« il assumait pleinement la responsabilité et le risque d'une telle levée », après avoir, une fois de plus, réaffirmé son refus de toute dévaluation par rapport au mark. A l'étranger, tout en donnant acte au ministre de sa détermination, on commence à trouver qu'il la proclame un peu trop souvent : dévaluation est un mot qu'il faut employer avec précaution, même pour en rejeter la notion...

A propos de cette libéralisation des mouvements des capitaux, décidée par la France, et qui reste soumise à déclaration par les banques et contrôle des transferts par le fisc, le président du Parti libéral allemand, le comte Otto Lambsdorff, a déclaré : « Que signifie la liberté des mouvements des capitaux quand, absolument, tout doit être déclaré et contrôlé ? ». Pour lui, le secret bancaire, « principe de base d'un marché de capitaux totalement libre, ne doit pas être vidé de son sens par une généralisation, dans l'ensemble des pays européens, des obligations déclaratives et des contrôles imposés aux Français ». Histoire de rappeler que, en Allemagne, les banques ne communiquent pas au fisc les revenus financiers de leurs clients et qu'elles ne sont pas près de le faire.

FRANÇOIS RENARD

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	S.L.L.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Mark	Lire
New-York	1,6950	-	16,9736	44,5161	20,8383	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Paris	1,6940	-	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Paris	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Zurich	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Frankfurt	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Bruxelles	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Amsterdam	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750
Tokyo	1,6940	1,6925	16,9653	44,5054	20,8284	2,7586	51,3675	8,0775	1,6750

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 décembre, 4,0949 F contre 4,2018 F le vendredi 12 décembre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Un vent plus tiède

Par sympathie avec la météorologie, les marchés financiers européens se sont un peu réchauffés cette semaine, sous l'influence d'un vent plus tiède, soufflant, à l'approche du week-end, en provenance d'Allemagne et des États-Unis. Outre-Rhin, on a été sensible aux propos de M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui s'est félicité de la hausse du mark et a exprimé sa « très grande satisfaction » en ce qui concerne les résultats de l'économie allemande, le taux d'inflation ne devant pas dépasser 3 %. Il a annoncé que l'objectif de croissance de la masse monétaire M 3 resterait pratiquement inchangé à 4 %-6 %, contre environ 5 % en 1989, à condition, dit-il, que le taux d'inflation n'excède pas 2 % en 1990.

M. Poehl, toutefois, a, de nouveau, mis en garde les syndicats contre des exigences qu'il juge inflationnistes, 12 % l'augmentation globale, en y comprenant la semaine de trente-cinq heures.

Mais, tout de même, les milieux financiers de Francfort se sont montrés un peu moins inquiets sur une nouvelle ascension des taux, et

les rendements des emprunts d'État se sont à nouveau tassés, celui du BUND 10 ans revenant de 7,20 % à 7,14 %. Aux États-Unis, le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans est revenu de 7,89 % à 7,84 %, les opérateurs estimant que le ralentissement de l'économie est désormais réel et de nature à permettre un assouplissement supplémentaire de la politique de la Devise fédérale.

#### Un marché obligataire mieux orienté

En conséquence, les cours du MATIF, nettement déprimés au début de semaine et revenant endessous de 105, se redressaient vivement en fin de semaine, terminant à 105,70. Sur le long terme, le rendement de l'OTAT, 8 1/8 % 1999, emprunt phare du monde, revenait de 9,09 % à 9 %.

L'amélioration observée sur toutes les places s'est étendue au marché primaire des obligations, celui des émissions. Au départ, une certaine morosité continuait de régner sur le marché, en liaison avec la tension des taux en France

et en Allemagne. Ainsi, l'emprunt du Crédit foncier, de 2,4 milliards de francs, dont 1,4 milliard de francs à taux fixe, 9,28 % et pour la deuxième tranche 9,39 %, se plaçait avec très peu d'enthousiasme sous la conduite de la BNP, les courtiers ne voulant même pas le coter (il est vrai que les quantités mises à leur disposition étant réduites). De même, l'adjudication du Crédit local de France, un peu plus de 1 milliard de francs, n'obtenait pas beaucoup de succès, l'établissement devant accorder un rendement de 9,59 % nettement plus élevé que celui du Crédit foncier.

Joué et, surtout, vendredi, la situation se débloquait nettement : ce qui restait du Crédit foncier s'élevait bien et les courtiers recevaient beaucoup de demandes d'acheteurs pour le papier du Crédit local. Mais personne n'est tout à fait rassuré, notamment en ce qui concerne les turbulences sur les marchés des changes, susceptibles d'affecter le niveau des taux d'intérêt.

F. R.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### L'horizon s'éclaircit pour l'aluminium

Métal bœni de la fée électricité, l'aluminium connaît une fin d'année difficile. Depuis la mi-octobre, les cours ont reculé de 12 %. Cette semaine, sur le London Metal Exchange (LME), le prix du métal au comptant a même touché 1 595 dollars la tonne, un niveau de dépression jamais vu depuis septembre 1987, après l'annonce d'une hausse de 10 425 tonnes des stocks détenus sur le marché londonien, qui atteignent aujourd'hui 33 350 tonnes. Les cours du comptant ont finalement terminé à 1 630 dollars la tonne, perdant ainsi 24 dollars sur la semaine.

Si, ces derniers mois, les opérateurs étaient plutôt vendeurs, certains éléments laissent cependant à penser qu'un prochain rebond de l'aluminium est fort probable. Certains rachats de couverture vendredi soir en étaient peut-être le signe annonciateur. A très court

terme, la grève des dockers au Venezuela a d'ores et déjà alerté les professionnels. Ces derniers commencent également à s'inquiéter des basses eaux dans les régions ouest des États-Unis.

Les installations hydro-électriques de la Bonneville Power Administration, qui approvisionnent dix unités d'électrolyse de la côte ouest et représentant quelque 40 % de la production américaine, pourraient bientôt procéder à des coupures. Le niveau des pluies dans cette région est inférieur à la moyenne depuis trois ans et les météorologues ne tablent pas sur d'importantes précipitations avant au moins un trimestre.

A plus long terme, la flambée des cours de l'alumine, matière première de l'aluminium obtenue par un raffinage de la bauxite, ne manquera pas de se répercuter sur le prix du métal. Selon le courtier anglo-saxon James Capel, la croissance de la production d'aluminium ces deux dernières années a provoqué un phénomène de raréfaction de l'alumine. Dès lors, les prévisions font état d'une hausse de 45 % des prix de cette matière première l'année prochaine. Ils passeraient ainsi de 275 dollars la tonne en moyenne cette année à 400 dollars en 1990.

Si cette estimation est exacte, la marge bénéficiaire des producteurs d'aluminium primaire risque de fondre. James Capel prévoit d'ailleurs la fermeture de quelques unités de production et, partant, une reprise des cours. Le groupe de consultants Anthony Bird Associates estime, pour sa part, que le boom de l'alumine a entraîné une augmentation de 15 % des coûts de production de l'aluminium au cours des douze derniers mois, alors que dans le même temps le métal a perdu plus de 30 % de sa valeur.

Dans ce contexte, les producteurs d'aluminium cherchent aujourd'hui à développer le traitement de la bauxite. En Jamaïque, le site d'Alport (1,2 million de tonnes d'alumine par an) a été récemment réouvert. Alcoa Australie prévoit de faire passer sa production d'alumine de 5,5 millions de tonnes à 6,1 millions d'ici à 1992. Ce développement apparaît d'autant plus indispensable que la production mondiale d'aluminium ne cesse d'augmenter.

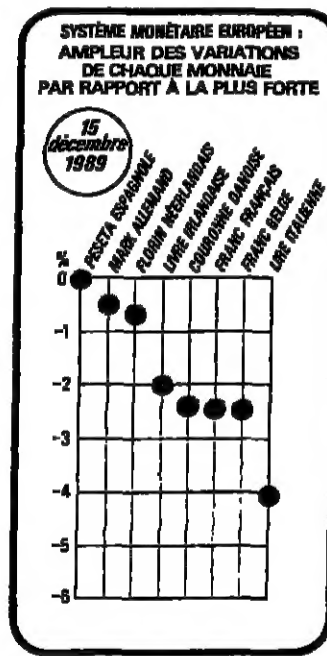
L'ouverture du rideau de fer devrait aussi soutenir la demande d'alumine. Soviètement, le producteur soviétique d'aluminium, vient de signer un accord de joint-venture avec des sociétés britanniques et américaines pour la construction d'une unité d'électrolyse de 130 000 tonnes de capacité annuelle et la modernisation d'une usine d'Irkoutsk qui produit déjà 250 000 tonnes par an. Même les Japonais, qui avaient quasiment abandonné l'aluminium primaire, se remettent à en produire. La production nipponne, qui représentait 2,05 millions de tonnes en 1988, atteindra 2,07 millions de tonnes cette année.

ROBERT RÉGIER

► Le cacao au plus bas depuis quatorze ans. — Les ventes massives de la Côte d'Ivoire font de nouveau plonger le cacao, dont les cours sont au plus bas depuis septembre 1975. Le premier producteur mondial vient notamment de vendre 30 000 à 50 000 tonnes de fèves à la maison de négoce française Soenen et Dandré. Par ailleurs l'accord international sur le cacao, dont le mécanisme de stock régulateur est paré, va sans doute être prolongé mais sans dispositions économiques. En clair, sans moyen d'agir sur les prix.

PRODUITS	COURS DU 15-12
Café (Arabica) (Londres) Trois mois	1 595 (- 24) Dollars/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 623 (- 35) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 325 (+ 125) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	2 195 (+ 90) Francs/tonne
Café (Londres) Janvier	663 (- 1) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	903 (- 43) Dollars/tonne
Bé (Chicago) Mars	411,75 (+ 1,75) Cents/boisseau
Malt (Chicago) Mars	248,7 (+ 4,5) Cents/boisseau
Seigle (Chicago) Décembre	184,10 (+ 4,4) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.





M 6 demeure interdite de films à 20 h 30 jusqu'au 31 décembre

## TF 1 mène l'enquête...

Le Conseil d'Etat a refusé, vendredi 15 décembre, de suspendre l'interdiction faite à M 6 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de diffuser des films entre 20 h 30 et 22 h 30 jusqu'au 31 décembre (le Monde daté 3-4 décembre). Une bataille perdue de justesse par la sixième chaîne, le commissaire du

gouvernement ayant clairement souligné l'imprécision des définitions utilisées par le CSA pour le classement des œuvres entre films et téléfilms. Une bataille, donc, appelée à rebondir — au fond cette fois — et qui se déroule dans une ambiance de guerre acharnée entre chaînes privées.

TF 1. Il est difficile de croire à un éventuel désir de la chaîne française de vérifier l'état de ses stocks : M 6 dément l'existence d'un tel projet. M 6 dément l'existence d'un tel projet. M 6 dément l'existence d'un tel projet.

Par la voix de son directeur général, M. Dominique Wallon, le CNC, qui joue le rôle de « service technique » du CSA sur ces dossiers, se défend d'utiliser des renseignements rassemblés par la Une. Interrogé, le service de presse de cette dernière dit ne pas connaître l'existence d'un bureau new-yorkais et les responsables de la chaîne contactés sont — malencontreusement — tous absents. Enfin, le CSA s'abrite derrière les textes réglementaires et les données chiffrées du CNC pour minimiser son rôle et ses responsabilités, en oubliant que les premières accusations de TF 1 ont joué un rôle certain dans l'interdiction faite à la Ciné, fin novembre, de diffuser des films (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre).

L'ambiguïté demeure donc, qu'il faudra bien lever. Deux grandes institutions peuvent-elles dépendre du travail d'un... privé ?

## Bénévolat...

C'est alors qu'entre en scène un partenaire inattendu : TF 1 ! Ce n'est pas TF 1-SA-French Television, sise au numéro 200 Ouest de la 57<sup>e</sup> Rue à New-York. Le 14 novembre, son responsable, M. Mamadou Niang, s'acquiesce auprès d'Independent Network Inc. de la nature de... The Power ! Dans sa lettre, M. Niang précise être à la recherche d'informations sur cette œuvre, « afin d'obtenir du CSA un feu vert pour sa diffusion en France. Nous reconnaissons, ajoute-t-il, la bizarrerie de cette requête dont seuls les Français sont capables, mais nous sommes obligés de veiller au respect de la loi ». Une réponse par télécopie serait appréciée, car il précise : « C'est chose faite le jour même, Independent Network expliquant que « la version de The Power en votre possession est naturellement une version courte produite (...) pour la distribution télévisuelle ». Réponse réitérée — plus sèchement — quinze jours plus tard, par une nouvelle télécopie précisant que « The Power est une version télévisuelle n'ayant jamais eu d'exploitation en salles ». L'insistance et la bizarrerie de la demande indisposent-elles l'Independent Network ?

4D Interroge alors son vendeur américain, Independent Network Inc., qui lui répond par retour de

courrier, le 4 novembre, que le titre incriminé fait partie d'un lot d'œuvres « jamais diffusées en salles ». Qui croire ? Le magazine Variety ou le producteur-distributeur américain ? Si l'affaire s'était arrêtée là et achevée dans un imbroglio entre le CSA, M 6, 4D et Independent Network Inc., elle n'aurait été que... banale et exemplaire des situations dans lesquelles se débattent tous les jours l'audiovisuel hexagonal.

Etrange démarche, en effet, que celle du bureau new-yorkais de

BRÉSIL : le second tour de l'élection présidentielle

## Ultimes coups bas d'une campagne acharnée

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Triste fin de campagne électorale. Les attaques personnelles, les coups bas ont remplacé le débat politique à la veille du second tour de l'élection présidentielle. Le candidat appuyé par l'établissement, Fernando Collor, a perdu toute mesure quand il s'est vu rattrapé dans les sondages par Luiz Inácio da Silva, alias Lula, le candidat du Parti des travailleurs (PT). Après avoir entrepris d'effrayer l'électorat en assurant le PT au communisme et au terrorisme, il a montré qu'il était prêt à tout pour arriver au pouvoir.

Mardi dernier, il a présenté dans son programme quotidien de propagande télévisée une infirmière nommée Miriam Cordeiro, avec qui Lula a eu une fille, aujourd'hui âgée de quinze ans. Cette femme, qui habite São-Bernardo-do-Campo, dans la banlieue de São-Paulo, où Lula a fait ses premiers pas de leader syndical, s'est présentée à une interview dont les réponses paraissent parfaitement préparées. D'un ton haineux, elle a affirmé que son ancien compagnon, à l'époque où elle était enceinte, lui avait offert de l'argent pour avorter et que par la suite, il avait pratiquement abandonné son enfant. Sur le même ton, elle s'est écriée : « Je suis prête à tout pour défendre Lula » et qui sont si hostiles à l'avortement, avait choisi le bon candidat. Elle a même fait une « révélation » aux téléspectateurs : Lula est raciste, «-elle dit, -il ne supporte pas les Noirs».

## Tache rouge sur le drap

Cette mise en scène a choqué, surtout lorsqu'on se souvient qu'elle avait été préparée. L'interview a été menée par le comité pro-Collor de São-Paulo, qui dirige le frère aîné du candidat. Une journaliste de ce comité a révélé que l'infirmière avait reçu 200 000 cruzeiros (70 000 francs) pour faire ses déclarations. Evidemment, elle a abandonné le comité et son patron, et demandé protection à la police après avoir reçu des menaces de mort. Collor a utilisé les accusations de Miriam Cordeiro trois jours de suite, jusqu'à ce que le tribunal supérieur électoral accorde à Lula un droit de réponse dans le programme télévisé de son accusateur. Lula était déjà apparu sur le petit écran aux côtés de sa fille, en disant que celle-ci était « le fruit d'un acte d'amour et non de haine », ce qui prouve qu'il ne parle décidément pas le même langage que son adversaire.

Agressif, haineux, dictatorial, tel est le visage que Collor a montré dans les derniers jours de la campagne. Renonçant aux poses d'homme d'Etat réformiste, soucieux d'union nationale, il a déterré des épouvantails qui, depuis le régime militaire, n'avaient plus beaucoup servi. La gauche, «-il dit en substance, c'est l'expropriation des terres agricoles, la confiscation des appartements de la classe moyenne, l'atteinte à l'épargne privée, le vandalisme, le chaos, - une tache rouge sur notre drap ».

Autant de propos qui ne manquent pas d'inquiéter. Si Collor est élu, écritent certains commentateurs, on sait déjà ce dont il est capable. Les ambiguïtés qui subsistent à son propos sont levées. Elle

tenaient à la contradiction entre ses appuis (pour la plupart situés à droite) et son programme, son équipe, d'inspiration social-démocrate.

Certes, le PT n'a pas été tendre avec lui. Contre le candidat « des riches », il a déployé la grosse artillerie. Le niveau du dernier débat télévisé, qui a eu lieu jeudi 14 décembre, s'en est senti. Les deux candidats ont passé plus de temps à se planter des banderilles qu'à expliquer leurs projets. Le perdant, dans l'affaire, a été Lula, dont on attendait davantage après qu'il est promis d'« éléver le débat ». Autant dire que, malgré sa réputation spectaculaire

des derniers jours, l'incertitude demeure sur l'issue du scrutin. A la faveur des ralliements de Leonel Brizola et de Mario Covas, les deux autres candidats de gauche arrivés en bonne position au premier tour, le PT commençait à chanter victoire. Il a pour lui le nombre et l'activisme de ses militants, qui vont travailler jusqu'à l'heure du vote, et l'appui de nombreux prêtres et évêques. Contre lui jouent les vieilles peurs, dont Collor a usé jusqu'à l'épuisement, et les réticences de ceux qui jugent ses propositions insuffisantes pour l'initiative privée, donc « à contresens de l'Histoire ».

CHARLES VANHECKE

## « Mobiliser la population contre la dette extérieure »

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

L'un des sujets sur lesquels Lula est le plus attaqué, c'est celui de la dette extérieure. Son parti la considère « insupportable et illégitime » et promet, en conséquence, de ne pas la payer. Il déclare aussi que, une fois au pouvoir, il rompra avec le FMI et organisera un référendum pour « mobiliser la population contre lui, ainsi que contre l'impérialisme et la dette extérieure ». Autant de propositions qui prouvent, aux yeux de beaucoup, l'arbitraire gauchiste du Parti des travailleurs (PT).

« Vous voulez vous couper de la communauté internationale ? » demande-t-on aux économistes du parti. Réponse de l'un d'entre eux, Aluisio Mercadante : « Un conflit avec les créanciers nous coûtera cher, mais moins que si nous continuons à payer. » Autre question : « Vous voulez faire ce qu'aucun pays n'a encore entrepris ? » Réponse de Lula : « Il faut bien que quelqu'un commence la bagarre ».

En réalité, le Brésil se trouve déjà en moratoire, puisqu'il a suspendu en septembre dernier ses paiements aux banques étrangères. Mais il s'agit d'un de ces moratoires auxquels Lula ne reconnaît aucune vertu, car ils « ne résultent pas d'une décision politique », ils sont imposés par les faits. Le chef du PT pense, en effet, qu'il faut « politiser » le sujet : discuter, non avec les banquiers, « qui sont insensibles », mais avec les partis, les syndicats des pays intéressés, et certains de leurs gouvernements, pour leur faire comprendre que le paiement de la dette a abouti, en dix ans, à un véritable désastre social et économique. « Suspendre les paiements, ce n'est pas suspendre les conversations », ajoute Lula.

Autre thème relevant de la thérapie politique, selon lui : la lutte contre l'inflation. Comme tous les hommes de gauche, Lula croit à l'efficacité

du contrôle des prix s'il résulte d'un « accord entre les partenaires sociaux » et non d'une politique de choc, comme celle que le gouvernement Sarney a tentée à trois reprises sans succès. Il ne parle pas de « pacte social », expression qui sonne mal au Brésil, car elle implique des sacrifices pour les salariés, mais c'est tout comme. Négocier est le maître mot de Lula. Il l'utilise à propos d'un autre point — moins délicat — de son programme : la place des militaires dans le pays. Ceux-ci continuent d'occuper plusieurs ministères, ils dirigent les services secrets et, en vertu de la nouvelle Constitution, ils défendent « la loi et l'ordre », ce qui leur donne le droit d'intervenir dans les affaires internes. A plusieurs reprises, ils ont brisé des grèves sous le gouvernement Sarney. Le programme du PT prévoit de réformer la Constitution pour remettre l'armée à sa place — la défense des frontières, — mais rien ne sera fait, précise Lula, sans une ample discussion, avec les militaires eux-mêmes et l'ensemble du pays.

## Une volonté politique

Autre chapitre litigieux, celui de la réforme agraire. Le programme du Front Brésil populaire souhaite faire une « ample réforme, en dépit des restrictions constitutionnelles ». Il propose même de changer la Constitution, qui interdit d'exproprier les terres productives. Son objectif, c'est d'en finir avec les latifundios, productifs ou improductifs, car ils sont source de violences et d'injustice sociales.

Lula ne va pas aussi loin dans ses propos publics : « Des notre arrivée au pouvoir, dit-il, nous ferons un recensement des terres improductives. Il y en a suffisamment pour donner une propriété aux paysans qui n'en ont pas. » Et d'ajouter : « Ce qui a manqué jusqu'à présent, ce ne sont pas les terres à distribuer, mais la volonté politique de le faire. »

C. V.

## Un avion chinois détourné vers le Japon

Un Boeing-747 de la compagnie chinoise CAAC a été détourné samedi 16 décembre par des pirates de l'air alors qu'il effectuait une liaison entre Pékin et New York, via Shanghai, avec deux cent vingt-trois personnes à son bord, a indiqué le ministère japonais des transports. L'appareil s'est posé sur l'aéroport de Fukuoka, au sud du Japon, après s'être vu refuser le droit d'atterrir en Corée du Sud, qui avait pourtant, en 1983, accueilli six pirates de l'air chinois avant de les envoyer à Taïwan. Tokyo aurait pris cette décision après que le pilote de l'avion ait indiqué qu'il était à court de carburant. Des appareils de chasse nippons avaient intercepté l'appareil et l'ont suivi jusqu'à son atterrissage.

Les pirates de l'air — un couple accompagné d'un enfant — ont été arrêtés par la police japonaise peu

après l'arrivée de l'appareil. L'un d'eux a été capturé après qu'il se fut blessé en tombant de l'appareil, et les autres ont été maîtrisés par l'équipe du 747. On ignore encore samedi les raisons de ce détournement. L'ambassade de Chine à Tokyo a demandé que les pirates de l'air « soient remis à la Chine ». Cet incident est intervenu le jour même où les dissidents chinois de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) ouvraient une nouvelle antenne à Tokyo. Fondée à Paris en septembre, la FDC dispose déjà de bureaux en France, en RFA et aux Etats-Unis. L'antenne a été ouverte en présence de l'ancien dirigeant émérite Walter Kalbi et du secrétaire général de la FDC, M. Wan Ruman. Pékin a officiellement regretté la décision du Japon d'accorder un visa d'entrée à ces dissidents. — (AP, AFP, Reuters, UPI.)

## L'ESSENTIEL

## CINÉMA

Il y a vingt ans, les vedettes de Cherbourg ... 2

## LITTÉRATURE

Alt Ahmed en Algérie  
Le retour au pays de l'opposant a donné lieu à des manifestations sous haute surveillance ... 3

## POLITIQUE

RDA : la STASI en accusation  
Les représentants de l'ancienne police politique sont désormais sous haute surveillance ... 4

Le Chili après l'élection  
Des affrontements ont eu lieu à Santiago du Chili à la suite de manifestations en faveur du président élu ... 5

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur l'ensemble de la loi de finances pour 1990 ... 6 et 7

## LIVRES POLITIQUES

Le Parti communiste tel qu'il reste, par André Laurens.

## SOCIÉTÉ

Le garde des sceaux et la bioéthique

Soutenant, au cours des journées annuelles du comité consultatif national d'éthique, le rapport Brabant, M. Arpaillange a déclaré qu'il fallait accélérer le processus législatif contrairement à l'avis de ses collègues, MM. Curien et Evin ... 8

## CONDAMNATION À PERPÉTUITÉ POUR HABIB MAAMAR

La cour d'assises de Paris a condamné vendredi Habib Maamar, auteur de deux attentats à Paris, en 1984 et 1985, à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Sa compagne, qui l'avait dénoncé, a été acquittée ... 8

## CULTURE

L'ouragan Forsythe

Tout aussi insolent que dans son premier programme, William Forsythe offre deux pièces de virtuosité chorégraphique et de violence matricielle, qui font vivre la totalité de la scène du Châtelet ... 10

## ECONOMIE

Le président de la COB s'explique

M. Jean Saint-Geours, président de la Commission des opérations de bourse (COB), souligne l'importance de l'accord d'assistance mutuelle avec le SEC américain ... 13

Revue des valeurs ... 14

Crédits, changes, grands marchés ... 15

## Services

Abonnements ... 2  
Carnet ... 6  
Mots croisés ... 12  
Météorologie ... 12  
Spectacles ... 11  
Télévision ... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 décembre 1989 a été tiré à 552 509 exemplaires

GLOBE L'EST LE VRAI 7 écrivains dans 7 capitales

## Grève aux NMPP

## Perturbations dans la diffusion des quotidiens nationaux

La distribution des quotidiens nationaux et de certains hebdomadaires a été largement perturbée, samedi matin 16 décembre, à la suite d'un mouvement de grève à l'appel de la CGT des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP).

Ce mouvement a été déclenché vendredi, à la suite d'une rencontre qui a tourné court entre délégués du personnel et la direction. La CGT avance notamment des revendications salariales et accuse la direction d'avoir interrompu les négociations. De son côté, la direction jugeait « exorbitantes » les revendications. Un plan de secours pour la distribution des journaux, mis en place dans la nuit, n'a permis de diffuser qu'une partie des exemplaires imprimés.

Le Monde prie ses lecteurs de bien vouloir excuser les difficultés éventuelles de diffusion provoquées par cette grève.

□ Mesures d'économies à l'Agence centrale de presse. L'administrateur judiciaire de l'Agence centrale de presse (ACP), M. Régis Valliot, a proposé, vendredi 15 décembre, une série de mesures d'urgence pour diminuer le déficit de l'agence et permettre une solution de reprise.

M. Valliot propose notamment 18 licenciements économiques, alors que l'agence compte 124 salariés. Il demande à la presse régionale une majoration exceptionnelle de 25 % du tarif des abonnements en janvier et février, et un effort équivalent au groupe Maxwell, actionnaire principal jusqu'au dépôt de bilan. De son côté, le ministère de la communication a proposé une aide exceptionnelle, et non reconductible, pendant la période d'élaboration d'un projet de relance que M<sup>me</sup> Catherine Tasca souhaite voir formalisé d'ici au 28 février 1990.

## Mise en garde américaine contre de possibles attentats en Europe

Washington a fait part, vendredi 15 décembre, de sa crainte de voir se développer une nouvelle campagne terroriste en Europe occidentale et en Afrique de l'Ouest.

« Les Etats-Unis, notant de récentes informations sur des mouvements de terroristes proches-orientaux en Europe de l'Ouest et la découverte de cargaisons d'armes destinées à des cellules du Hezbollah (proche de l'Iran) en Espagne et en Afrique, sont préoccupés par le fait que des terroristes pourraient préparer des attentats à court terme contre une série d'objectifs, notamment américains », indique un communiqué du département d'Etat. Celui-ci précise que, sur la base des renseignements en sa possession, l'Afrique de l'Ouest sont les régions les plus probablement visées. — (Reuters.)